

MEMORIAL

Journal Officiel
du Grand-Duché de
Luxembourg



MEMORIAL

Amtsblatt
des Großherzogtums
Luxemburg

RECUEIL DES SOCIÉTÉS ET ASSOCIATIONS

Le présent recueil contient les publications prévues par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et par la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

C — N° 1360

15 juillet 2009

SOMMAIRE

Aegis Luxembourg (Finance)	65237	Monte Cervino S. à r.l.	65238
Alucard Finance Holding S.A.	65246	Morgan Stanley Ursa S.à r.l.	65239
Auva S. à r.l.	65240	Morgan Stanley Weaver S.à r.l.	65238
BGL	65279	Movilliat Promotions S.A.	65280
Carrus Finances S.A., SPF	65243	Movilliat Terrains S.A.	65234
CEP III Co-Investment S.à r.l. SICAR	65242	Nettoyage industriel et de bureaux s.à.r.l.	65240
Creare S.A.	65239	Partinvest S.A.	65238
Creare S.A.	65243	Patrimonius S.A.	65234
C.T.P.T.I., Conseil Technique et Planifica- tion de Travaux Industriels	65236	Pentium Fund	65244
DB Systemes S.A.	65280	Ramey S.à.r.l.	65236
Dressel Décoration S.à r.l.	65246	Realpromo S.A.	65245
ECIP Europcar S.à.r.l.	65235	Rem Finance S.A.	65245
Egham Holding S.A.	65246	Restobookings Group S.à r.l.	65234
Euro Truck Finances S.A.	65242	Rin-Pwene S.A.	65234
Flaminia Holding Sàrl	65235	Robeco Lux-O-Rente	65245
Fleurs du Monde S.à r.l.	65234	RPM Garantie Luxembourg S.A.	65237
Froidchapelle S.A.	65237	Sabre Holdings (Luxembourg) S.à r.l.	65241
IDEPA Investissements S.A.	65236	Saint-Exupery Finance S.A.	65280
Invesco The Hague Hotel Investment S.à r.l.	65240	Satlynx Sales S.à r.l.	65241
KL Industries S.à r.l.	65280	SBT Star Bulk & Tankers A.G.	65236
KV Associates S.A.	65235	S.DEUX.E. Direction du Management et des Ressources Humaines Sàrl	65241
KV Associates S.A.	65235	Société de Recherche Thérapeutique En- dovasculaire S.A.	65279
KV Associates S.A.	65235	SOPEP Investment IV S.A.	65275
Letzebuenger Gesellschaft fir Nei Musek	65244	SOPEP Mezzanine SICAV-FIS IV	65265
Locam	65279	South Europe Real Estate Investments Holding S.A.	65243
Lux Life Opportunity Fund SICAV-FIS ...	65247	Star Petroleum S.A.	65242
Maison Peter S.à r.l.	65280	T - Gestion S.A.	65237
Monte Bianco S. à r.l.	65239	von der Heydt Strategie Fonds	65241
Monte Bianco S. à r.l.	65239	Winchester Square Holdings S.à.r.l.	65240
Monte Cervino S. à r.l.	65238		

Rin-Pwene S.A., Société Anonyme Holding.

Siège social: L-8399 Windhof (Koerich), 10, rue de l'Industrie.
R.C.S. Luxembourg B 49.706.

Les comptes annuels au 31.12.2008 ont été déposés au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Movilliat Jules
Administrateur

Référence de publication: 2009080866/11.

(090095847) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1^{er} juillet 2009.

Movilliat Terrains S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-8399 Windhof (Koerich), 10, rue de l'Industrie.
R.C.S. Luxembourg B 59.968.

Les comptes annuels au 31.12.2008 ont été déposés au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Movilliat Jules
Administrateur

Référence de publication: 2009080867/11.

(090095850) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1^{er} juillet 2009.

Patrimonius S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-8399 Windhof (Koerich), 10, rue de l'Industrie.
R.C.S. Luxembourg B 51.848.

Les comptes annuels au 31.12.2008 ont été déposés au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Movilliat Jules
Administrateur

Référence de publication: 2009080868/11.

(090095852) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1^{er} juillet 2009.

Restobookings Group S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1258 Luxembourg, 4, rue Jean-Pierre Brasseur.
R.C.S. Luxembourg B 137.694.

Le Bilan au 31/12/2008 a été déposé au registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2009080894/9.

(090095589) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1^{er} juillet 2009.

Flours du Monde S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1740 Luxembourg, 104, rue de Hollerich.
R.C.S. Luxembourg B 65.577.

Les comptes annuels au 31 décembre 2007 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour Flours du Monde S.à r.l.
FIDUCIAIRE DES PME SA
Signature

Référence de publication: 2009080359/12.

(090095862) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1^{er} juillet 2009.

KV Associates S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 8, boulevard Royal.
R.C.S. Luxembourg B 67.559.

Le bilan au 31.12.2005 a été déposé au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 26 août 2008.

Signature

Le Conseil d'administration

Référence de publication: 2009080933/12.

(090095431) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1^{er} juillet 2009.

KV Associates S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 8, boulevard Royal.
R.C.S. Luxembourg B 67.559.

Le bilan au 31.12.2006 a été déposé au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 26 août 2008.

Signature

Le Conseil d'administration

Référence de publication: 2009080934/12.

(090095433) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1^{er} juillet 2009.

KV Associates S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 8, boulevard Royal.
R.C.S. Luxembourg B 67.559.

Le bilan au 31.12.2007 a été déposé au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 26 juin 2009.

Signature

Le Conseil d'administration

Référence de publication: 2009080935/12.

(090095438) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1^{er} juillet 2009.

Flaminia Holding Sarl, Société à responsabilité limitée soparfi.

Siège social: L-1660 Luxembourg, 60, Grand-rue.
R.C.S. Luxembourg B 84.812.

Les statuts coordonnés suivant l'acte n° 55552 ont été déposés au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Joseph ELVINGER

Notaire

Référence de publication: 2009080801/211/12.

(090096034) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1^{er} juillet 2009.

ECIP Europcar S.à.r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 1.398.900,00.

Siège social: L-2340 Luxembourg, 25, rue Philippe II.
R.C.S. Luxembourg B 120.530.

Il résulte des résolutions du gérant unique de la Société en date du 27 mars 2009 que le mandat du commissaire de la Société, Ernst & Young S.A., immatriculée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés à Luxembourg sous le numéro

B 47.771, avec siège social à L-5365 Munsbach, 7, Parc d'Activité Syrdall, a été renouvelé pour une durée d'un an, qui prendra fin à l'issue de l'assemblée générale annuelle des actionnaires de la Société statuant en 2010 sur les comptes du dernier exercice clos.

Luxembourg, le 4 mai 2009.

Eurazeo Management Lux S.A.
Le gérant unique
Laurent Guerineau / François Pfister
Président du conseil d'administration / Administrateur

Référence de publication: 2009080832/18.

(090095913) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1^{er} juillet 2009.

C.T.P.T.I., Conseil Technique et Planification de Travaux Industriels, Société Anonyme.

Siège social: L-5440 Remerschen, 34, Waistroos.

R.C.S. Luxembourg B 101.644.

Le Bilan au 31/12/2008 a été déposé au registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2009080895/9.

(090095590) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1^{er} juillet 2009.

IDEPA Investissements S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1258 Luxembourg, 4, rue Jean-Pierre Brasseur.

R.C.S. Luxembourg B 129.277.

Le Bilan au 31/12/2008 a été déposé au registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2009080899/9.

(090095602) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1^{er} juillet 2009.

Ramey S.à.r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2520 Luxembourg, 1, allée Scheffer.

R.C.S. Luxembourg B 130.465.

Le Bilan au 31 décembre 2008 a été déposé au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

01/07/09.

TMF Management Luxembourg S.A.
Domiciliaire
Signatures

Référence de publication: 2009080905/13.

(090096085) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1^{er} juillet 2009.

SBT Star Bulk & Tankers A.G., Société Anonyme.

Siège social: L-2419 Luxembourg, 3, rue du Fort Rheinsheim.

R.C.S. Luxembourg B 67.968.

Le bilan au 31.12.2007 et les documents y relatifs ont été déposés au Registre de Commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg.

Signature.

Référence de publication: 2009080397/11.

(090095435) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1^{er} juillet 2009.

RPM Garantie Luxembourg S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-8399 Windhof (Koerich), 3-5, route d'Arlon.

R.C.S. Luxembourg B 113.028.

Le bilan au 31 décembre 2006 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature

Mandataire

Référence de publication: 2009080449/11.

(090095966) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1^{er} juillet 2009.

T - Gestion S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-5280 Sandweiler, Zone Industrielle Rolach.

R.C.S. Luxembourg B 133.319.

Le bilan au 31 décembre 2007 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature

Mandataire

Référence de publication: 2009080450/11.

(090095964) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1^{er} juillet 2009.

Aegis Luxembourg (Finance), Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.

R.C.S. Luxembourg B 88.906.

Les comptes annuels au 31 décembre 2008 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour AEGIS LUXEMBOURG (FINANCE)

Intertrust (Luxembourg) S.A.

Signatures

Référence de publication: 2009080426/12.

(090095471) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1^{er} juillet 2009.

Froidchappelle S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1420 Luxembourg, 5, avenue Gaston Diderich.

R.C.S. Luxembourg B 40.843.

Extrait de l'assemblée générale ordinaire des actionnaires de la société qui s'est tenue à Luxembourg le 2 juin 2009

Omissis.

Septième résolution

L'assemblée générale décide de remplacer le commissaire aux comptes Monsieur Achille Severgnini, par Monsieur Julien Nicaud, employé privé, né le 4 juin 1980 à Metz, France, et résidant professionnellement au 5, avenue Gaston Diderich, L-1420 Luxembourg.

Le mandat du nouveau commissaire aux comptes prendra fin lors de l'assemblée générale annuelle qui se tiendra en 2012.

Luxembourg, le 2 juin 2009.

Pour copie conforme

Pour le conseil d'administration

Francesca Docchio

Administrateur

Référence de publication: 2009080730/20.

(090096121) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1^{er} juillet 2009.

Monte Cervino S. à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2520 Luxembourg, 1, allée Scheffer.
R.C.S. Luxembourg B 110.175.

Le Bilan au 31 décembre 2008 a été déposé au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

01/07/09.

TMF Management Luxembourg S.A.

Domiciliataire

Signatures

Référence de publication: 2009080909/13.

(090096101) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1^{er} juillet 2009.

Monte Cervino S. à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2520 Luxembourg, 1, allée Scheffer.
R.C.S. Luxembourg B 110.175.

Le Bilan au 30 Novembre 2008 a été déposé au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

01/07/09.

TMF Management Luxembourg S.A.

Domiciliataire

Signatures

Référence de publication: 2009080908/13.

(090096098) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1^{er} juillet 2009.

Morgan Stanley Weaver S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2520 Luxembourg, 1, allée Scheffer.
R.C.S. Luxembourg B 137.587.

Le Bilan au 31 décembre 2008 a été déposé au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

01/07/09.

TMF Management Luxembourg S.A.

Domiciliataire

Signatures

Référence de publication: 2009080915/13.

(090096109) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1^{er} juillet 2009.

Partinvest S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2520 Luxembourg, 5, allée Scheffer.
R.C.S. Luxembourg B 39.118.

Extrait des résolutions prises lors du Conseil d'Administration qui s'est tenu en date du 6 mars 2008

- Nomination dans la fonction d'Administrateur-Délégué de la société de Monsieur Jean-Pierre Valentini, dont l'adresse professionnelle est: 5 Allée Scheffer à 2520 Luxembourg.

Luxembourg, le 10 juin 2009.

Pour extrait sincère et conforme

CACEIS BANK

Monique J.E Lodewijckx

Company Secretary Department

Référence de publication: 2009080820/15.

(090096190) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1^{er} juillet 2009.

Creare S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2146 Luxembourg, 74, rue de Merl.
R.C.S. Luxembourg B 33.685.

Extrait des résolutions prises par voie circulaire par le conseil d'administration en date du 2 février 2009

Le Conseil d'Administration prend note de la démission de M. Yves Bersihand de son poste d'administrateur.

Le Conseil d'Administration nomme M. Patrice Pfistner domicilié professionnellement au 31, allée du Carmel, L-1354 Luxembourg, Administrateur Président du Conseil d'Administration.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour extrait sincère et conforme

Signature

Un mandataire

Référence de publication: 2009080829/15.

(090096137) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1^{er} juillet 2009.

Monte Bianco S. à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2520 Luxembourg, 1, allée Scheffer.
R.C.S. Luxembourg B 110.176.

Le Bilan au 30 Novembre 2008 a été déposé au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

01/07/09.

TMF Management Luxembourg S.A.

Domiciliataire

Signatures

Référence de publication: 2009080906/13.

(090096090) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1^{er} juillet 2009.

Monte Bianco S. à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2520 Luxembourg, 1, allée Scheffer.
R.C.S. Luxembourg B 110.176.

Le Bilan au 31 décembre 2008 a été déposé au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

01/07/09.

TMF Management Luxembourg S.A.

Domiciliataire

Signatures

Référence de publication: 2009080907/13.

(090096095) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1^{er} juillet 2009.

Morgan Stanley Ursa S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2520 Luxembourg, 1, allée Scheffer.
R.C.S. Luxembourg B 132.600.

Le Bilan au 31 Décembre 2008 a été déposé au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

01/07/09.

TMF Management Luxembourg S.A.

Domiciliataire

Signatures

Référence de publication: 2009080917/13.

(090096117) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1^{er} juillet 2009.

Nettoyage industriel et de bureaux s.à.r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-6947 Niederanven, 1A, Zone Industrielle Bombicht.

R.C.S. Luxembourg B 11.924.

Le bilan au 31 décembre 2008 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 30 juin 2009.

Pour la Gérance

Me Nicolas SCHAEFFER

Par mandat

Référence de publication: 2009081261/13.

(090096439) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 juillet 2009.

Winchester Square Holdings S.à.r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1840 Luxembourg, 39, boulevard Joseph II.

R.C.S. Luxembourg B 78.513.

Les comptes annuels au 29/02/2008 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 29 juin 2009.

Pour la société

Signature

Un mandataire

Référence de publication: 2009081268/13.

(090096574) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 juillet 2009.

Invesco The Hague Hotel Investment S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 12.500,00.**

Siège social: L-2449 Luxembourg, 25C, boulevard Royal.

R.C.S. Luxembourg B 143.783.

Statuts coordonnés déposés au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 26 juin 2009.

Henri HELLINCKX

Notaire

Référence de publication: 2009080807/242/13.

(090095462) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1^{er} juillet 2009.**Auva S. à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-1855 Luxembourg, 46A, avenue J.F. Kennedy.

R.C.S. Luxembourg B 111.403.

Le Bilan et l'affectation du résultat au 31 Décembre 2008 ont été déposés au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 29 juin 2009.

Auva S.à r.l.

Manacor (Luxembourg) S.A.

Signatures

Agent domiciliataire

Référence de publication: 2009080392/15.

(090095382) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1^{er} juillet 2009.

von der Heydt Strategie Fonds, Fonds Commun de Placement.

Der Verwaltungsrat der von der Heydt Kersten Invest S.A. (der "Verwaltungsrat") in seiner Qualität als Verwaltungsgesellschaft des von der Heydt Strategie Fonds (der "Fonds") hat beschlossen, den Fonds, im Interesse der Anteilhaber, mit Wirkung zum 15. Juli 2009 aufzulösen.

Die Nettoliquidationserlöse, die nicht bis zum Abschluss des Liquidationsverfahrens von Anteilhabern eingezogen worden sind, werden von der Depotbank nach Abschluss des Liquidationsverfahrens für Rechnung der berechtigten Anteilhaber bei der Caisse de Consignation im Großherzogtum Luxemburg hinterlegt. Diese Beträge verfallen, wenn sie nicht innerhalb der gesetzlichen Frist geltend gemacht werden.

im Auftrag des Verwaltungsrats
von der Heydt Kersten Invest S.A.

Référence de publication: 2009083820/260/13.

S.DEUX.E. Direction du Management et des Ressources Humaines Sàrl, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1661 Luxembourg, 31, Grand-rue.

R.C.S. Luxembourg B 106.070.

EXTRAIT

Il résulte des résolutions prises lors de l'Assemblée Générale Extraordinaire des Associés de la Société S.DEUX.E. Direction du Management et des Relations Humaines S.à.r.l. qui s'est tenue en date du 30 juin 2009 qu'il a été décidé de transférer l'adresse du siège social de la Société:

- de son adresse actuelle L-1469 Luxembourg, 110, rue Ermesinde
- au 31, Grand-rue, L-1661 Luxembourg.

Pour extrait conforme, délivré aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 1^{er} juillet 2009.

Signature.

Référence de publication: 2009080848/15.

(090096150) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1^{er} juillet 2009.

Satlynx Sales S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-8399 Windhof (Koerich), 2, route d'Arlon.

R.C.S. Luxembourg B 130.191.

Statuts coordonnés déposés au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 8 juin 2009.

Henri HELLINCKX

Notaire

Référence de publication: 2009080804/242/13.

(090095770) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1^{er} juillet 2009.

Sabre Holdings (Luxembourg) S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: USD 1.013.565,00.

Siège social: L-1882 Luxembourg, 5, rue Guillaume Kroll.

R.C.S. Luxembourg B 125.399.

Statuts coordonnés déposés au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 11 juin 2009.

Henri HELLINCKX

Notaire

Référence de publication: 2009080809/242/13.

(090095502) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1^{er} juillet 2009.

Euro Truck Finances S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1258 Luxembourg, 4, rue Jean-Pierre Brasseur.
R.C.S. Luxembourg B 100.908.

Extrait du procès-verbal de la réunion du conseil d'administration tenue à Luxembourg au siège social le jeudi 4 juin 2009

Il résulte du procès-verbal de la réunion du Conseil d'Administration qui s'est tenue en date du 4 juin 2009 que:
Le Conseil d'Administration a décidé de nommer en son sein Maître FELTEN Bernard à la fonction de Président du Conseil d'Administration.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour extrait conforme

Signature

Un Mandataire

Référence de publication: 2009080849/15.

(090096140) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1^{er} juillet 2009.

Star Petroleum S.A., Société Anonyme.

Capital social: EUR 50.000.024,00.

Siège social: L-2146 Luxembourg, 74, rue de Merl.
R.C.S. Luxembourg B 108.066.

Extrait de la réunion du conseil d'administration de la Société tenue en date du 17 juin 2009 à Luxembourg à 17.30 heures

Le conseil d'administration de la Société décide à l'unanimité:

- de coopter Madame Maria Dady Jimenez Targioni, demeurant au 42-8a, Paseo de la Castellana, 28046 Madrid, Espagne, aux fonctions d'administrateur de la Société pour un mandat à durée déterminée prenant effet au 17 juin 2009 jusqu'à l'assemblée générale annuelle de la Société qui se tiendra en 2012.

Pour extrait conforme

Signatures

Un mandataire

Référence de publication: 2009080847/16.

(090096153) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1^{er} juillet 2009.

CEP III Co-Investment S.à r.l. SICAR, Société à responsabilité limitée sous la forme d'une Société d'Investissement en Capital à Risque.

Siège social: L-1653 Luxembourg, 2, avenue Charles de Gaulle.
R.C.S. Luxembourg B 134.839.

Extrait du procès-verbal de l'assemblée générale annuelle tenue à Luxembourg le 11 juin 2009.

Il résulte des décisions de l'assemblée générale de la Société du 11 juin 2009 que Ernst & Young est mandaté en qualité de réviseur d'entreprise pour l'exercice de la Société s'achevant le 31 décembre 2009.

Il résulte également des décisions de l'assemblée générale annuelle de la Société du 11 juin 2009;

- que l'assemblée a accepté la démission de CEP III Limited avec adresse à PO Box 908 GT, Walker House, Mary Street, George Town, Grand Cayman, Iles Caïmanes, de leurs fonctions de membre du conseil de gérance de la Société avec effet au 11 juin 2009;

- que l'assemblée a nommé CEP III Managing GP Holdings, Ltd., avec adresse à Walkers SPV Ltd, Walkers House, 87 Mary Street, George Town, Grand Cayman, Iles Caïmanes, comme nouveau membre du conseil de gérance de la Société avec effet au 11 juin 2009 et pour une période illimitée

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 25 juin 2009.

CEP III Co-Investment S.à r.l. SICAR

Signature

Un mandataire

Référence de publication: 2009079836/23.

(090094532) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 juin 2009.

Creare S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2146 Luxembourg, 74, rue de Merl.
R.C.S. Luxembourg B 33.685.

—
Extrait du procès-verbal de l'Assemblée Générale du 14 juin 2007

L'Assemblée nomme à l'unanimité MM Eric Pradon, demeurant professionnellement 2, rue du Pont Neuf, F-75031 Paris Cedex et Yves Bersihand demeurant professionnellement 1, rue de la Richonne, F-16101 Cognac Cedex, en qualité de nouveaux administrateurs jusqu'à l'issue de l'Assemblée Générale Ordinaire qui statuera sur les comptes de l'exercice 2012.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour extrait sincère et conforme

Signature

Un Mandataire

Référence de publication: 2009080830/16.

(090096089) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1^{er} juillet 2009.

Carrus Finances S.A., SPF, Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-2311 Luxembourg, 3, avenue Pasteur.
R.C.S. Luxembourg B 38.552.

—
Extrait des résolutions prises lors de l'assemblée générale extraordinaire du 27 avril 2009

Acceptation de la démission de Monsieur Jean-Claude GOBITTA en tant qu'Administrateur

Acceptation de la nomination comme nouvel Administrateur de la société FMS SERVICES S.A., dont le siège est au 3, avenue Pasteur, L-2311 Luxembourg. Son mandat viendra à échéance lors de l'assemblée générale ordinaire de 2015

Pour la société

CARRUS FINANCES S.A., SPF

S.G.A SERVICES S.A.

Signatures

Administrateur

Référence de publication: 2009080821/16.

(090096070) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1^{er} juillet 2009.

South Europe Real Estate Investments Holding S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2530 Luxembourg, 4, rue Henri M. Schnadt.
R.C.S. Luxembourg B 51.439.

—
Extrait de résolution de l'Assemblée Générale Extraordinaire du 19 juin 2009

Les actionnaires de la société South Europe Real Estate Investments Holding S.A. réunis en Assemblée Générale Extraordinaire du 19 juin 2009, ont décidé à l'unanimité, de prendre les résolutions suivantes:

L'assemblée générale, constatant que les mandats d'administrateurs de:

- Monsieur Max Galowich, juriste, né le 30 juillet 1965 à Luxembourg, domicilié professionnellement au 4, rue Henri Schnadt, L-2530 Luxembourg;
- Monsieur Jean-Paul Frank, expert-comptable, né le 12 novembre 1969 à Luxembourg, domicilié professionnellement au 4, rue Henri Schnadt, L-2530 Luxembourg;
- Monsieur Georges Gredt, comptable, né le 12 août 1966 à Esch-sur-Alzette, domicilié professionnellement au 4, rue Henri Schnadt, L-2530 Luxembourg

sont arrivés à leur terme en 2008, décide de les renouveler rétroactivement dans leurs fonctions pour une nouvelle période de cinq années, soit jusqu'à l'assemblée générale ordinaire qui se tiendra en 2013.

Luxembourg, le 19 juin 2009.

Pour extrait conforme

Signature

Référence de publication: 2009079940/22.

(090094854) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 juin 2009.

Letzebuenger Gesellschaft fir Nei Musek, Association sans but lucratif.

Siège social: L-8009 Strassen, 3, route d'Arlon.

R.C.S. Luxembourg F 5.154.

—
Procès-verbal de l'assemblée générale extraordinaire de la Letzebuenger Gesellschaft fir Nei Musik qui s'est tenue le 26 février 2009 au siège de la LGNM

1) AMENDEMENT DE L'ARTICLE 1^{er}, en supprimant la deuxième phrase pour faire suivre la première phrase par deux phrases de la teneur suivante:

Son siège est fixé à Luxembourg-Strassen, 3, route d'Arlon. Par simple décision du conseil d'administration prise à la majorité des voix, il pourra être transféré à tout autre endroit du Grand-Duché du Luxembourg

2) MODIFICATION du POINT 1. DU 2, ième ALINEA DE L'ARTICLE 5

qui a la teneur suivante:

La fixation de la cotisation annuelle pour les membres (qui ne peut pas dépasser 100.- euros)

3) MODIFICATION DE LA 1^{ière} PHRASE DE L'ARTICLE 6

qui a la teneur suivante:

L'association est administrée par un conseil d'administration qui se compose de trois membres au moins, élus par l'assemblée générale.

4) AMENDEMENT DU 2^e ALINEA DE L'ARTICLE 7, en y insérant quatre phrases à la suite de la troisième phrase, ces phrases de la teneur suivante:

Les décisions du conseil d'administration sont prises à la majorité des voix des administrateurs présents ou représentés. En cas d'empêchement d'un administrateur, il pourra se faire remplacer par un autre administrateur. En cas d'urgence, les décisions du conseil d'administration peuvent être prises par lettres-circulaires, diffusées par courrier, télécopieur ou courriel. Si lors d'un vote, il y a partage des voix, le président de la réunion, et en cas de vote par lettres-circulaires, le président ou en cas d'empêchement le vice-président ou le membre le plus âgé du conseil d'administration, aura voix prépondérante.

Strassen, le 2 avril 2009.

Nadine Eder / Luc Rollinger

Président / Secrétaire

Référence de publication: 2009080091/31.

(090094894) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 juin 2009.

Pentium Fund, Société Anonyme sous la forme d'une SICAV - Fonds d'Investissement Spécialisé.

Siège social: L-1122 Luxembourg, 2, rue d'Alsace.

R.C.S. Luxembourg B 141.258.

—
Extract of the resolutions taken at the Annual General Meeting of 2nd June, 2009

- The Meeting decides to re-elect the mandate of the Board Members for the ensuing year as follows:

Mr Vicente Andres ZARAGOZA, Chairman of the Board

Mrs Susan Elizabeth BEACH

Mr Bastiaan Anthonie IZELAAR

The Meeting decides to re-elect the mandate of PricewaterhouseCoopers Luxembourg as the Authorised Independent Auditor;

Suit la traduction française

Extrait des résolutions prises lors de l'Assemblée Générale Ordinaire du 2 juin 2009

- Il est décidé de reconduire pour un an le mandat des membres du Conseil d'Administration suivants:

Mr Vicente Andres ZARAGOZA, Président du Conseil d'Administration

Mrs Susan Elizabeth BEACH

Mr Bastiaan Anthonie IZELAAR

- Il est décidé de reconduire le mandat du Réviseur d'Entreprise indépendant PricewaterhouseCoopers Luxembourg.

POUR PENTIUM FUND

Signatures

Référence de publication: 2009080014/23.

(090095141) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 juin 2009.

Robeco Lux-O-Rente, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-1470 Luxembourg, 69, route d'Esch.

R.C.S. Luxembourg B 47.779.

Suite aux décisions de l'Assemblée Générale Ordinaire du 28 mai 2009, le Conseil d'Administration se compose comme suit:

- Monsieur Francesco BAICI, Vice-Président Robeco Schweiz, Uraniastrasse 12, P.O. Box 2068, CH-8001 Zürich
- Monsieur Ali OULD ROUIS, Robeco France, 21, Boulevard de la Madeleine, F-75039 Paris Cedex 01
- Madame Edith SIERMANN, Executive Vice President of fixed-income investments, Robeco Groep N.V., 120, Cool-singel, NL-3011 AG Rotterdam

jusqu'à l'Assemblée Générale Ordinaire qui se tiendra en 2010.

Cette Assemblée Générale Ordinaire a nommé comme Réviseur d'Entreprises, Ernst & Young, 7, Parc d'Activité Syrdall, L-5365 Munsbach pour une période d'un an.

Pour ROBECO LUX-O-RENTE, Société d'Investissement à Capital Variable

RBC DEXIA INVESTOR SERVICES BANK S.A., Société Anonyme

Signatures

Référence de publication: 2009080858/19.

(090096192) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1^{er} juillet 2009.**Rem Finance S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-4740 Pétange, 5, rue Prince Jean.

R.C.S. Luxembourg B 123.333.

Extrait du Procès-Verbal de l'Assemblée Générale Extraordinaire de REM Finance S.A. tenue au siège social le 06 Janvier 2009 à 10 heures

Résolutions

1. L'Assemblée approuve la démission, à la date du 06 Janvier 2009, de Madame Katrien Buyens en tant qu'administrateur.

Tous les points de l'ordre du jour ayant été traités, la séance est levée à 11 heures après signature du procès-verbal par les membres du bureau

Clotilde Franchini / Solange Leurquin / Eddy De Nil

Secrétaire / Scrutateur / Président

Référence de publication: 2009080653/16.

(090095808) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1^{er} juillet 2009.**Realpromo S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-8399 Windhof, 10, rue de l'Industrie.

R.C.S. Luxembourg B 63.718.

Extrait du Procès Verbal de l'Assemblée Générale ordinaire tenue à WINDHOF le 8 mai 2009

L'Assemblée décide de nommer aux fonctions d'administrateur Yvan HAUTECOEUR, domicilié au 37, rue d'Udange à B-6700 Toernich, en remplacement de Monsieur Marc MOVILLIAT domicilié à B-6717 ATTERT, Impasse du Meunier, 194 et décédé le 8 juin 2008, dont il terminera le mandat.

L'Assemblée décide de nommer aux fonctions de commissaire aux compte Madame Carmina SEIXAS domiciliée au 22 rue de Carignan B6820 FLORENVILLE en lieu et place de Monsieur Yvan HAUTECOEUR domicilié à B-6700 TOERNICH, rue d'Udange, 37 jusqu'à l'Assemblée Générale Ordinaire de 2013

Les mandats du nouvel administrateur et du nouveau commissaire aux comptes prendront fin à l'issue de l'Assemblée Générale Ordinaire de 2013.

Windhof, le 8 mai 2009.

Movilliat Jules

Administrateur-délégué

Référence de publication: 2009080654/19.

(090095871) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1^{er} juillet 2009.

Dressel Décoration S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-4818 Rodange, 23, avenue Dr Gaasch.

R.C.S. Luxembourg B 89.839.

Le bilan au 31 décembre 2008 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

DRESSEL DECORATION S.à r.l.

Signature

Référence de publication: 2009080583/12.

(090095622) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1^{er} juillet 2009.

Egham Holding S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1371 Luxembourg, 7, Val Sainte Croix.

R.C.S. Luxembourg B 98.036.

Extrait du procès-verbal de l'assemblée générale annuelle tenue au siège social de la société le 25 juin 2009 à 10.00 heures

L'Assemblée décide de renouveler le mandat des Administrateurs et du Commissaire aux comptes qui prendra fin à l'issue de l'Assemblée Générale Annuelle qui se tiendra en 2015.

Sont renommés Administrateurs:

Administrateur de catégorie A:

Me Beatriz Garcia, Avocate, demeurant au 5, boulevard Royal, L-2449 Luxembourg.

Administrateur de catégorie B:

M. Alexis Kamarowsky, Directeur de société, demeurant au 7, Val Ste Croix, L-1371 Luxembourg;

M. Federigo Cannizzaro di Belmontino, Directeur de société, demeurant au 7, Val Ste Croix, L-1371 Luxembourg;

Est renommée Commissaire aux comptes:

Luxembourg International Consulting S.A. (Interconsult) avec siège social à L-1371 Luxembourg, 7, Val Sainte Croix.

Luxembourg, le 25 juin 2009.

Pour extrait conforme

Signature

L'agent domiciliaire

Référence de publication: 2009080642/22.

(090095560) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1^{er} juillet 2009.

Alucard Finance Holding S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1371 Luxembourg, 7, Val Sainte Croix.

R.C.S. Luxembourg B 97.859.

Extrait du procès-verbal de l'assemblée générale ordinaire tenue au siège social de la société le 24 juin 2009 à 10 heures

L'Assemblée décide de renouveler le mandat des Administrateurs et du Commissaire aux comptes qui prendra fin à l'issue de l'Assemblée Générale Annuelle qui se tiendra en 2015.

Sont renommés Administrateurs:

M. Alexis Kamarowsky, Directeur de société, avec adresse professionnelle au 7, Val Sainte Croix, à L-1371 Luxembourg;

M. Federigo Cannizzaro di Belmontino, Directeur de société, avec adresse professionnelle au 7, Val Sainte Croix, à L-1371 Luxembourg;

M. Jean-Marc Debaty, Directeur de société, avec adresse professionnelle au 7, Val Sainte Croix, à L-1371 Luxembourg;

Est renommé Commissaire aux comptes:

Luxembourg International Consulting S.A. (Interconsult) avec siège social à L-1371 Luxembourg - 7, Val Sainte Croix.

Luxembourg, le 24 juin 2009.

Pour extrait conforme

Signature

L'agent domiciliataire

Référence de publication: 2009080643/22.

(090095556) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1^{er} juillet 2009.

Lux Life Opportunity Fund SICAV-FIS, Société d'Investissement à Capital Variable - Fonds d'Investissement Spécialisé.

Siège social: L-1720 Luxembourg, 2, rue Heinrich Heine.

R.C.S. Luxembourg B 146.735.

—
STATUTES

In the year two thousand and nine, on the fourth of June.

Before Maître Henri HELLINCKX, notary residing in Luxembourg.

There appeared:

LUX KAPITALMARKT MANAGEMENT AG, a Luxembourg joint-stock company, société anonyme, with registered office at L-2562 Luxembourg, 4 place de Strasbourg, registered with the Luxembourg Trade and Companies Register, Registre de Commerce et des Sociétés, under number B 132.017, here represented by Nicolas RONZEL, lawyer, residing in Luxembourg, in his capacity as duly empowered representative by virtue of a proxy dated 2nd June 2009.

The said proxy was signed "ne varietur" by the appearing person and the undersigned notary, and shall remain attached to the present deed to be filed at the same time.

The above mentioned person, represented as said above, has asked the notary to inscribe the articles of incorporation of a Luxembourg joint-stock company, société anonyme, in the form of an investment company, which qualifies as specialised investment fund, société d'investissement à capital variable sous forme d'un fonds d'investissement spécialisé, under the Luxembourg law on specialised investment funds dated 13 February 2007, as amended, as follows:

Name / Duration / Registered office / Object

Art. 1. There is hereby established a joint-stock company, société anonyme, under the name of "Lux Life Opportunity Fund SICAV-FIS", having the form of an investment company with variable capital, société d'investissement à capital variable, qualifying as a specialised investment fund, fonds d'investissement spécialisé, governed by these articles of association (the "Articles"), the Luxembourg law of 13 February 2007 relating to specialised investment funds, as amended, (the "Law of 2007") and related Luxembourg laws and regulations (the "Company").

Investment in the Company shall exclusively be reserved to well-informed investors as further described in the Law of 2007.

Art. 2. The registered office of the Company is established in Luxembourg.

The board of directors of the Company (the "Board of Directors") is authorised to transfer the registered office of the Company within the community of Luxembourg. Branches, subsidiaries or other offices may be established either in the Grand Duchy of Luxembourg or abroad by a decision of the Board of Directors.

The registered office may be transferred to any other place in the Grand Duchy of Luxembourg by means of a resolution of an extraordinary general meeting of the shareholders of the Company deliberating in the manner required for an amendment to the Articles.

Should a situation arise or be deemed imminent, whether military, political, economic or social, which would prevent or interfere with the normal activity at the registered office of the Company or with the ease of communication between such office and abroad, the registered office of the Company may be, by decision of the Board of Directors, temporarily transferred abroad until such time as the situation becomes normalised; such temporary measures will not have any effect on the Company's nationality, which, notwithstanding this temporary transfer of the registered office, will remain a Luxembourg company.

Art. 3. The Company is established for an undetermined time.

It may be liquidated and dissolved by a decision of the general meeting of shareholders deliberating in the manner required for the amendment of these Articles.

Art. 4. The exclusive object of the Company is to invest the funds available to it in a portfolio of assets, within the widest meaning permitted by article 1 of the Law of 2007, with the aim of spreading the investment risks and providing to its shareholders the results of management of its assets.

The Company may further issue securities, including debt instruments, as further determined by the Board of Directors in accordance with the provisions and within the limits of the Law of 2007 and these Articles.

The Company may incur any debt from shareholders or third parties and provide guarantees as may be decided from time to time by the Board of Directors for purposes of financing the Company's investments in accordance with the investment policies and restrictions applicable to the Company.

The Company may generally take any measures and carry out any operations which it may deem useful for the accomplishment and development of its corporate object to the most encompassing extent permitted by the Law of 2007.

Share capital / Restrictions on ownership

Art. 5. The capital of the Company shall at all times be equal to the value of the net assets of the Company as determined in accordance with these Articles.

The initial share capital of the Company is FIFTY THOUSAND US-DOLLAR (USD 50,000.-) divided into FIFTY (50) entirely paid-up shares of no par value, consisting of:

- (i) FORTY-NINE (49) Class A shares (the "Class A Shares"); and
- (ii) ONE (1) Class B share (the "Class B Shares").

The subscribed share capital of the Company, increased by the share issue premium, if any, shall reach a US-Dollar amount being equivalent to at least ONE MILLION TWO HUNDRED FIFTY THOUSAND EURO (EUR 1,250,000.-) at the latest twelve (12) months after the date of approval of the Company by the Luxembourg financial supervisory authority.

The initial subscription period shall run from the date of incorporation of the Company until June 30th, 2009. The date ending the initial subscription period may be amended, from time to time, by a resolution of the Board of Directors of the Company as such Board of Directors deems appropriate to enhance the initial investment activities of the Company. Class A Shares and Class B Shares issued in such initial subscription period shall be of no par value but have a subscription price of ONE THOUSAND US-DOLLARS (USD 1,000.-) per share.

Following the initial subscription period mentioned in the preceding paragraph, the value of the shares in the Company is at any time equal to its net asset value unless resolved otherwise by the Board of Directors of the Company and subsequently indicated in the Prospectus (as defined below) of the Company.

Art. 6. The Board of Directors is authorised without limitation and at any time deemed necessary by the Board of Directors to create new classes of shares and issue new shares in each class of shares of no par value at the respective Net Asset Value (as defined below) or otherwise as mentioned herein per share determined in accordance with these Articles having specific charges or fee structure or other characteristics as determined by the Board of Directors and described in the offering document of the Company (the "Prospectus").

A specific structure for sales and redemption charges, fee structure, reference currency or other particularity may be applied to each class or kind of shares.

The Board of Directors may freely determine the rights attached to such newly issued shares and share classes in accordance with Luxembourg law.

For purposes of issuing new shares in the Company, regardless of the class of shares, the Board of Directors is authorised to limit or completely suppress any preferential right of any shareholder in the Company.

The Board of Directors may delegate the duties of (i) accepting subscriptions, (ii) receiving payment for subscriptions, and (iii) delivering to the shareholder such new shares and any share certificate, as applicable, and (iv) amending the shareholders' register of the Company, as applicable, to any duly authorised director or officer of the Company, or to any other person or entity as deemed appropriate and reasonable by the Board of Directors.

Shares shall be issued in registered form only.

Upon request of a shareholder to the Board of Directors, it shall be sent a written confirmation of its shareholding.

Fractions of registered shares may be issued up to five decimals (ten thousandth) of a share. Fractions of shares will have no voting rights but will participate in the distribution of dividends, if any, and in the liquidation distribution.

Art. 7. Any investor in the Company must be a well-informed investor as determined by article 2 of the Law of 2007.

The Board of Directors or, as the case may be the delegates appointed by the Board of Directors to receive subscription orders for shares of the Company, may request from investors all information and documents required or necessary to assess the status as well-informed investor.

Any investor becoming aware that he/she is not a well-informed investor as required by the Law of 2007 is obliged to immediately inform the Board of Directors and the registrar and transfer agent of the Company in writing thereof.

If the investor is not able to produce evidence to the Board of Directors that it has resumed or gained the status of a well-informed investor within three (3) business days after having informed the Board of Directors, the shares of such investor will immediately be redeemed by default upon decision of the Board of Directors. The redemption price for such redeemed shares will be fixed according to the rules mentioned in the Prospectus.

In addition to any liability under applicable law, each shareholder who does not qualify as a well-informed investor under the Law of 2007 shall hold harmless and indemnify the Company, the Board of Directors, the other shareholders

of the Company and/or the Company's agents for any damages, losses and expenses resulting from or connected to such holding in circumstances where the relevant shareholder had furnished misleading or untrue documentation or had made misleading or untrue representations to wrongfully establish its status as an investor eligible under the Law of 2007 or has failed to notify the Company of its loss of such status.

The Company may further restrict or prevent the ownership of shares in the Company by any person, firm or corporate body, if in the opinion of the Company such holding may be detrimental to the Company's corporate object or the interest of the other shareholders, if it may result in a breach of any law or regulation, whether Luxembourg or foreign; or if as a result thereof the Company may become exposed to tax disadvantages or other financial disadvantages that it would not have otherwise incurred.

Shares in the Company will not be issued to citizens or residents or companies having their registered office or domicile in the United States of America.

Subscription, Redemption, Conversion of shares / Net asset value

Art. 8. The Board of Directors is authorised, at any time and without limitation, to issue additional shares in accordance with the provisions of these Articles and the Prospectus.

Whenever the Company offers shares for subscription, the subscription price per share at which such shares are offered will be the Net Asset Value per share of the relevant class determined in compliance with Article 11 hereof as of the relevant Valuation Day (as defined below), as is determined in accordance with such policy as the Board of Directors may from time to time establish. Such subscription price may be increased by a percentage estimate of costs and expenses to be incurred by the Company, if any, when investing the proceeds of the issue and by applicable sales commissions, as approved from time to time by the Board of Directors and mentioned in the Prospectus. The subscription price increased by the aforementioned costs and expenses, as mentioned in the Prospectus, as the case may be, shall be payable within a period as determined from time to time by the Board of Directors.

If subscribed shares are not paid for, the Company may redeem the shares issued whilst retaining the right to claim its issue fees, commissions and any other fees.

The subscription price is payable in cash or by contribution in kind in accordance with the Prospectus. In the latter case the following conditions have to be met: (i) contributed assets must comply with the Company's investment policy and restrictions and (ii) the value of the contribution is (a) determined by a licensed Luxembourg independent auditor, réviseur d'entreprises; appointed by the Board of Directors and (b) described by such independent auditor in a report dated no earlier than five (5) business days before the contribution to the Company. All costs incurred in relation to the evaluation of the assets to be contributed to the Company are borne by the relevant investor paying in kind for the shares of the Company.

Art. 9. Each shareholder shall be entitled, subject to any terms, conditions and restrictions imposed by the Board of Directors and/or these Articles, to ask the Company to redeem all or part of such shareholder's shares.

Shareholders shall have no right to redeem all or part of its shares until and including the first anniversary of the issuance of such shares, as this date is recorded in the Company's shareholders' register. This restriction does not apply to Class A Shares subscribed upon incorporation of the Company. Class A Shares may be redeemed at any time.

The redemption prices shall be equal to the Net Asset Value per share of the relevant class of shares as determined on the relevant Valuation Day (as defined below) in accordance with the provisions of these Articles and the Prospectus.

Payment to a holder of securities under this article 9 will be made via bank transfer. Payment shall be made in the base currency of the respective class of shares or, at the request and expense of the holder of securities, in any freely convertible currency at the rate of exchange for the class of share's base currency on the date of payment in cash or, in case of bank transfer, on the date of dispatch of payment.

As for redemption of shares payments shall be made to shareholders redeeming their shares within a period as determined from time to time by the Board of Directors and mentioned in the Prospectus of the Company from time to time. If market conditions so permit and upon consent of the shareholder, the Company may pay individual redemption requests "in-kind", having due regard to the principle of equal treatment of shareholders when allocating portfolio securities. In such case, the independent auditor of the Company shall establish a report to value the payment in kind, the expenses of which shall be borne either by the shareholder who has chosen this method of payment or by the Company, if so agreed. The Board of Directors may furthermore subject such payment to other terms and conditions such as specified in the Prospectus of the Company.

In the event of significant redemption applications relating to a class of shares, the Board of Directors may, but has no obligation to, decide that part or all of such redemption request be deferred and process such redemption requests at a redemption price determined further to selling the necessary securities in the shortest time possible and once the Company is able to have disposal in respect of the proceeds of such sales. In order to ensure an equal treatment of investors, such a delay in the processing of the redemptions will apply to all investors requesting the redemption and will apply to the entirety of shares presented for redemption. A single redemption price shall be calculated for all redemption applications presented at the same time. On the next Valuation Day (as defined below), these redemption requests will be treated in priority to later requests.

All redemption applications must be presented by the shareholder in writing to the registered office of the Company or to another legal entity authorised with regard to the redemption of shares and as mentioned in the Prospectus. Applications must state the name of the shareholder, the class of shares, the number of shares or the amount to be redeemed, as well as the instructions for paying the redemption price.

The Board of Directors may delegate to any director any executive or other agent of the Company duly authorised to such effect the task of accepting redemptions and of paying or receiving payment of the redemption price of the shares to be redeemed.

Shares repurchased by the Company will always and immediately be cancelled.

Art. 10. Any shareholder may request conversion of whole or part of his shares into shares of any other class of shares of the Company subject to the conditions as determined by the Board of Directors and these Articles from time to time and in compliance with the content of the Prospectus.

Class B Shares cannot be converted into Class A Shares. Other conversions are only possible as allowed in the Prospectus. The below will apply pertaining to permissible conversions.

Conversion applications received before a certain hour such as determined by the Board of Directors as mentioned in the Prospectus of the Company from time to time on a certain business day preceding a or being a Valuation Day (as defined below) shall be processed at the Net Asset Value per share determined for such Valuation Day (as defined below). If conversion applications are received after that certain hour such as determined by the Board of Directors from time to time, they shall be processed at the next Net Asset Value per share calculated on the following Valuation Day (as defined below).

Conversion of shares into shares of any other class of shares, as far as allowed at all in the Prospectus, will only be made if the Net Asset Value of both classes of shares is calculated on the Valuation Day (as defined below). A commission or fee may be charged to shareholders converting between classes of shares.

Art. 11. For the purpose of determining the share capital of the Company, the net assets attributable to each class of shares shall, if not expressed in US-Dollar, be converted into US-Dollar and the share capital shall be the total of the net assets of all the classes of shares.

The features of the classes of shares offered, if any, are detailed in the Prospectus.

Whenever the Company shall issue, convert and/or redeem shares of the Company, the price per share shall be based on the net asset value of shares as defined herein (the "Net Asset Value").

The Net Asset Value of each class of shares shall be determined by the Company or the agent appointed by the Company to that purpose from time to time, but subject to the provisions of this Article 11, as often as mentioned in the Prospectus of the Company (every such day or time for determination of Net Asset Value referred to herein a "Valuation Day"), provided that in any case where any Valuation Day falls on a bank or national holiday in Luxembourg the Valuation Day shall be the next bank business day in Luxembourg.

The Board of Directors may at any time by resolution modify the Valuation Day and subsequently the Prospectus.

The Company may upon decision of the Board of Directors at any time and from time to time suspend the calculation of the Net Asset Value of any class of shares, and defer the issue, redemption and conversion of shares of any class, in the following instances:

(i) during any period (other than ordinary holiday or customary weekend closings) when any market or stock exchange is closed and which is the main market or stock exchange for a significant part of the Company's investments, or in which trading is restricted or suspended; or

(ii) during any breakdown in the means of communication normally employed in determining the price of any of the Company's investments or the current prices on any stock exchange; or

(iii) when for any reason the prices of any investments held by the Company cannot be reasonably, promptly or accurately ascertained; or

(iv) during any period when remittance of monies which will or may be involved in the realisation of or in the payment for any of the Company's investments cannot, in the opinion of the Board of Directors, be carried out at normal rates of exchange; or

(v) following a possible decision to liquidate or dissolve the Company; or

(vi) whenever exchange or capital movement restrictions prevent the execution of transactions on behalf of the Company;

(vii) in case purchase and sale transactions of the Company's assets are not realisable at normal exchange rates, as determined by the Board of Directors; or

(viii) in any other circumstances as may be described in the Prospectus of the Company.

Any such suspension shall be communicated to the persons likely to be affected thereby by the Company in such manner as it may deem appropriate.

The Net Asset Value of each class of shares shall be expressed in the base currency of the relevant class of shares and in any other currency as may be determined by the Board of Directors from time to time as a per share figure and shall

be determined on any Valuation Day by dividing the value of the net assets of the class of shares less its liabilities at the time determined by the Board of Directors or its duly authorised designee on the Valuation Day, by the number of shares of the relevant share class then outstanding.

The Net Asset Value of the assets of each class of shares is determined as follows:

(i) Securities or financial instruments admitted for official listing on a stock exchange or traded on another regulated market within Europe, North or South America, Asia, Australia, New Zealand or Africa, which operates regularly and is recognised and open to the public are valued on the basis of the last available closing price in their relevant market at the time when the valuation is carried out. If the same security or financial instrument is quoted on different markets, the quotation on the principal market for this security will be used. If there is no relevant quotation or if the quotations are not representative of the fair value, the evaluation will be made in good faith by the Board of Directors or their delegate with a view to establishing the probable bid price for such securities.

(ii) Unlisted securities or financial instruments are valued on the basis of their probable bid price as determined by the Board of Directors or their delegate using valuation principles which can be examined by the auditor of the Company, in order to reach a proper and fair valuation of the total assets of each class of shares.

(iii) Fixed term deposits are valued at their nominal value plus accrued interest. Fixed term deposits with an original term of more than thirty (30) days can be valued at their yield adjusted price if an arrangement between the Company and the bank, with which the fixed term deposit is invested, has been concluded including that the fixed term deposits are terminable at any time and the yield adjusted price corresponds to the realisation value.

(iv) Investment funds are valued at their net asset value or bid price, if bid and offer prices are quoted. Investments in private equity funds (or any funds of private equity funds) will be initially valued at cost and thereafter by reference to the most recent net asset value as reported by the manager of the relevant investment as adjusted for subsequent net capital activity or in accordance with such accounting principles as may be adopted by the Board of Directors from time to time.

(v) The value of any cash on hand or on deposit, bills and demand notices and accounts receivables, prepaid expenses, cash dividends and interest declared or accrued as aforesaid and yet not received shall be deemed to be the full amount thereof (plus accrued interest, if any) unless in any such case the same is unlikely to be paid or received in full, in which case the value thereof shall be determined after making such discount as the Board of Directors may consider appropriate in such case to reflect the true value thereof.

(vi) The value of futures, forward and options contracts not traded on exchanges or on other regulated markets shall mean their net value determined, pursuant to the policies established by the Board of Directors, on a basis consistently applied for each different variety of contracts. The value of futures, forward and options contracts traded on exchanges or on other regulated markets shall be based upon the last available settlement or closing prices (as applicable) of these contracts on exchanges and regulated markets on which the particular futures, forward or options contracts are traded by the Company; provided that if a futures, forward or options contract could not be liquidated on the day with respect to which net assets are being determined, the basis for determining the liquidating value of such contract shall be such value as the Board of Directors may deem fair and reasonable.

(vii) Interest rate swaps will be valued at their market value established by reference to the applicable interest rates curve. Index and financial instruments related swaps will be valued at their market value established by reference to the applicable index or financial instrument. The valuation of the index or financial instrument relating swap agreement shall be based upon the market value of such swap transaction established in good faith pursuant to procedures established by the Board of Directors.

(viii) The Company will value mortgage-backed securities and other debt securities not traded in an organized market on the basis of valuations provided by dealers or by a pricing service, approved by the Board of Directors, which use information with respect to transactions in such securities, quotations from dealers, market transactions in comparable securities, various relationships between securities and yield to maturity in determining value. Debt securities having a remaining maturity of sixty (60) days or less when purchased and debt securities originally purchased with maturities in excess of sixty (60) days but which currently have maturities of sixty (60) days or less are valued at cost adjusted for amortization of premiums and accretion of discounts.

(ix) Any securities or other assets for which current market quotations are not readily available are valued at their fair value as determined in good faith under procedures established by and under the general supervision and responsibility of the Board of Directors. A determination of value by a pricing service to be used in calculating Net Asset Value will be deemed to be a fair value determination made in good faith by the Board of Directors. While no single standard for determining fair value exists, as a general rule, the current fair value of a security would appear to be the amount which the Company could expect to receive upon its current sale. Some but not necessarily all of the general factors which may be considered in determining fair value include: (1) the fundamental analytical data relating to the investment; (2) the nature and duration of restrictions on disposition of the securities; and (3) an evaluation of the forces which influence the market in which these securities are purchased and sold. Without limiting or including all of the specific factors which may be considered in determining fair value, some of the specific factors include: type of security, financial statements of the issuer, cost at date of purchase, size of holding, discount from market value, value of unrestricted securities of the same class at the time of purchase, special reports prepared by analysts, information as to any transaction or offers with

respect to the security, existence or merger proposals or tender offers affecting the securities, price and extent of public trading in similar securities of the issuer or comparable companies, and other relevant matters.

(x) Any other assets are valued on the basis of their probable bid price as determined by the Board of Directors of the Company or their delegate using valuation principles which can be examined by the Auditor (as defined below), in order to reach a proper and fair valuation of the total assets of each class of shares.

(xi) Any other assets purchased by the Company or invested in by the Company otherwise in the manner as resolved on by the Board of Directors and mentioned in the Prospectus of the Company.

The Board of Directors, in its discretion, may permit other methods of valuation to be used, which can be examined by the Auditor (as defined below), if it considers that such valuation better reflects the fair value of any asset of the Company.

In addition, appropriate provisions will be made to account for the charges and fees levied on the class of shares.

In the event it is impossible or incorrect to carry out a valuation in accordance with the above rules owing to particular circumstances, such as hidden credit risk, the Board of Directors or its designee is entitled to use other generally recognised valuation principles, which can be examined by an auditor, in order to reach a proper valuation of each class of shares' total assets.

The percentage of the total Net Asset Value allocatable to each class of shares shall be determined by the ratio of the shares issued in each class and/or sub-class to the total number of shares issued, and shall be adjusted subsequently in connection with the distributions effected and the issue and redemption of shares as follows:

(1) On each occasion when a distribution is effected in respect of distribution shares, the Net Asset Value of the shares in this class shall be reduced by the amount of the distribution (causing a reduction in the percentage of Net Asset Value allocatable to the shares of this class), whereas the Net Asset Value of accumulation shares, if any, shall remain unchanged (causing an increase in the percentage of Net Asset Value allocatable to accumulation shares), if any;

(2) On each occasion when shares are issued or redeemed, the Net Asset Value allocatable to each class and/or sub-class of shares shall be increased or reduced by the amount received or paid out.

The Net Asset Value of each class of shares is calculated as determined in this Article 11 and by the Board of Directors and made available to a shareholder of the Company upon its request. The Board of Directors may from time to time change the calculation period for the Net Asset Value of the Company.

In the absence of bad faith, gross negligence or manifest error, every decision taken by the Board of Directors or by a designee of the Board of Directors in calculating the Net Asset Value, shall be final and binding on the Company, and present, past or future shareholders. The result of each calculation of the Net Asset Value shall be certified by a director or a duly authorised representative or a designee of the Board of Directors.

Administration

Art. 12. The Company is managed by the Board of Directors consisting of a minimum of three (3) directors who need not to be shareholders of the Company.

Directors are elected for a renewable term of a maximum of six (6) years by the general meeting of shareholders, subject to the majority requirement set out in Article 19. The general meeting of shareholders shall further determine the number of directors, their remuneration and the term of their office.

The directors may be removed ad nutum by a resolution of a general meeting of shareholders, subject to the majority requirement set out in Article 19.

In the event of a vacancy in the office of a director, one of the remaining directors or a third person may temporarily fill such vacancy; the shareholders shall take a final decision regarding such nomination at their next general meeting.

Art. 13. The Board of Directors shall choose from among its members a chairman (the "Chairman"). The Chairman may choose a secretary, who need not be a director, who shall write, keep and, together with at least one (1) other director and the Chairman, sign the minutes of the meetings of the Board of Directors. In case no secretary has been appointed the minutes of the meetings of the Board of Directors shall be signed by the Chairman and one (1) director.

The Board of Directors shall meet upon call by the Chairman or any director.

All meetings of the Board of Directors shall take place in Luxembourg.

Written notice of any meeting of the Board of Directors shall be given to all directors at least five (5) business days prior to the date set for such meeting, except in circumstances of emergency, in which case the nature of such circumstances shall be set forth in the notice of meeting. This notice may be waived by consent in writing, by telegram, telefax or any other similar means of communication. Separate notice shall not be required for meetings held at times and places fixed in a resolution adopted by the Board of Directors.

Any director may act at any meeting by appointing in writing, by telegram, telefax or any other similar means of communication another director or directors as his proxy.

Any director may participate in a meeting of the Board of Directors by conference call or similar means of communications equipment whereby all persons participating in the meeting can hear each other, and participating in a meeting by such means shall constitute presence in person at such meeting.

The directors may only act at duly convened meetings of the Board of Directors.

The Board of Directors can deliberate or act validly only if a simple majority of its duly elected members is present or represented.

Resolutions of the Board of Directors are taken upon the affirmative vote of the simple majority of its members present or duly represented at a meeting of the Board of Directors. The Chairman shall have a casting vote.

Resolutions in writing approved and signed by all directors shall have the same effect as resolutions voted at the Board of Directors' meetings. Each director shall approve such resolution in writing, by telegram, telefax or any other similar means of communication. Such approval shall be confirmed in writing and all documents shall form the record that proves that such decision has been taken.

Art. 14. The Board of Directors is vested with the broadest powers to perform all acts of administration and disposition within the purpose of the Company. In particular, the Board of Directors shall determine the investment objectives and policies of the Company as well as the course of conduct of the management and the business affairs of the Company in relation thereto, as set forth in the Prospectus, in compliance with applicable laws and regulations.

All powers not expressly reserved by law or by the present Articles to the general meeting of shareholders are in the competence of the Board of Directors.

The Board of Directors will appoint a custodian bank and all other service providers as are deemed necessary to carry out the investment activities of the Company.

Art. 15. The Board of Directors has the power to determine the investment restrictions of the Company in accordance with provisions of the Law of 2007 and related laws and regulations. The investments policies and restrictions shall reflect the principle of risk spreading and the course of the ordinary conduct and purpose of the management and business affairs of the Company. Any investment restrictions must be mentioned in the Prospectus of the Company which Prospectus shall be amended respectively without undue delay if a change to the investment restrictions was decided by the Board of Directors.

Art. 16. The Company may indemnify any director or officer, and their heirs, executors and administrators, against reasonable expenses incurred by him in connection with any action, suit or proceeding to which he may be made a party by reason of his being or having been a director or officer of the Company or, at its request, of any other fund of which the Company is a shareholder or creditor and from which he is not entitled to be indemnified, except in relation to matters as to which he shall be finally adjudged in such action, suit or proceeding to be liable for gross negligence or wilful misconduct; in the event of a settlement, indemnification shall be provided only in connection with such matters covered by the settlement as to which the Company is advised by counsel that the person to be indemnified did not commit such a breach of duty.

Art. 17. The Board of Directors may delegate its powers to (i) conduct the daily management and affairs of the Company (including the right to act as an authorised signatory for the Company) and (ii) carry out acts in furtherance of the corporate policy and purpose to officers of the Company or third parties who may, if the Board of Directors so authorises, further sub-delegate such powers in turn.

Art. 18. The Company will be bound toward third parties by the joint signatures of two directors or the signature of any other person or persons to whom signature power and authority to represent the Company has been delegated by the Board of Directors.

General meeting of shareholders

Art. 19. Any regularly constituted meeting of the shareholders of the Company shall represent the entire body of shareholders of the Company.

The general meeting of shareholders of the Company is vested with all powers not allocated to the Board of Directors by Luxembourg law and/or these Articles.

The annual general meeting of shareholders of the Company shall be held, in accordance with Luxembourg law, at the registered office of the Company, or at such other place in Luxembourg as may be specified in the notice of meeting on the last Thursday in September each year at 3 p.m. Luxembourg time. If such day is not a day on which banks are regularly open in the Grand Duchy of Luxembourg, the annual general meeting shall be held on the next following day on which banks are regularly open in the Grand Duchy of Luxembourg.

The Board of Directors may postpone the annual general meeting of shareholders of the Company in case of urgent or compelling reasons and must immediately inform the shareholders of the Company thereof.

The first annual general meeting shall take place in 2010.

Other meetings of shareholders may be held in Luxembourg at such place and time as may be specified in the respective convening notice of meeting.

All meetings shall be convened in the manner provided for by Luxembourg law.

Each share is entitled to one vote. Fractions of shares do not carry voting rights.

A shareholder may act at any meeting of shareholders by appointing another person (who need not be a shareholder and who may be a director of the Company) as his/her proxy, which appointment shall be in writing or a signed telefax.

Except as otherwise provided herein or required by Luxembourg law, resolutions at a meeting of shareholders duly convened will be passed by a simple majority of the votes of the shareholders present or represented at the meeting.

Following decisions of the general meeting of shareholders require the unanimous approval (100%) by all existing voting rights of all existing share classes:

- amendment to the Articles;
- appointment, renewal of mandate, removal of directors of the Company;
- distribution of dividends;
- restructuration of the Company by way of merger, spin-off or by any other means; and
- liquidation of the Company.

The Board of Directors may determine all other conditions that must be fulfilled by shareholders, including, without limitation, conditions of participation in meeting of shareholders in accordance with Luxembourg law.

Financial year / Audit / Distribution

Art. 20. The fiscal year of the Company shall begin on 4th June and terminate on 3rd June of the following year.

Art. 21. The general meeting of shareholders shall appoint an authorised and independent auditor (the "Auditor") who shall carry out the duties prescribed by the Law of 2007 and related laws, in particular the law dated August 10, 1915 on commercial companies. The Auditor shall remain in office until his successor is elected or for a period as determined by the general meeting of shareholders.

The Board of Directors will issue an annual report on the Company's activities for each fiscal year. The financial information included in such annual report has to be audited by the Auditor. Such audited annual report will be made available to the investors of the Company within six (6) months after the closing of the respective fiscal year.

Art. 22. After payment of any fees by the Company to its service providers and deduction of any expenses, costs and liabilities incurred by the Company, the remainder shall be distributed to the shareholders.

The general meeting of shareholders shall determine how the profits (including net realised capital gains) of the Company shall be disposed of and may from time to time declare, or authorise the Board of Directors to declare dividends provided however that the share capital of the Company including the issue premiums does not fall below an US-Dollar amount being equivalent to ONE MILLION TWO HUNDRED FIFTY THOUSAND EURO (EUR 1,250,000.-).

However the Board of Directors is authorised to decide on paying out interim dividends subject to the conditions and procedures as resolved by the Board of Directors.

The Board of Directors may mandate service providers, determine their fees and arrange for payment of fees to such providers including a management, advisory and performance fee out of the assets of the Company.

Liquidation / Expenses

Art. 23. The Company shall bear all expenses connected with its establishment.

Moreover, the Company shall also bear the following expenses as partly outlined in more detail in the Prospectus:

- (i) all taxes which may be payable on the assets, income and expenses chargeable to the Company;
- (ii) standard brokerage fees and bank charges incurred by the Company's business transactions;
- (iii) all fees due to the Auditor, service providers and the legal advisors of the Company;
- (iv) all expenses connected with publications and supply of information to shareholders, bondholders, and any other person who acquired securities issued by the Company, in particular the cost of printing and distributing the required reports, as well as the Prospectus;
- (v) all expenses involved in registering and maintaining the Company registered with all governmental agencies and stock exchanges; and
- (vi) all other expenses incurred in connection with its operation, administration and its management.

Art. 24. In the event of dissolution of the Company, liquidation shall be carried out by one or several liquidators (who may be physical persons or legal entities), fulfilling the requirements set by the Law of 2007 and the Luxembourg law of 10 August 1915 on commercial companies, as amended, and appointed by the meeting of shareholders effecting such dissolution and which shall determine their powers and their compensation.

In the event of any contemplated liquidation of the Company, no further issue, conversion, or redemption of shares will be permitted after publication of the first notice convening the extraordinary meeting of shareholders for the purpose of winding-up the Company. All shares outstanding at the time of such publication will participate in the Company's liquidation distribution.

Art. 25. These Articles may be amended from time to time by a meeting of shareholders, subject to the quorum and voting majority requirements established by the Articles and Luxembourg law.

Art. 26. All matters not governed by these Articles shall be determined in accordance with the Law of 2007 and any related laws, in particular the Luxembourg law of 10 August 1915 on commercial companies, as amended.

Transitional dispositions

- 1) The first fiscal year will begin on this day and will end on the 3rd of June 2010.
- 2) The first annual general meeting will be held in the year 2010.

Subscription - Payment

The articles of association having thus been established, the party appearing declares to subscribe the incorporation share capital as follows:

LUXKAPITALMARKT MANAGEMENT AG, prenamed,

- FORTY-NINE (49) Class A Shares at a total issue price of FORTY-NINE THOUSAND US-DOLLARS (USD 49,000.-);
- ONE (1) Class B Share at a total issue price of ONE THOUSAND US-DOLLARS (USD 1,000.-)
- TOTAL: FORTY-NINE (49) Class A Shares and ONE (1) Class B Share

All the shares have been fully paid up by payment in cash, so that the amount of one FIFTY THOUSAND US-DOLLARS (USD 50,000.-) is now available to the Company and evidence thereof was given to the undersigned notary.

Statement

The undersigned notary states that the conditions provided for in article 26 as amended of the law of August 10th, 1915 on commercial companies have been observed.

Estimation - Expenses

The aggregate amount of the costs, expenditures, remunerations or expenses, in any form whatsoever, which the Company incurs or for which it is liable by reason of its incorporation, is approximately EUR 7,000.-.

Extraordinary general meeting

The above-mentioned shareholder, who represents the entire share capital and all voting rights of the Company and considers the general meeting as regularly convened, has proceeded to hold a general meeting of shareholders immediately after incorporation.

Having verified that the general meeting was regularly constituted, the shareholder passed the following resolutions by unanimous vote:

1. The following persons are appointed as members of the Board of Directors with immediate effect:
 - i. Mihail BELOSTENNYI, German citizen, financial advisor at LUXKAPITALMARKT MANAGEMENT AG, born on the 10th of October 1981 in Kiev, Ukraine, residing professionally at 4, place de Strasbourg, L-2562 Luxembourg;
 - ii. Ulrich BINNIGER, German citizen, independent director and consultant, born on 30th August 1966 in Trier, Germany, residing at 19, rue des Lilas, L-8035 Strassen;
 - iii. Alfred KREISELMAIER, German citizen, managing director of Koma Capital S.à.r.l., born on 30th October 1964 in Ludwigshafen am Rhein, Germany, residing professionally at 25, rue de la Cité, L-5517 Remich;
 - iv. Lothar RAFALSKI, German citizen, director of Hauck & Aufhäuser Investment Gesellschaft S.A., born on 29 November 1952 in Hamburg, Germany, residing professionally at 21, avenue de la Liberté, L-1931 Luxembourg;
 - v. Dieter H. RISTAU, German citizen, management consultant, born on 24th September 1948 in Hamburg, Germany, residing at 9, rue de la Chapelle, L-8017 Strassen.

2. As independent auditor of the Company is appointed PricewaterhouseCoopers, S.à r.l., 400, route d'Esch, L-1471 Luxembourg, RCS Luxembourg B 65.477.

3. The registered office of the Company is located at 2, rue Heinrich Heine, L-1720 Luxembourg.

4. The directors' and auditor's terms of office will expire after the annual general meeting of shareholders of the year 2014 unless they previously resign or are removed.

The undersigned notary, who understands and speaks English, states herewith that on request of the above appearing person, the present deed is worded in English followed by a German version. On request of the same appearing person and in case of divergences between the English and the German text, the English version will prevail.

WHEREOF the present notarial deed was drawn up in Luxembourg, on the date mentioned at the beginning of this document.

The deed having been read to the appearing person, known to the notary by surname, forename, civil status and residence, the said person appearing signed together with the notary the present deed.

Follows the German translation of the above text:

Im Jahre zweitausend und neun, am vierten Juni.

Vor dem unterzeichnenden Notar Maître Henri HELLINCKX, mit Amtssitz in Luxemburg.

Ist erschienen:

LUX KAPITALMARKT MANAGEMENT AG, eine luxemburgische Aktiengesellschaft, société anonyme, mit Sitz in L-2562 Luxemburg, 4, place de Strasbourg, eingetragen im Handels- und Gesellschaftsregister Luxemburg unter der Nummer B 132.017, vertreten durch Nicolas RONZEL, Rechtsanwalt, wohnhaft in Luxemburg, Vertreter aufgrund einer Vollmacht vom 2. Juni 2009.

Die Vollmacht wurde von der erschienen Person und dem unterzeichnenden Notar "ne varietur" unterzeichnet, und bleibt dieser Urkunde zwecks Registrierung beigeheftet.

Die oben benannte Partei, handelnd in der oben benannten Eigenschaft, hat den Notar gebeten, die Satzung einer luxemburgischen Aktiengesellschaft, société anonyme, in der Form einer Investmentgesellschaft, welche als spezialisierte Investmentgesellschaft nach dem luxemburgischen Gesetz über Spezialfonds vom 13. Februar 2007, wie abgeändert, qualifiziert ist, société d'investissement à capital variable sous forme d'un fonds d'investissement spécialisé, wie folgt zu beurkunden:

Name / Dauer / Sitz / Zweck

Art. 1. Es wird hiermit eine Aktiengesellschaft, société anonyme, unter dem Namen "Lux Life Opportunity Fund SICAV-FIS", in Form einer Investmentgesellschaft mit variablem Kapital, société d'investissement à capital variable, in der Form eines Spezialfonds, fonds d'investissement spécialisé, gegründet, welche dieser Satzung (die "Satzung"), dem Gesetz über spezialisierte Investmentfonds vom 13. Februar 2007, wie abgeändert, (das "Gesetz von 2007"), sowie den anwendbaren luxemburgischen Gesetzen und Vorschriften unterliegt (die "Gesellschaft").

Die Investment in die Gesellschaft ist ausschließlich auf sachkundige Investoren, wie im Gesetz von 2007 definiert, beschränkt.

Art. 2. Der Sitz der Gesellschaft ist in Luxemburg.

Der Verwaltungsrat der Gesellschaft (der "Verwaltungsrat") ist befugt, den Geschäftssitz der Gesellschaft innerhalb der Gemeinde Luxemburg zu verlegen. Zweigstellen, Geschäftsstellen und andere Vertretungen können durch Beschluss des Verwaltungsrates sowohl in Luxemburg als auch im Ausland errichtet werden.

Durch Beschluss der außerordentlichen Generalversammlung der Aktionäre in der für die Änderung der Satzung bestimmten Weise kann der Geschäftssitz der Gesellschaft innerhalb vom Großherzogtum Luxemburg verlegt werden.

Falls militärische, politische, wirtschaftliche oder soziale Entwicklungen, welche die normale Tätigkeit der Gesellschaft an dem Gesellschaftssitz oder die ungehinderte Verbindung zwischen dem Gesellschaftssitz und Personen im Ausland beeinträchtigen, eingetreten sind oder unmittelbar bevorstehen, kann der Geschäftssitz durch Beschluss des Verwaltungsrates vorübergehend bis zum vollständigen Ende dieser ungewöhnlichen Zustände ins Ausland verlegt werden; solche vorübergehenden Maßnahmen haben keinen Einfluss auf die nationale Zugehörigkeit der Gesellschaft, welche ungeachtet einer zeitweiligen Verlegung des Geschäftssitzes ins Ausland eine luxemburgische Gesellschaft bleibt.

Art. 3. Die Gesellschaft ist für eine unbestimmte Dauer gegründet.

Die Gesellschaft kann durch Beschluss der Aktionäre, welcher in der für die Änderung dieser Satzung bestimmten Weise gefasst werden muss, aufgelöst werden.

Art. 4. Der alleinige Zweck der Gesellschaft besteht in der Anlage der ihr zur Verfügung gestellten Mittel in ein Portfolio von Vermögenswerten und zwar in dem vollsten Umfang wie es in Artikel 1 des Gesetzes von 2007 erlaubt ist, mit der Zielsetzung einer Streuung der mit Vermögensanlagen verbundenen Risiken zu erreichen, und den Aktionären das Ergebnis der Verwaltung der Vermögenswerte zugute kommen zu lassen.

Außerdem kann die Gesellschaft Wertpapiere einschließlich Schuldinstrumente durch Beschluss des Verwaltungsrates und im Einklang mit den Gesetz von 2007 und der Satzung gestellten Vorschriften ausgeben.

Die Gesellschaft kann durch Beschluss des Verwaltungsrates, von Zeit zu Zeit, Garantien begeben und sich gegenüber ihren Aktionäre oder Drittpersonen zwecks Finanzierung ihrer Investitionen gemäß der Anlagepolitik und der auf die Gesellschaft anwendbaren Beschränkungen verschulden.

Die Gesellschaft kann des Weiteren alle Maßnahmen ergreifen und jegliche Handlungen vornehmen welche sie zum Erreichen und Entwicklung ihres Gesellschaftszwecks als nützlich erachtet und zwar in dem vollsten Umfang wie es im Gesetz von 2007 erlaubt ist.

Kapital / Beschränkung des Aktionärskreises

Art. 5. Das Kapital der Gesellschaft entspricht jederzeit dem Wert des gesamten Nettovermögens der Gesellschaft, welcher gemäß dieser Satzung ermittelt wird.

Das Gründungskapital der Gesellschaft beträgt FÜNFZIGTAUSEND US DOLLAR (USD 50.000,-) und ist in FÜNFZIG (50) voll eingezahlte Aktien ohne Nennwert aufgeteilt wie folgt:

- (i) NEUNUNDVIERZIG (49) Klasse A Aktien (die "Klasse A Aktien"); und
- (ii) EINE (1) Klasse B Aktie (die "Klasse B Aktie").

Das eingezahlte Kapital der Gesellschaft zusammen mit dem eventuell vorhandenen Aktienagio muss spätestens zwölf (12) Monate nach der Genehmigung der Gesellschaft durch die luxemburgische Finanzaufsichtsbehörde den US-Dollar-Gegenwert von EINER MILLION ZWEIHUNDERT FÜNFZIGTAUSEND EURO (1.250.000,- EURO) erreichen.

Die erste Zeichnungsperiode läuft vom Gründungsdatum der Gesellschaft bis zum 30. Juni 2009. Das Datum, welches die erste Zeichnungsperiode abschließt, kann durch Beschluss des Verwaltungsrats der Gesellschaft von Zeit zu Zeit abgeändert werden, wenn der Verwaltungsrat dies zur Förderung der ersten Anlagetätigkeiten der Gesellschaft für angemessen erachtet. Die während dieser ersten Zeichnungsperiode ausgegebenen Klasse A Aktien und Klasse B Aktien haben keinen Nennwert aber einen Zeichnungspreis von EINTAUSEND US DOLLAR (USD 1.000,-) pro Aktie.

Nach der im vorhergehenden Absatz erwähnten ersten Zeichnungsperiode entspricht der Wert der Aktien den Gesellschaft jederzeit dem Nettoinventarwert, sofern der Verwaltungsrat der Gesellschaft nichts anderes beschlossen, und im Prospekt (wie weiter unten definiert) der Gesellschaft angegeben, hat.

Art. 6. Der Verwaltungsrat ist ohne Einschränkung und jedes Mal wenn er es als nützlich erachtet, ermächtigt, neue Aktienklassen zu bilden und neue Aktien jeder Aktienklasse ohne Nennwert, deren Preis- und Kostenstruktur oder weitere Eigenschaften er bestimmt, zum Nettoinventarwert (wie weiter unten definiert) danach per Aktie oder zu einem anderen Preis, welcher gemäß dieser Satzung ermittelt wird, auszugeben, wie weiter bestimmt im Prospekt der Gesellschaft (das "Prospekt").

Jede Aktienklasse kann spezifischen Verkaufs- und Rücknahmegebührstrukturen, Gebührenstrukturen, Referenzwährungen, oder anderen Eigenschaften unterworfen sein.

Der Verwaltungsrat kann nach freiem Ermessen und gemäß dem luxemburgischen Recht die zu diesen neuen Aktien oder Aktienklassen gehörenden Rechte bestimmen.

Zwecks Ausgabe neuer Aktien ist der Verwaltungsrat unabhängig von der entsprechenden Aktienklasse ermächtigt, jegliche Vorkaufs- oder Vorzugsrechte bestehender Aktionäre der Gesellschaft zu beschränken oder ganz auszuschließen.

Der Verwaltungsrat kann an ordnungsgemäß ermächtigte Verwaltungsratsmitglieder, leitende Angestellte der Gesellschaft oder Dritte, wie vom Verwaltungsrat für angemessen und sinnvoll erachtet (i) die Annahme von Aktienzeichnungen, (ii) die Annahme von der Aktienzeichnungszahlung, (iii) die Ausgabe neuer Aktie und eventueller Aktienzertifikate, und (iv) die Abänderung des Aktienregisters der Gesellschaft, falls anwendbar, übertragen.

Die Aktien sind ausschließlich registrierte Namensaktien.

Auf Antrag eines Aktionärs an den Verwaltungsrat wird ihm eine schriftliche Bestätigung seines Aktienbesitzes zugesendet.

Bruchteile an Aktien werden mit bis zu fünf Dezimalstellen (ein Zehntausendstel) ausgegeben. Bruchteile von Aktien beinhalten kein Stimmrecht aber das Recht auf Zahlung von Dividenden, sofern bestimmt, und Liquidationserlösen.

Art. 7. Jeder Investor der Gesellschaft muss ein sachkundiger Investor (investisseur averti) im Sinne von Artikel 2 des Gesetzes von 2007 sein.

Der Verwaltungsrat oder die von ihm zum Empfang des Antrags auf Zeichnung von Aktien ermächtigten Vertreter, falls ernannt, können von den Investoren Informationen und Dokumente anfordern, welche nötig oder erforderlich sind, um den Status als sachkundiger Investor nachzuweisen.

Jeder Investor, welcher Kenntnis davon erlangt, dass er/sie kein sachkundiger Investor im Sinne des Gesetzes von 2007 ist, muss diesen Umstand schriftlich und unverzüglich dem Verwaltungsrat und der Register- und Transferstelle der Gesellschaft anzeigen.

Falls der Investor innerhalb von drei (3) Geschäftstagen nach der Mitteilung an den Verwaltungsrat diesem keinen Beweis vorlegen kann, laut welchem er als sachkundiger Investor qualifiziert ist oder den Status als sachkundiger Investor wieder erlangt hat, werden die Aktien dieses Investors durch Beschluss des Verwaltungsrats unverzüglich zurückgekauft. Der Rückkaufpreis dieser zurückgekauften Aktien richtet sich nach dem Inhalt des derzeit gültigen Prospekts der Gesellschaft.

In Ergänzung zu den anwendbaren gesetzlichen Haftungsvorschriften verpflichtet sich jeder Aktionär, der nicht als sachkundiger Investor im Sinne des Gesetzes von 2007 qualifiziert ist, die Gesellschaft, den Verwaltungsrat, die anderen Aktionäre der Gesellschaft und/oder die Vertreter der Gesellschaft für alle Schäden, Verluste und Aufwendungen, die aufgrund seiner Beteiligung an der Gesellschaft entstanden sind, schadlos zu halten und zu entschädigen, vorausgesetzt, der betroffene Aktionär hat irrtümliche oder falsche Angaben oder Darstellungen gemacht, und somit fälschlicherweise den Eindruck hervorgerufen, er sei ein sachkundiger Investor im Sinne des Gesetzes von 2007, oder wenn er den Verlust des Status als sachkundiger Investor der Gesellschaft nicht umgehend mitgeteilt hat.

Außerdem kann die Gesellschaft den Besitz von Aktien der Gesellschaft für jegliche Personen, Unternehmen oder Gesellschaft beschränken oder ganz ausschließen, sofern nach dem Ermessen der Gesellschaft ein solcher Besitz dem Gesellschaftszweck widersprechen würde, nicht im Interesse der Aktionäre wäre, wenn dieser Besitz zur Verletzung luxemburgischer oder ausländischer Rechtsvorschriften führen würde, oder wenn aus diesem Grund die Gesellschaft steuerliche oder finanzielle Nachteile erleiden könnten.

Aktien der Gesellschaft werden nicht an Bürger, Einwohner oder Gesellschaften, welche in der Vereinigten Staaten von Amerika ansässig sind, ausgegeben.

Zeichnung, Rückkauf und Umwandlung der Aktien / Nettoinventarwert

Art. 8. Der Verwaltungsrat ist jederzeit und unbeschränkt ermächtigt, im Einklang mit den Vorschriften dieser Satzung und des Prospektes zusätzliche Aktien auszugeben.

Wenn die Gesellschaft Aktien zur Zeichnung anbietet, entspricht der Zeichnungspreis pro Aktie der jeweiligen Aktienklasse dem Nettoinventarwert pro Aktie der jeweiligen Aktienklasse, welcher laut Artikel 11 dieser Satzung am relevanten Bewertungstag (wie unten definiert) und im Einklang mit der vom Verwaltungsrat von Zeit zu Zeit bestimmten Verfahrensweise bestimmt wird. Dieser Zeichnungspreis kann um den Anteil der Kosten und Ausgaben der Gesellschaft bei der Anlage der Erlöse, der Ausgabe von Aktien und anwendbare Verkaufsgebühren, die von Zeit zu Zeit vom Verwaltungsrat bestimmt werden können und im Prospekt erwähnt werden, erhöht werden. Der Zeichnungspreis, welcher gegebenenfalls um den vorangehenden Kostenanteil erhöht ist, wird während einer vom Verwaltungsrat von Zeit zu Zeit zu bestimmenden Periode zahlbar und fällig.

Falls der Zeichnungspreis für gezeichnete Aktien nicht eingezahlt ist, kann die Gesellschaft die ausgegebenen Aktien zurückkaufen, behält aber den Anspruch auf Zahlung der Aktienausbabekosten, Gebühren sowie jeglicher anderer Kosten.

Der Zeichnungspreis kann entweder durch Bar- oder Sacheinlage gemäß dem Prospekt gezahlt werden. Im letzteren Fall müssen folgende Voraussetzungen erfüllt sein: (i) die eingebrachten Vermögensgegenstände müssen der Anlagepolitik und den Anlagegrenzen der Gesellschaft entsprechen und (ii) der Wert der Sacheinlage muss (a) von einem in Luxemburg zugelassenen und vom Verwaltungsrat bestellten unabhängigen Wirtschaftsprüfer, réviseur d'entreprises, bestimmt und (b) von diesem unabhängigen Wirtschaftsprüfer in einem Prüfbericht, welcher nicht früher als fünf (5) Geschäftstage vor der Einbringung der Sacheinlage datiert sein darf, beschrieben sein. Kosten, welche im Zusammenhang mit der Bestimmung des Werts der einzubringenden Vermögensgegenstände entstanden sind, werden vom relevanten Investor getragen.

Art. 9. Unter Vorbehalt der Bedingungen und Einschränkungen die vom Verwaltungsrat und/oder dieser Satzung bestimmt werden, können Aktionäre jederzeit den teilweisen oder vollständigen Rückkauf Ihrer Aktien verlangen.

Aktionäre haben keinen Anspruch auf gesamte oder teilweise Rückgabe ihrer Aktien vor und einschließlich des ersten Jahrestags der Ausgabe solcher Aktien, so wie dieses Datum im Aktionärregister der Gesellschaft niederlegt wurde. Diese Einschränkung gilt nicht für Klasse A Aktien, die bei der Gründung der Gesellschaft gezeichnet wurden. Klasse A Aktien können jederzeit zurückgegeben werden.

Der Rückkaufpreis entspricht dem Nettoinventarwert der entsprechenden Aktienklasse, welcher am relevanten Bewertungstag (wie unten definiert) in Übereinstimmung mit den Bestimmungen dieser Satzung und des Prospekts bestimmt wird.

Rückzahlungen an Aktionäre laut diesem Artikel 9 werden per Banküberweisung vorgenommen. Rückzahlungen werden in der Basiswährung der einschlägigen Aktienklasse vorgenommen. Auf Antrag und zu Lasten des Aktionärs werden Rückzahlungen in jeglicher austauschbaren Währung zum am Auszahlungstag geltenden Umtauschkurs der Basiswährung der einschlägigen Aktienklasse im Falle von Barauszahlung am Tag der Auszahlung oder im Falle von Banküberweisung zum Tag der Zahlungsanweisung geltenden Umtauschkurs vorgenommen.

Auszahlungen bei Aktienrückkäufen sind an Aktionäre, die ihre Aktien rückkaufen lassen, innerhalb einer vom Verwaltungsrat der Gesellschaft von Zeit zu Zeit bestimmten und im Prospekt der Gesellschaft von Zeit zu Zeit niedergelegten Periode zu tätigen. Falls die Marktbedingungen es erfordern und der Aktionär dem zustimmt, kann die Gesellschaft einzelne Aktienrückkäufe mit Rücksicht auf das Prinzip der Aktionärgleichheit bei der Verteilung des Anlagenbestandes mit Sachleistung bezahlen. In einem solchen Fall erstellt der unabhängige Wirtschaftsprüfer der Gesellschaft einen Bericht über den Wert der Sachleistung auf, und die Kosten dieses Berichts werden entweder vom Aktionär oder der Gesellschaft, wie zwischen diesen vereinbart, getragen. Der Verwaltungsrat kann außerdem die Rückzahlung weiteren Bedingungen, wie im Prospekt bestimmt, unterwerfen.

Falls bezüglich einer Aktienklasse eine bedeutende Anzahl von Rücknahmeanträge gestellt wird, kann der Verwaltungsrat, ohne dazu verpflichtet zu sein, entscheiden, diese Rücknahmeanträge teilweise oder ganz zu verschieben, und mit einem Aktienrückkaufpreis zu bearbeiten, welcher folgend dem schnellstmöglichen Verkauf der relevanten Wertpapiere bestimmt wird, und erst zu zahlen ist, sobald die Gesellschaft über den Erlös dieses Verkaufs verfügt. Zwecks Einhaltung der Gleichbehandlung der Aktionäre sind alle Investoren, die einen Rücknahmeantrag stellen, und alle Aktien, deren Rückkauf beantragt ist, diesem Verzug der Bearbeitung des Rückkaufs unterworfen. Ein einziger Rückkaufpreis ist für alle Rückkaufanträge, die zum selben Zeitpunkt gestellt worden sind, zu berechnen. Am folgenden Bewertungstag (wie unten definiert) werden diese Rücknahmeanträge mit Vorrang gegenüber späteren Anträgen bearbeitet.

Alle Rücknahmeanträge werden vom Aktionär in Schriftform bei dem Sitz der Gesellschaft oder bei der nach dem Inhalt des Prospekts dazu ermächtigten Gesellschaft eingereicht. Rücknahmeanträge müssen den Name des Aktionärs, die Aktienklasse, die Aktienanzahl oder den zurück zu kaufenden Betrag, so wie die Zahlungsanweisungen des Rückkaufpreises beinhalten.

Der Verwaltungsrat kann die Annahme von Rückkaufverlangen und die Aus- oder Einzahlung des Rückkaufpreises jedem Verwaltungsratsmitglied, jedem leitenden Angestellten oder jedem ordnungsgemäß dazu ermächtigt Vertreter der Gesellschaft übertragen.

Aktien, die von der Gesellschaft zurückgekauft worden sind, werden immer und unverzüglich eingezogen.

Art. 10. Jeder Aktionär kann die teilweise oder gesamte Umwandlung seiner Aktien in eine andere Aktienklasse unter Beachtung der Bedingungen die vom Verwaltungsrat und dieser Satzung von Zeit zu Zeit bestimmt werden und in Übereinstimmung mit den Vorschriften des derzeit gültigen Prospekts verlangen.

Klasse B Aktien können nicht in Klasse A Aktien umgewandelt werden. Andere Umwandlungen sind nur möglich sofern dies im Prospekt erlaubt ist. Das Folgende gilt für erlaubte Umwandlungen.

Umwandlungsanträge, die während eines Geschäftstages, welcher vor einem oder an einem Bewertungstag (wie unten definiert) liegt, vor einer vom Verwaltungsrat im Prospekt der Gesellschaft erwähnten von Zeit zu Zeit bestimmten Uhrzeit empfangen werden, werden mit dem an diesem Bewertungstag (wie unten definiert) geltenden Nettoinventarwert bearbeitet. Umwandlungsanträge, die nach dieser vom Verwaltungsrat von Zeit zu Zeit zu bestimmenden Uhrzeit empfangen werden, werden mit dem Nettoinventarwert des nächstfolgenden Bewertungstages (wie unten definiert) bearbeitet.

Aktien werden in Aktien anderer Klasse nur unter der Voraussetzung umgewandelt, insofern im Prospekt der Gesellschaft erlaubt, dass der Nettoinventarwert beider Aktienklasse am selben Bewertungstag (wie unten definiert) berechnet wird. Eine Gebühr für die Umwandlung von Aktien in eine andere Aktienklasse kann von den Aktionären erhoben werden, welche die Aktienklasse umwandeln.

Art. 11. Zwecks Bestimmung des Kapitals der Gesellschaft wird der Nettoinventarwert jeder Aktienklasse, die nicht in US Dollar ausgedrückt ist, in US Dollar umgerechnet, und das Kapital der Gesellschaft entspricht der Summe des Nettovermögens aller Aktienklassen.

Die Eigenschaften der angebotenen Aktienklassen, wie vorhanden, sind im Prospekt ausführlich beschrieben.

Wenn die Gesellschaft Aktien der Gesellschaft ausgibt, umwandelt und/oder zurückkauft, wird der Preis pro Aktie nach dem Nettoinventarwert pro Aktie (der "Nettoinventarwert") berechnet.

Unter Vorbehalt der Vorschriften dieses Artikels 11, sooft wie im Prospekt der Gesellschaft erwähnt (ein jeder solcher Tag an welchem der Nettoinventarwert bestimmt wird, wird in dieser Satzung "Bewertungstag" genannt), ist der Nettoinventarwert jeder Aktienklasse von der Gesellschaft bzw. dem von der Gesellschaft zu diesem Zweck bestellten Vertreter von Zeit zu Zeit zu bestimmen. Falls der Bewertungstag ein Bankfeiertag oder ein Nationalfeiertag in Luxemburg ist, wird der Bewertungstag auf den nächsten Bankgeschäftstag verschoben.

Der Verwaltungsrat kann jederzeit durch Beschluss den Bewertungstag und anschließend den Prospekt abändern.

Die Gesellschaft kann in folgenden Fällen durch Beschluss des Verwaltungsrats jederzeit und von Zeit zu Zeit die Berechnung des Nettoinventarwertes pro Aktie einer jeden Aktienklasse aussetzen, sowie die Ausgabe von Aktien dieser Klasse und die Rücknahme von Aktien dieser Klasse sowie die Umwandlung von oder in Aktien einer Klasse verschieben:

(i) während jeder Zeitspanne (welche nicht übliche Feiertage oder Wochenendtage sind), in welcher der Markt oder eine Börse, an welchem ein wesentlicher Teil der Anlage der Gesellschaft notiert sind, geschlossen ist, oder an welchem Geschäfte beschränkt oder ausgesetzt sind; oder

(ii) während einer Unterbrechung der Nachrichtenverbindungen, welche normalerweise bei der Bestimmung des Preises einer Anlage der Gesellschaft oder der laufenden Preise an einer Börse benutzt werden; oder

(iii) falls aus irgendeinem anderen Grund die Preise der Anlagen, welche die Gesellschaft besitzt, nicht angemessen, umgehend und richtig bestimmbar sind; oder

(iv) während einer Zeit, zu der die Überweisung von Beträgen, welche bei der Realisierung oder bei der Bezahlung von Anlagen der Gesellschaft zu tätigen sind oder zu tätigen sein sollten, nach der Meinung des Verwaltungsrats nicht zu normalen Umrechnungskursen vorgenommen werden können; oder

(v) folgend einer möglichen Entscheidung, die Gesellschaft aufzulösen; oder

(vi) falls Einschränkungen des Devisenverkehrs oder der Übertragungen von Vermögenswerten die Abwicklung von Geschäften im Namen der Gesellschaft undurchführbar machen; oder

(vii) falls Käufe oder Verkäufe von Vermögenswerten der Gesellschaft nicht zu den üblichen Umtauschkursen, wie vom Verwaltungsrat bestimmt, getätigt werden können; oder

(viii) Unter allen anderen im Prospekt der Gesellschaft bezeichneten Bedingungen.

Die Gesellschaft teilt in der Art und Weise, die sie für angemessen hält, die Aussetzung der Berechnung des Nettoinventarwertes den Personen, die davon wahrscheinlich betroffen werden, mit.

Der Nettoinventarwert der Aktien der Gesellschaft wird für jede Aktienklasse der Gesellschaft und als Preis pro Aktie in der für die respektive Aktienklasse geltenden Referenzwährung oder in einer anderen Währung, die von Verwaltungsrat von Zeit zu Zeit bestimmt wird, ausgedrückt, und wird an jedem Bewertungstag dadurch bestimmt, dass der Wert der Aktiva minus eventueller Verbindlichkeiten einer Aktienklasse, wie vom Verwaltungsrat oder seines ordnungsgemäß ermächtigten Beauftragten bestimmt, durch die Zahl der an diesem Bewertungstag im Umlauf befindlichen Aktien der betroffenen Klasse geteilt wird.

Der Nettoinventarwert der Vermögenswerte jeder Aktienklasse wird in folgender Weise bestimmt:

(i) Wertpapiere und Finanzinstrumente, die an einer Börse notiert sind, oder auf einem anderen geregelten Markt innerhalb von Europa, Nord- oder Südamerika, Asien, Australien, Neuseeland oder Afrika, der regelmäßig tätig ist und anerkannt ist, und für Investoren geöffnet ist, werden aufgrund der letzten verfügbaren Schlusspreis im relevanten Markt

zum Zeitpunkt der Bewertung bewertet. Falls Aktien oder Finanzinstrumente an verschiedenen Märkten notiert sind, wird der Wert des Wertpapiers am hauptsächlichsten Markt verwendet. Falls kein Kurs vorhanden ist, oder falls der Kurs vom Marktpreis nicht repräsentativ ist, wird die Bewertung vom Verwaltungsrat oder seinem Beauftragten nach Treu und Glauben geführt, um den mutmaßlichen Verkaufspreis zu bestimmen.

(ii) nicht notierte Wertpapiere oder Finanzinstrumente werden zum mutmaßlichen Verkaufspreis von dem Verwaltungsrat oder seinem Beauftragten nach allgemein anerkannten von unabhängigen Wirtschaftsprüfern nachprüfbar bewertungsregeln bewertet, um eine angemessene und faire Bewertung aller Vermögenswerte der entsprechenden Aktienklasse zu erreichen.

(iii) Festgeldanlagen werden zum Nominalwert zzgl. fälliger Zinsen bewertet. Festgeldanlagen deren ursprünglichen Frist mehr als dreißig (30) Tage beträgt, können zum preisangepassten Ertrag bewertet werden, falls zwischen der Gesellschaft und der Bank, mit der die Festanlagen investiert sind, einen Vertrag abgeschlossen wurde, gemäß dessen die Festanlagen jederzeit gekündigt werden können, und der preisangepasste Ertrag dem Verkaufswert entspricht.

(iv) Organismen für gemeinsame Anlage werden zu ihrem Nettoinventarwert oder ihrem Verkaufspreis, falls Verkaufs- und Kaufpreis notiert sind, bewertet. Anlage in Private Equity Fonds (oder jeder Fonds von Private Equity Fonds) werden erst zum Anschaffungspreis und danach mit Bezug auf den zuletzt berechneten Nettoinventarwert, der vom Geschäftsführer der betroffenen Anlage mitgeteilt wurde, angepasst im Falle weiterer Nettokapitalereignisse oder in Übereinstimmung mit den vom Verwaltungsrat von Zeit zu Zeit bestimmten Grundsätze der Buchführung bewertet.

(v) der Wert von Kassenbeständen oder Depositen, Wechseln, verbrieften Forderungen und Buchforderungen, im Voraus gezahlten Aufwendungen, Bardividenden und Zinsen welche fällig oder aufgelaufen sind und noch nicht ausgezahlt wurden, sind zum vollen Betrag anzusetzen (einschließlich eventuelle aufgelaufene Zinsen), es sei denn das es unwahrscheinlich ist, dass dieser Wert überhaupt oder in voller Höhe ausgezahlt wird; in diesem Fall wird der Wert nach Berücksichtigung eines vom Verwaltungsrat als richtig befundenen Abzugs um den richtigen Wert widerzuspiegeln, festgelegt.

(vi) Der Wert von Termin- und Optionsverträge, welche nicht an einer Börse notiert sind, oder an keinem geregelten Markt gehandelt sind, entspricht dem Nettoinventarwert, welcher gemäß den von Verwaltungsrates aufgestellten Bestimmungen, die auf eine ständig angewendete Basis für jede Art von Verträge beruht, bestimmt wird. Der Wert von Termin- und Optionsverträge, welche an einer Börse notiert sind, oder an einem geregelten Markt gehandelt sind, beruht auf dem letzten erhältlichen Schlusskurs dieser Verträge (falls anwendbar) an den geregelten Märkte an den die Gesellschaft diese bestimmten Termin- und Optionsverträge handelt; falls am Tag der Bestimmung des Nettoinventarwerts ein Termin- oder Optionsvertrag nicht liquidiert werden kann, wird der Wert dieses Vertrages vom Verwaltungsrat bestimmt wobei der Wert der gerechteste und angemessen sein soll.

(vii) Zinssatzswaps werden zum Marktwert bewertet, welche mit Bezug auf die geltende Zinssatzkurve bestimmt wird. Indizes und Finanzinstrumente welche sich auf Swaps beziehen, werden zum Marktwert, welche mit Bezug auf den geltende Indize oder das Finanzinstrument gelten, bewertet. Die Bewertung des Indizes oder swaptransaktionsbezogenen Finanzinstruments beruhen auf dem Marktpreis dieser Swaptransaktion, welcher im guten Glauben gemäß einem vom Verwaltungsrat bestimmten Verfahren ermittelt werden soll.

(viii) Die Gesellschaft wird hypothekarisch gesicherte Wertpapiere und andere Anleihen, die an einem organisierten Markt nicht notiert sind, aufgrund des Wert bewerten, welcher von Wertpapierhändler oder von einem Pricing Service angegeben wird, der vom Verwaltungsrat genehmigt wurde, und welcher Angaben von Wertpapierhändlern bezüglich dieser Wertpapiere, Aktienkurse von Wertpapierhändlern, Geschäfte von vergleichbaren Wertpapieren, unterschiedliche Beziehungen zwischen Wertpapiere und dem Ertrag bei Fälligkeit verwendet. Anleihen, deren Restlaufzeit bei Erwerb sechzig (60) Tage oder weniger beträgt, und Anleihen, deren Restlaufzeit bei Erwerb länger als sechzig (60) Tage beträgt, und derzeit sechzig (60) Tage oder weniger beträgt, werden nach den Anschaffungskosten bewertet, welche um die Abschreibung der Prämien und die Abschlagsteigerung vermindert werden.

(ix) Wertpapiere oder andere Vermögenswerte deren derzeitige Marktpreise nicht ohne Weiteres erhältlich sind, werden nach Treu und Glauben zum Marktpreis gemäß Richtlinien, welche unter der allgemeinen Aufsicht, der Verantwortung und vom Verwaltungsrat bestimmt werden, bewertet. Eine Bestimmung des Werts von einem Pricing Service, der für die Berechnung des Nettoinventarwerts verwendet wird, gilt als vom Verwaltungsrat nach Treu und Glauben durchgeführte Bestimmung des Marktpreises. Solange kein gemeinsamer Grundsatz zur Bestimmung des Marktpreises existiert, wird grundsätzlich der Marktpreis eines Wertpapiers dem Betrag entsprechen, welchen die Gesellschaft als gegenwärtigen Verkaufspreis erwarten könnte. Der Marktpreis kann mit Bezug auf unter anderen folgende allgemeine Elemente bestimmt werden: (1) die grundsätzliche Datenanalyse verbunden mit der Anlage, (2) die Eigenschaft und die Dauer der Einschränkung, welche auf die Nutzung von Wertpapiere Anwendung findet, und (3) eine Einschätzung der Kräfte, die den Markt, an welchem diese Wertpapiere erworben oder verkauft sind, beeinflussen. Ohne dass diese Liste vollständig ist, schließt die Liste von spezifischen Elementen, auf welche zwecks Bestimmung des Marktwerts Bezug genommen sein kann, folgende Elemente ein: Art des Wertpapiers, Bilanz des Wertpapieremittenten, Kosten bei dem Erwerb, Bedeutung der Beteiligung, Abschlag vom Marktpreis, Wert unbeschränkter Wertpapiere der gleichen Klasse zur Zeit des Erwerbs, von Analysten ausgefertigten Sonderberichte, Angabe über Geschäfte oder Angebote bezüglich des Wertpapiers, Verschmelzung, Verschmelzungspläne oder Angebote, welche die Wertpapiere beeinflussen, Preis und Be-

deutung des öffentlichen Handel vergleichbarer Wertpapiere der Emittenten oder vergleichbarer Gesellschaften, sowie andere relevante Fragen.

(x) Sämtliche sonstige Vermögenswerte werden zu ihrem mutmaßlichen Marktwert bewertet, wie dieser von dem Verwaltungsrat oder seinem Beauftragten aufgrund anerkannter Bewertungsregeln bestimmt wird, und die von Wirtschaftsprüfern (wie unten definiert) nachgeprüft werden können, um eine geeignete und angemessene Bewertung der gesamten Vermögensgegenstände jeder Aktienklasse zu erreichen.

(xi) Alle anderen von der Gesellschaft erworbenen Vermögenswerte oder Vermögenswerte in der die Gesellschaft investiert hat, werden wie vom Verwaltungsrat in sonstiger Weise beschlossen bewertet; diese Bewertungsmethoden werden im Prospekt der Gesellschaft beschrieben.

Der Verwaltungsrat kann nach freiem Ermessen der Verwendung anderer Bewertungsmethoden, welche vom Wirtschaftsprüfer (wie unten definiert) nachgeprüft werden können, zustimmen, falls er entscheidet, dass diese Bewertung den Marktwert jeglicher Vermögensgegenstände der Gesellschaft besser ausdrückt.

Außerdem werden erforderliche Reserven für Aufwendungen und Gebühren, die für jede Aktienklasse eingegangen sind, geführt.

Falls die Durchführung der Bewertung aufgrund besonderer Umstände wie zum Beispiel versteckter Ausfallrisiko unmöglich oder unrichtig im Einklang mit den oben Regeln ist, kann der Verwaltungsrat oder sein Beauftragter andere allgemein anerkannten Bewertungsgrundsätze, welche von einem Wirtschaftsprüfer nachprüfbar sind, verwenden, um eine geeignete und angemessene Bewertung der gesamten Vermögensgegenstände jeder Aktienklasse zu ermitteln.

Der Anteil des jeder Aktienklasse zurechenbaren Nettoinventarwerts wird gemäß dem Verhältnis zwischen ausgegebenen Aktien jeder Aktienklasse und/oder Aktienunterklasse und der Anzahl ausgegebener Aktien bestimmt, und wird gegebenenfalls im Zusammenhang mit den ausbezahlten Ausschüttungen und der Ausgabe und dem Rückkauf von Aktien wie folgendes angepasst:

(1) Wenn Ausschüttungen im Zusammenhang mit ausschüttenden Aktien ausgezahlt werden, wird der Nettoinventarwert dieser Aktienklasse um den Betrag dieser Ausschüttung vermindert (demzufolge ist der Anteil des dieser Aktienklasse zurechenbaren Nettoinventarwerts gemindert). Falls thesaurierende Aktien ausgegeben werden, bleibt ihr Nettoinventarwert unverändert (demzufolge ist der Anteil des dieser Aktienklasse zurechenbaren Nettoinventarwerts erhöht).

(2) Wenn Aktien ausgegeben oder zurückgekauft werden, wird der Nettoinventarwert, der jeder Aktienklasse und/oder Aktienunterklasse zurechenbar ist, um den ein- oder ausgezahlten Betrag erhöht oder gemindert.

Der Nettoinventarwert jeder Aktienklasse wird gemäß diesem Artikel 11 und wie vom Verwaltungsrat ermittelt bestimmt, und wird jedem Aktionär der Gesellschaft auf seinen Antrag zur Verfügung gestellt. Der Verwaltungsrat kann von Zeit zu Zeit die Berechnungsperiode des Nettoinventarwerts der Gesellschaft abändern.

Außer im Falle von Bösgläubigkeit, grober Fahrlässigkeit oder offensichtlichem Irrtum ist jede Entscheidung des Verwaltungsrates oder eines Beauftragten des Verwaltungsrates bezüglich der Berechnung des Nettoinventarwertes endgültig und bindend gegenüber der Gesellschaft, sowie gegenüber gegenwärtigen, ehemaligen oder künftigen Aktionären. Das Ergebnis der Berechnung des Nettoinventarwertes wird von einem Mitglied des Verwaltungsrats oder einem ordnungsgemäß genehmigten Beauftragten oder Delegierten des Verwaltungsrats bestätigt.

Verwaltung

Art. 12. Die Gesellschaft wird von einem Verwaltungsrat bestehend aus mindestens drei (3) Mitgliedern geleitet. Dabei ist es nicht erforderlich, dass die Verwaltungsratsmitglieder Aktionäre der Gesellschaft sind.

Unter Vorbehalt der in Artikel 19 gesetzten Mehrheitserfordernisse werden die Mitglieder des Verwaltungsrates von der Aktionärhauptversammlung für einen Zeitraum von bis zu sechs (6) Jahren gewählt, und können wiedergewählt werden. Die Aktionärgeneralversammlung bestimmt die Anzahl, die Vergütung and die Amtsdauer der Mitglieder des Verwaltungsrates.

Unter Vorbehalt der in Artikeln 19 gesetzten Mehrheitserfordernisse können die Verwaltungsratsmitglieder ohne Begründung und jederzeit durch Beschluss der Aktionärhauptversammlung abberufen werden.

Falls der Posten eines Verwaltungsratsmitglieds unbesetzt ist, kann eines der übrigen Mitglieder des Verwaltungsrates oder eine Dritte Person den unbesetzten Posten vorübergehend übernehmen; die Aktionäre fassen eine endgültige Entscheidung bezüglich dieser Ernennung während der nächstfolgenden Generalversammlung.

Art. 13. Der Verwaltungsrat wird einen Vorsitzenden (der "Vorsitzende") aus dem Kreis seiner Mitglieder wählen. Der Vorsitzende kann einen Schriftführer wählen, welcher nicht Mitglied des Verwaltungsrats zu sein braucht, welcher für die Protokollführung bei den Verwaltungsratssitzungen und die Aufbewahrung der Verwaltungsratssitzungsprotokolle verantwortlich ist und zusammen mit mindestens einem (1) anderen Verwaltungsratsmitglied und dem Vorsitzenden die Verwaltungsratsprotokolle unterschreiben soll. Falls kein Schriftführer gewählt wurde, sollen die Verwaltungsratsprotokolle von dem Vorsitzenden und einem (1) anderen Verwaltungsratsmitglied unterschrieben werden.

Sitzungen des Verwaltungsrates werden vom Vorsitzenden oder von einem Verwaltungsratsmitglied einberufen.

Alle Verwaltungsratssitzungen finden in Luxemburg statt.

Die Mitglieder des Verwaltungsrats sind zu jeder Sitzung mindestens fünf (5) Geschäftstage vor der Sitzung schriftlich zu laden. Das gilt nicht, wenn sich aus den Umständen eine besondere Dringlichkeit ergibt, deren Natur in der Ladung darzulegen ist. Auf eine Ladung kann seitens der Verwaltungsratsmitglieder durch Zustimmung jedes einzelnen entweder schriftlich oder per Telegramm, Telekopie oder einem vergleichbares Kommunikationsmittels verzichtet werden. Verwaltungsratssitzungen, deren Ort und zu Zeit fest durch Beschluss des Verwaltungsrates festgesetzt werden, bedürfen keiner gesonderten Ladung.

Jedes Verwaltungsratsmitglied kann schriftlich, per Telegram, Fax und anderem Kommunikationsmittel, einen oder mehrere andere Verwaltungsratsmitglieder bevollmächtigen, ihn während einer Sitzung des Verwaltungsrates zu vertreten.

Jedes Verwaltungsratsmitglied kann einer Sitzung durch Telekonferenz beiwohnen, vorausgesetzt, dass das Verwaltungsratsmitglied während der gesamten Telefonkonferenz alle Teilnehmer hören und auch selbst gehört werden kann.

Die Verwaltungsratsmitglieder sind nur an ordentlich zusammengerufenen Verwaltungsratssitzungen handlungsfähig.

Der Verwaltungsrat ist nur dann beschluss- und handlungsfähig, wenn die einfache Mehrheit seiner ordnungsgemäß gewählten Mitglieder anwesend oder vertreten ist.

Beschlüsse des Verwaltungsrats sind durch die Zustimmung der einfachen Mehrheit der an einer Verwaltungsratssitzung anwesenden oder ordnungsgemäß vertretenen Verwaltungsratsmitglieder zu fassen. Bei Stimmgleichheit zählt die Stimme des Vorsitzenden doppelt.

Schriftliche Beschlüsse, welche von sämtlichen Mitgliedern des Verwaltungsrates bestätigt und unterschrieben worden sind, haben die gleiche Wirksamkeit, als wären sie bei einer Verwaltungsratssitzung gefasst worden. Jedes Mitglied des Verwaltungsrats stimmt solchen Beschlüssen schriftlich per Telegram, Fax oder im Wege eines vergleichbaren Kommunikationsmittels zu. Diese Zustimmung wird schriftlich bestätigt, und alle Dokumente bilden ein Protokoll, das nachweist, dass dieser Beschluss gefasst wurde.

Art. 14. Der Verwaltungsrat ist mit den größtmöglichen Befugnissen ausgestattet, um alle Handlungen zur Verwaltung und Geschäftstätigkeit der Gesellschaft in Übereinstimmung mit dem Gesellschaftszweck durchführen zu können. Insbesondere bestimmt der Verwaltungsrat in Übereinstimmung mit den anwendbaren Gesetze und Verordnungen die Anlageziele und Anlagepolitik der Gesellschaft sowie die dazu bezogenen Angelegenheiten der Gesellschaft, die im Prospekt festgelegt sind.

Alle Befugnisse, die nicht ausdrücklich per Gesetz oder durch diese Satzung der Gesellschafterversammlung zugeschieden werden, fallen in den Aufgabenbereich des Verwaltungsrates.

Der Verwaltungsrat bestellt eine Depotbank und andere Dienstleistende sofern diese Bestellung vom Verwaltungsrat von Zeit zu Zeit für erforderlich gehalten wird.

Art. 15. Der Verwaltungsrat kann Anlagebeschränkungen in Übereinstimmung mit dem Gesetz von 2007 und anderen anwendbaren Gesetzen und Verordnungen festlegen. Die Anlagepolitik und Anlagebeschränkungen entsprechen dem Grundsatz der Risikostreuung und dem üblichen Verfahren und Zweck der Verwaltung der geschäftlichen Angelegenheiten der Gesellschaft. Alle Anlagebeschränkungen müssen im Prospekt der Gesellschaft erwähnt werden. Der Prospekt wird umgehend abgeändert, falls der Verwaltungsrat die Änderung einer Anlagebeschränkung beschließt.

Art. 16. Die Gesellschaft kann jede Person, welche Verwaltungsratsmitglied, leitender Angestellter der Gesellschaft, Erbe, Verwalter oder Beauftragter der Gesellschaft ist oder war, für alle angemessenen Kosten entschädigen, welche dieser Person im Zusammenhang mit ihrem Mandat aufgrund einer Klage oder eines Prozesses entstehen oder entstanden sind, und an welcher Klage oder welchem Prozess sie als Partei oder auf andere Art und Weise aufgrund ihrer jetzigen oder früheren Stellung als Verwaltungsratsmitglied oder leitender Angestellter der Gesellschaft oder einer Gesellschaft vom der die Gesellschaft Anteilshaberin ist, oder Gläubigerin ist, beteiligt war oder ist, außer im Zusammenhang mit Prozessen in welchen diese Person endgültig verurteilt wird aufgrund ihrer groben Fahrlässigkeit oder ihres vorsätzlichen Handelns; Kosten im Zusammenhang mit Vergleichen werden erstattet, insofern Berater der Gesellschaft feststellen, dass die zu entschädigende Person eine solche Pflichtverletzung nicht begangen hat.

Art. 17. Der Verwaltungsrat kann seine Befugnisse (i) zur Leitung der täglichen Geschäftsführung und Angelegenheiten der Gesellschaft (einschließlich der Befugnis als ermächtigter Unterzeichner im Namen der Gesellschaft zu handeln) und (ii) Handlungen zu tätigen, welche die Gesellschaftspolitik und den Gesellschaftszweck fördern, an leitende Angestellte der Gesellschaft oder an Dritte, welche diese Befugnis selbst weiter delegieren dürfen, sofern der Verwaltungsrat diesem zustimmt, delegieren.

Art. 18. Die Gesellschaft wird gegenüber Dritten durch die gemeinsame Unterschrift zweier Verwaltungsratsmitglieder sowie jeder anderen Person(en), die vom Verwaltungsrat dazu ermächtigt wurde, gebunden.

Generalversammlung der Aktionäre

Art. 19. Jede ordnungsgemäß einberufene Generalversammlung der Aktionäre der Gesellschaft wird als die Gesamtheit der Aktionäre der Gesellschaft betrachtet.

Die Aktionärhauptversammlung ist mit allen Befugnissen, welche dem Verwaltungsrat laut luxemburgischem Recht und/oder dieser Satzung nicht zugeteilt sind, ausgestattet.

Die Jahreshauptversammlung der Gesellschaft findet in Übereinstimmung mit dem luxemburgischen Recht am Geschäftssitz der Gesellschaft oder an einem anderen wie in der Einberufungsnotiz bezeichneten Ort im Großherzogtum Luxemburg am letzten Donnerstag des Monats September um 15.00 Uhr Luxemburger Zeit statt. Falls an diesem Tag in Luxemburg die Banken nicht ganztägig geöffnet sind, wird die Jahreshauptversammlung am nächsten ganztägigen Bankgeschäftstag abgehalten.

Aus dringlichen oder zwingenden Gründen kann der Verwaltungsrat die Jahreshauptversammlung der Gesellschaft verschieben, und muss die Aktionäre der Gesellschaft davon umgehend unterrichten.

Die erste Jahreshauptversammlung findet im Jahre 2010 statt.

Andere Generalversammlungen können an dem Ort und zu der Zeit abgehalten werden, welche in der Einberufungsnotiz dargelegt sind.

Alle Generalversammlungen werden entsprechend den in Luxemburg gesetzlichen Bestimmungen einberufen.

Jede Aktie gewährt eine Stimme. Bruchteile von Aktien gewähren kein Stimmrecht.

Jeder Aktionär kann sich bei der Generalversammlung durch eine andere Person vertreten lassen (welche nicht Aktionär sein muss, und welche ein Verwaltungsmitglied der Gesellschaft sein kann). Diese Vollmacht muss schriftlich oder per unterschriebenem Fax der Gesellschaft übermittelt werden.

Falls nicht anderes in dieser Satzung bestimmt oder gesetzlich vorgeschrieben, werden Beschlüsse einer ordnungsgemäß einberufenen Generalversammlung durch einfache Mehrheit der anwesenden und vertretenen Aktionäre gefasst.

Folgende Entscheidungen der Aktionärhauptversammlung benötigen die einstimmige Zustimmung (100%) aller existierenden Stimmrechte sämtlicher existierenden Aktienklasse:

- Abänderung der Satzung;
- Wahl, Wiederwahl, Abberufung von Verwaltungsratsmitgliedern der Gesellschaft;
- Zahlung von Dividenden;
- Restrukturierung der Gesellschaft durch Verschmelzung, Ausgliederung oder andere Mittel; und
- Auflösung der Gesellschaft.

Der Verwaltungsrat kann alle übrigen Bedingungen, welche Aktionäre erfüllen müssen, insbesondere Bedingungen zur Teilnahme an Generalversammlungen in Übereinstimmung mit luxemburgischem Recht bestimmen.

Geschäftsjahr / Wirtschaftsprüfung / Dividende

Art. 20. Das Geschäftsjahr der Gesellschaft beginnt am 4. Juni und endet am 3. Juni des folgenden Jahres.

Art. 21. Die Generalversammlung der Aktionäre ernennt einen zugelassenen unabhängigen Wirtschaftsprüfer (den "Wirtschaftsprüfer"), welcher die Aufgabe des Gesetzes von 2007 und anderer Gesetze, insbesondere des Gesetzes vom 10. August 1915 über Handelsgesellschaften durchführt. Der Wirtschaftsprüfer bleibt im Amt bis zur Benennung seines Nachfolgers oder für eine von der Generalversammlung der Aktionäre bestimmte Dauer.

Der Verwaltungsrat fasst einen Jahresbericht bezüglich der Aktivitäten der Gesellschaft für jedes Geschäftsjahr. Die finanziellen Angaben dieses Berichts müssen von dem Wirtschaftsprüfer geprüft werden. Dieser geprüfte Jahresbericht wird den Investoren der Gesellschaft innerhalb von sechs (6) Monate ab dem Abschluss des vorherigen Geschäftsjahres zugänglich gemacht.

Art. 22. Nach Auszahlung der Kosten an die Dienstleistungsunternehmen der Gesellschaft und Abzug von Aufwendungen und Kosten wird der Restbetrag an die Aktionäre ausgeschüttet.

Die Generalversammlung der Aktionäre bestimmt wie der Gewinn (einschließlich erzielter Nettokapitalgewinne) der Gesellschaft ausgeschüttet wird, und kann von Zeit zu Zeit beschließen, oder den Verwaltungsrat ermächtigen zu beschließen, eine Dividende zu erklären, vorausgesetzt, dass das Gesellschaftskapital einschließlich dem Aktienagio nicht unter den US-Dollar-Gegenwert von EINER MILLION ZWEIHUNDERTFÜNFZIG TAUSEND EURO (EUR 1.250.000,-) fällt.

Jedoch ist der Verwaltungsrat unter Einhaltung der vom Verwaltungsrat festgesetzten Bedingungen und Verfahren ermächtigt, Zwischendividenden auszuzahlen.

Der Verwaltungsrat kann Dienstleistungsunternehmen beauftragen, ihre Honorare bestimmen, und diese für ihre Tätigkeit, eingeschlossen Beratungshonorare, Verwaltungshonorare und Leistungshonorare, mit Mitteln der Gesellschaft bezahlen.

Auflösung / Aufwendungen

Art. 23. Die Gesellschaft übernimmt die Aufwendungen, welche im Zusammenhang mit ihrer Gründung entstehen.

Außerdem übernimmt die Gesellschaft folgende Aufwendungen wie im Prospekt teilweise näher beschrieben:

(i) alle Steuern, die auf Vermögenswerte, Einkommen und Aufwendungen, die der Gesellschaft zurechenbar sind, anfallen;

(ii) übliche Verkaufsprovisionen und Bankgebühren, die im Zusammenhang mit dem Geschäftsvorgang der Gesellschaft entstehen;

(iii) alle Honorare, die dem Wirtschaftsprüfer, Dienstleistungsunternehmen und Rechtsberatern der Gesellschaft geschuldet werden;

(iv) alle Aufwendungen, die mit den Veröffentlichungen und den Bereitstellung von Informationen an die Aktionäre, Anleihehaber, und jede weitere Person, die Wertpapiere der Gesellschaft erworben hat, zusammenhängen, insbesondere Druck- und Aufteilungskosten der notwendigen Berichte und des Prospekts;

(v) alle Aufwendungen, die im Zusammenhang mit der Registrierung und der Aufrechterhaltung der Registrierung der Gesellschaft bei öffentlichen Stellen und Börsen entstehen; und

(vi) alle weitere Aufwendungen, die im Zusammenhang mit ihrer Tätigkeit, Verwaltung und Führung entstehen.

Art. 24. Falls die Gesellschaft aufgelöst wird, so wird die Liquidation von einem oder mehreren Liquidatoren (die natürliche oder juristische Personen sein können), die durch die Generalversammlung ernannt werden, und die den Anforderungen des Gesetzes von 2007 und das luxemburgische Gesetz vom 10. August 1915 über Handelsgesellschaften, wie abgeändert, entsprechen müssen, durchgeführt. Der Umfang der Bevollmächtigung und die Vergütung der Liquidatoren werden von der Generalversammlung, welche die Auflösung der Gesellschaft beschlossen hat, bestimmt.

Im Anschluss an die Entscheidung die Gesellschaft aufzulösen, werden nach Veröffentlichung der ersten Einberufung der Generalversammlung zwecks Auflösung der Gesellschaft keine Aktien der Gesellschaft mehr ausgegeben, umgewandelt oder zurückgenommen. Alle zum Zeitpunkt der Mitteilung ausstehenden Aktien sind an der Liquidation der Gesellschaft beteiligt.

Art. 25. Diese Satzung kann unter Beachtung der in dieser Satzung und im luxemburgischen Recht vorgesehenen Bedingungen über Quorum und Mehrheitserfordernisse von Zeit zu Zeit von der Generalversammlung der Aktionäre abgeändert werden.

Art. 26. Alle in dieser Satzung nicht geregelten Angelegenheiten bestimmen sich nach dem Gesetz von 2007 und weiteren anwendbaren Gesetzen, insbesondere dem Gesetz vom 10. August 1915 über Handelsgesellschaften, wie abgeändert.

Übergangsbestimmungen

1) Das erste Geschäftsjahr beginnt am Tage der Gründung und endet am 3. Juni 2010.

2) Die erste jährliche Generalversammlung findet statt im Jahre 2010.

Zeichnung - Einzahlung

Nachdem die Satzung wie oben verabschiedet wurde, erklärt die erschienene Partei, das gesamte Aktienkapital wie folgt zu zeichnen:

LUX KAPITALMARKT MANAGEMENT AG, vorbenannt,

- NEUNUNDVIERZIG (49) Klasse A Aktien für einen Gesamtausgabepreis von NEUNUNDVIERZIG TAUSEND US DOLLAR (USD 49.000,-);

- EINE (1) Klasse B Aktie für einen Gesamtausgabepreis von EINTAUSEND US DOLLAR (USD 1.000,-)

- GESAMTZAHL: NEUNUNDVIERZIG (49) Klasse A Aktien und EINE (1) Klasse B Aktie

Alle Aktien wurden durch Barzahlung voll eingezahlt und der Betrag von FÜNFZIGTAUSEND US DOLLAR (USD 50.000,-) steht somit ab jetzt der Gesellschaft zur Verfügung, worüber dem unterzeichneten Notar Nachweis erbracht wurde.

Erklärung

Der unterzeichnete Notar erklärt hiermit, dass die Bedingungen des Artikels 26 des Gesetzes vom 10. August 1915 über Handelsgesellschaften, wie abgeändert, eingehalten wurden.

Kostenschätzung

Der Gesamtbetrag der Kosten, Ausgaben, Vergütungen und Abgaben, in jeglicher Form, welche die Gesellschaft aufgrund ihrer Gründung zu tragen hat, beträgt EUR 7.000,-.

Ausserordentliche Generalversammlung

Der oben erwähnte Aktionär, welcher das gesamte Gesellschaftskapital und alle Stimmrechte der Gesellschaft repräsentiert und die Generalversammlung als ordnungsgemäß einberufen erklärt, hat vorgesehen, unmittelbar nach Gründung der Gesellschaft eine Generalversammlung durchzuführen.

Nachdem er verifiziert hat, dass die Generalversammlung rechtmäßig einberufen wurde, hat der Aktionär folgende Beschlüsse einstimmig gefasst:

1. Die folgenden Personen werden als Mitglieder des Verwaltungsrates mit sofortiger Wirkung ernannt:

a. Mihail BELOSTENNYI, deutscher Staatsbürger, Finanzberater bei LUX KAPITALMARKT MANAGEMENT AG, geboren am 10. Oktober 1981 in Kiew, Ukraine mit beruflicher Anschrift in 4, place de Strasbourg, L-2562 Luxemburg;

b. Ulrich BINNIGER, deutscher Staatsbürger, selbstständiger Direktor und Berater, geboren am 30. August 1966 in Trier, Deutschland, mit Anschrift in 19, rue des Lilas, L-8035 Strassen;

c. Alfred KREISELMAIER, deutscher Staatsbürger, Geschäftsführer von Koma Capital S.à.r.l., geboren am 30. Oktober 1964 in Ludwigshafen am Rhein, Deutschland, mit beruflicher Anschrift in 25, rue de la Cité, L-5517 Remich;

d. Lothar RAFALSKI, deutscher Staatsbürger, Verwaltungsratsmitglied von Hauck & Aufhäuser Investment Gesellschaft S.A., geboren am 29. November 1952 in Hamburg, Deutschland, mit beruflicher Anschrift in 21, avenue de la Liberté, L-1931 Luxemburg;

e. Dieter H. RISTAU, deutscher Staatsbürger, Managementberater, geboren am 24. September 1948 in Hamburg, Deutschland, mit Anschrift in 9, rue de la Chapelle, L-8017 Strassen.

2. Als unabhängiger Wirtschaftsprüfer der Gesellschaft wird PricewaterhouseCoopers, S.à.r.l., 400, route d'Esch, L-1471 Luxemburg, RCS Luxembourg B 65.477, ernannt;

3. Sitz der Gesellschaft ist 2, rue Heinrich Heine, L-1720 Luxemburg;

4. Die Amtsdauer der Verwaltungsratsmitglieder und des Wirtschaftsprüfers enden nach der Jahreshauptversammlung des Jahres 2014, es sei denn, sie treten vorher von ihrem Amt zurück oder werden abberufen.

Der unterzeichnete Notar, welcher die englische Sprache spricht und versteht, erklärt hiermit, dass diese Urkunde auf Anfrage der erschienenen Partei in englischer Sprache, gefolgt von einer deutschen Übersetzung, verfasst worden ist. Auf Verlangen derselben erschienenen Partei und im Falle von Abweichungen zwischen dem englischen und deutschen Text soll die englische Version Vorrang haben.

Worüber Urkunde, aufgenommen in Luxemburg, am Datum wie eingangs dieser Urkunde erwähnt.

Nachdem diese Urkunde der erschienenen Partei, welche dem Notar durch Vorname, Familienname, Stand und Anschrift bekannt ist, vorgelesen wurde, hat die erschienene Partei zusammen mit dem Notar diese Urkunde unterzeichnet.

Gezeichnet: N. RONZEL und H. HELLINCKX.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 5 juin 2009. Relation: LAC/2009/21761. Reçu soixante-quinze euros (75,- EUR).

Le Receveur (signé): F. SANDT.

FÜR GLEICHLAUTENDE KOPIE, zum Zwecke der Veröffentlichung im Mémorial erteilt.

Luxemburg, den 25. Juni 2009.

Henri HELLINCKX.

Référence de publication: 2009077368/242/1032.

(090094299) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 juin 2009.

SOPEP Mezzanine SICAV-FIS IV, Société d'Investissement à Capital Variable - Fonds d'Investissement Spécialisé.

Siège social: L-5356 Munsbach, 1C, Parc d'activité Syrdall.

R.C.S. Luxembourg B 146.733.

— STATUTEN

Im Jahre zweitausendneun, am sechzehnten Juni.

Vor dem unterzeichneten Notar Carlo WERSANDT, mit Amtssitz in Luxemburg, handelnd in Vertretung seines verehrten Kollegen Notar Henri HELLINCKX, mit Amtssitz in Luxemburg, welcher Letzterem gegenwärtige Urkunde verbleibt.

Ist erschienen:

Sal. Oppenheim Private Equity Partners GmbH, mit Sitz in Zeppelinstraße 4-8, D-50667 Köln,

hier vertreten durch Herrn Marcel Bartnik, Rechtsanwalt, wohnhaft in Luxemburg, gemäß privatschriftlicher Vollmacht, ausgestellt in Köln, am 14. Mai 2009.

Die erteilte Vollmacht, ordnungsgemäß durch die Erschienenen und den Notar unterzeichnet, bleibt diesem Dokument beigelegt, um mit demselben einregistriert zu werden.

Die Erschienenen haben in Ausführung ihrer Vertretungsbefugnis den Notar gebeten, die Satzung einer Gesellschaft, welche zwischen ihnen bestehen soll, wie folgt zu beurkunden:

Art. 1. Name. Zwischen den Unterzeichneten und allen, welche Eigentümer von nachfolgend ausgegebenen Aktien werden, besteht eine Aktiengesellschaft (société anonyme) in der Form einer Investmentgesellschaft mit variablem Kapital - spezialisierter Investmentfonds ("société d'investissement à capital variable - fonds d'investissement spécialisé" oder "SICAV-FIS") unter dem Namen "SOPEP Mezzanine SICAV-FIS IV" (die "Gesellschaft").

Art. 2. Gesellschaftssitz. Der Gesellschaftssitz befindet sich in Munsbach, Großherzogtum Luxemburg. Durch einfachen Beschluss des Verwaltungsrates können Niederlassungen und Repräsentanzen an einem anderen Ort des Großherzogtums sowie im Ausland gegründet werden.

Sofern der Verwaltungsrat die Feststellung trifft, dass außergewöhnliche politische oder kriegerische Ereignisse stattgefunden haben oder unmittelbar bevorstehen, welche den gewöhnlichen Geschäftsverlauf der Gesellschaft an ihrem Sitz oder die Kommunikation mit Personen im Ausland beeinträchtigen könnten, kann der Sitz zeitweilig und bis zur völligen Normalisierung der Lage in das Ausland verlagert werden. Solche provisorischen Maßnahmen werden auf die Staatszugehörigkeit der Gesellschaft keinen Einfluss haben. Die Gesellschaft wird eine Luxemburger Gesellschaft bleiben.

Art. 3. Dauer. Die Gesellschaft beginnt mit der notariellen Beurkundung dieser Satzung. Die Laufzeit der Gesellschaft endet grundsätzlich am 31. Dezember 2021. Die Generalversammlung kann unter Einhaltung eines Anwesenheitsquorums von mindestens der Hälfte des Gesellschaftskapitals und einer Mehrheit von mindestens drei Viertel der abgegebenen Stimmen entscheiden, die Laufzeit der Gesellschaft dreimal um jeweils ein Jahr zu verlängern.

Art. 4. Gegenstand der Gesellschaft. Ausschließlicher Zweck der Gesellschaft besteht in der Anlage ihres Vermögens in Mezzanine und Private Debt-Beteiligungsgesellschaften und anderen zulässigen Vermögenswerten mit dem Zweck, die Anlagerisiken zu streuen und ihren Aktionären die Ergebnisse ihres Vermögens zugute kommen zu lassen. Dabei stehen im Vordergrund der Aufbau, das Halten und das Verwalten eines Portfolios von Beteiligungen an Mezzanine und Private Debt-Beteiligungsgesellschaften. Die Grundsätze der Anlagepolitik sind in Artikel 19 festgelegt.

Die Gesellschaft kann jegliche Maßnahmen ergreifen und Transaktionen ausführen, die sie für die Erfüllung und Ausführung dieses Gesellschaftszweckes für nützlich erachtet, und zwar im weitesten Sinne entsprechend dem Gesetz vom 13. Februar 2007 über spezialisierte Investmentfonds (im folgenden "Gesetz von 2007" genannt).

Art. 5. Gesellschaftskapital. Das Gesellschaftskapital wird durch Aktien ohne Nennwert repräsentiert und wird zu jeder Zeit dem Gesamtwert des Netto-Gesellschaftsvermögens gemäß nachfolgendem Artikel 11 entsprechen. Das Gesellschaftskapital wird in Euro ausgedrückt. Das Mindestkapital hat sich zu jedem Zeitpunkt auf eine million zweihundertfünfzigtausend Euro (1.250.000,- Euro) zu belaufen. Das Gründungskapital beträgt 40.000,- Euro (vierzigtausend Euro) und ist in 4 (vier) Aktien ohne Nennwert eingeteilt. Das Mindestgesellschaftskapital muss innerhalb von zwölf Monaten nach Genehmigung der Gesellschaft als spezialisierter Investmentfonds nach Luxemburger Recht erreicht werden.

Der Verwaltungsrat kann jederzeit bestimmen, dass innerhalb der Gesellschaft eine oder mehrere Aktienklassen mit unterschiedlichen Merkmalen ausgegeben werden, wie z.B. eine spezifische Ausschüttungs- oder Thesaurierungspolitik, eine spezifische Gebührenstruktur oder andere spezifischen Merkmale wie jeweils vom Verwaltungsrat bestimmt und im Emissionsdokument der Gesellschaft beschrieben.

Die Mittelzuflüsse aus der Ausgabe der Aktien werden gemäß den Bestimmungen des Emissionsdokuments der Gesellschaft in Mezzanine Beteiligungsgesellschaften und anderen gesetzlich zulässigen Vermögenswerten angelegt, entsprechend der durch den Verwaltungsrat aufgestellten Anlagepolitik und unter Beachtung der gesetzlich festgelegten oder durch den Verwaltungsrat aufgestellten Anlagegrenzen.

Art. 6. Veränderungen des Gesellschaftskapitals. Das Gesellschaftskapital entspricht zu jeder Zeit der Gesamtheit des Nettovermögens der Gesellschaft (im folgenden "Gesamtnettovermögen" genannt). Das Gesellschaftskapital kann sich infolge der Ausgabe von weiteren Aktien durch die Gesellschaft oder des Rückkaufs von Aktien durch die Gesellschaft erhöhen oder vermindern.

Art. 7. Namensaktien und Aktienzertifikate. Aktien der Gesellschaft werden ausschließlich als Namensaktien ausgegeben.

Für diese Namensaktien wird ein Aktionärsregister am Firmensitz der Gesellschaft geführt. Dieses Register enthält den Namen eines jeden Aktionärs, seinen Geschäftssitz, die Anzahl der von ihm gehaltenen Aktien sowie ggf. das Datum der Übertragung jeder Aktie. Die Eintragung im Aktionärsregister wird durch eine oder mehrere vom Verwaltungsrat bestimmte Person(en) unterzeichnet.

Aktienzertifikate zu Namensaktien werden lediglich auf Antrag und Kosten des Aktionärs ausgestellt. Es wird dem Aktionär jedoch immer eine Bestätigung der Eintragung im Aktionärsregister zugestellt. Beantragte Aktienzertifikate werden binnen eines Monats nach Zeichnung ausgestellt, vorausgesetzt, dass alle Zahlungen der gezeichneten Aktien eingegangen sind. Aktienzertifikate werden von zwei Verwaltungsratsmitgliedern unterzeichnet. Eine der beiden Unterschriften kann durch eine Person erfolgen, die zu diesem Zweck vom Verwaltungsrat bevollmächtigt wurde.

Um zu gewährleisten, dass die Aktionäre der Gesellschaft zu jeder Zeit den Anforderungen des Gesetzes von 2007 entsprechen (der Käufer kann nur ein institutioneller Anleger im Sinne des genannten Gesetzes sein), dass die Aktien der Gesellschaft von nicht mehr als 100 institutionellen Investoren gehalten werden und dass der Käufer voll und ganz die restlichen Verpflichtungen gegenüber der Gesellschaft übernimmt, benötigen Übertragungen von Aktien die vorherige Zustimmung des Verwaltungsrates. Ausgenommen von der Zustimmung des Verwaltungsrates sind Übertragungen von Aktien, die im gebundenen Vermögen eines Versicherungsunternehmens oder von Kapitalanlagegesellschaften auf Rechnung von Sondervermögen gehalten werden, sofern die Übertragung dieser Aktien an institutionelle Anleger im Sinne des Gesetzes von 2007 erfolgt und die Zahl der Aktionäre insgesamt 100 nicht übersteigt.

Werden Namensaktien als Teil des Sicherungsvermögens eines deutschen Versicherungsunternehmens gehalten, darf über diese Aktien nur bei vorheriger schriftlicher Zustimmung des Treuhänders für das Sicherungsvermögen oder seines Stellvertreters verfügt werden, soweit das Versicherungsunternehmen einen Treuhänder im Sinne des § 70 des deutschen Versicherungsaufsichtsgesetzes bestellt hat.

Falls ein Aktionär Aktien der Gesellschaft nicht für eigene Rechnung zeichnet, sondern für Rechnung eines Dritten, so muss dieser Dritte ebenfalls ein institutioneller Anleger im Sinne von Artikel 2 des Gesetzes von 2007 sein.

Die Übertragung einer Namensaktie wird durch eine schriftliche Übertragungserklärung, die in das Aktionärsregister eingetragen, datiert und durch den Käufer, den Veräußerer oder durch sonstige hierzu vertretungsberechtigte Personen unterschrieben wird, sowie durch Einreichung des Aktienzertifikates, falls ausgegeben, durchgeführt. Die Gesellschaft kann auch andere Urkunden akzeptieren, die in ausreichender Weise die Übertragung belegen.

Jeder Inhaber von Namensaktien muss der Gesellschaft seine Adresse zwecks Eintragung im Aktionärsregister mitteilen. Weicht diese von der Adresse seiner Administration ab, kann er zusätzlich eine Versandadresse benennen. Alle Mitteilungen und Ankündigungen der Gesellschaft zugunsten von Inhabern von Namensaktien können rechtsverbindlich an die entsprechende Adresse gesandt werden. Der Aktionär kann jederzeit schriftlich bei der Gesellschaft die Änderungen seiner Adresse im Aktionärsregister beantragen.

Sofern ein Aktionär keine Adresse angibt, kann die Gesellschaft zulassen, dass ein entsprechender Vermerk in das Aktionärsregister eingetragen wird. Die Adresse des Aktionärs wird in diesem Falle solange am Sitz der Gesellschaft sein, bis der Aktionär der Gesellschaft eine andere Adresse mitteilt.

Aktien werden nur ausgegeben, nachdem die Zeichnung angenommen und die Zahlung eingegangen ist.

Die Gesellschaft erkennt nur einen einzigen Aktionär pro Aktie an. Im Falle eines gemeinschaftlichen Besitzes oder eines Nießbrauchs kann die Gesellschaft die Ausübung der mit dem Aktienbesitz verbundenen Rechte bis zu dem Zeitpunkt suspendieren, zu dem eine Person angegeben wird, die die gemeinschaftlichen Besitzer oder die Begünstigten und Nießbraucher gegenüber der Gesellschaft vertritt.

Die Gesellschaft kann Aktienbruchteile bis zur dritten Dezimalzahl ausgeben. Aktienbruchteile geben kein Stimmrecht, berechtigen aber zur Teilnahme an den Ausschüttungen der Gesellschaft auf einer pro rata-Basis.

Art. 8. Verlust oder Zerstörung von Aktienzertifikaten. Kann ein Aktionär gegenüber der Gesellschaft in überzeugender Form nachweisen, dass ein Aktienzertifikat über eine ihm gehörende Aktie abhanden gekommen oder zerstört worden ist, wird die Gesellschaft auf seinen Antrag ein Ersatzzertifikat ausgeben. Diese Ausgabe unterliegt den von der Gesellschaft aufgestellten Bedingungen, mit inbegriffen eine Entschädigung, eine Urkundenüberprüfung oder Urkundenforderung, die durch eine Bank, einen Börsenmakler oder eine andere Partei zur Zufriedenheit der Gesellschaft unterschrieben sein muss. Mit der Ausgabe eines neuen Aktienzertifikates, auf dem vermerkt ist, dass es sich um ein Duplikat handelt, verliert das Originalzertifikat jede Gültigkeit.

Verstümmelte oder beschädigte Aktienzertifikate können durch die Gesellschaft gegen neue Aktienzertifikate ausgetauscht werden. Die verstümmelten oder beschädigten Aktienzertifikate sind an die Gesellschaft zurückzugeben und werden von derselben sofort für ungültig erklärt.

Die Gesellschaft ist nach eigenem Ermessen berechtigt, vom Aktionär Ersatz in angemessener Höhe für solche Kosten zu verlangen, die durch die Ausgabe und Eintragung eines neuen Aktienzertifikates oder durch die Annullierung und Zerstörung des Originalaktienzertifikates entstanden sind.

Art. 9. Beschränkung der Eigentumsrechte auf Aktien. Aktien an der Gesellschaft sind institutionellen Anlegern vorbehalten. Des Weiteren kann die Gesellschaft nach eigenem Ermessen den Besitz ihrer Aktien durch bestimmte institutionelle Anleger einschränken oder verbieten, wenn sie der Ansicht ist, dass ein solcher Besitz:

- zu Lasten der Interessen der übrigen Aktieninhaber oder der Gesellschaft geht; oder
- einen Gesetzesverstoß im Großherzogtum Luxemburg oder im Ausland mit sich ziehen kann; oder
- bewirken kann, dass die Gesellschaft in einem anderen Land als dem Großherzogtum Luxemburg steuerpflichtig wird; oder
- den Interessen der Gesellschaft in einer anderen Art und Weise schadet.

Zu diesem Zweck kann die Gesellschaft:

a) die Ausgabe von Aktien oder deren Umschreibung im Aktionärsregister verweigern, wenn es offenkundig ist, dass diese Ausgabe oder Umschreibung zur Folge haben würde, den Aktienbesitz auf eine andere Person zu übertragen, die nicht berechtigt ist, Aktien der Gesellschaft zu besitzen,

b) den Zwangsrückkauf solcher Aktien tätigen, die - für sie offenkundig - von einer Person, der es nicht erlaubt ist, Aktien der Gesellschaft zu besitzen, entweder allein oder zusammen mit anderen Personen gehalten werden,

c) den Zwangsrückkauf solcher Aktien tätigen, die - für sie offenkundig - von einer oder mehreren Personen zu einem solchen Anteil gehalten werden, der die Anwendbarkeit der Steuergesetze oder sonstiger Gesetze anderer Länder als Luxemburg auf die Gesellschaft zur Folge hat.

In den Fällen b) und c) wird folgendes Verfahren angewandt:

i. Die Gesellschaft wird dem Aktionär, der die Aktien besitzt, eine Benachrichtigung (im Folgenden "Rückkaufsbenebenachrichtigung" genannt) zusenden. Die Rückkaufsbenebenachrichtigung gibt die zurückzukaufenden Aktien, den zu bezahlenden Rückkaufspreis und den Ort, wo dieser Preis zu bezahlen ist, an. Die Rückkaufsbenebenachrichtigung kann dem Aktionär durch Einschreibebrief an seine benannte Versandadresse oder an die im Aktionärsregister eingetragene Adresse zugesandt werden. Der betroffene Aktionär ist verpflichtet, der Gesellschaft ohne Verzögerung das oder die Zertifikate zurückzugeben, die die in der Rückkaufsbenebenachrichtigung aufgeführten Aktien verkörpern. Mit Büroschluss des in der Rückkaufs-

benachrichtigung angegebenen Tages ist der Aktionär nicht mehr Besitzer der in der Rückkaufsbenachrichtigung aufgeführten Aktien. Die Aktienzertifikate, die die entsprechenden Aktien verkörpern, werden annulliert.

ii. Der Preis, zu dem die in der Rückkaufsbenachrichtigung angegebenen Aktien zurückgekauft werden (im Folgenden "Rückkaufspreis" genannt), entspricht dem Nettovermögenswert der ausgegebenen Aktien, so wie dieser am Tag der Rückkaufsbenachrichtigung gemäß Artikel 11 der vorliegenden Satzung festgesetzt wird.

iii. Der Rückkaufspreis wird dem Besitzer dieser Aktien durch die Gesellschaft bei einer in Luxemburg oder anderswo ansässigen Bank, welche in der Rückkaufsbenachrichtigung angegeben wurde, hinterlegt. Diese Bank wird den Rückkaufspreis dem betroffenen Aktionär gegen Rückgabe der eventuell ausgegebenen Aktienzertifikate, die die in der Rückkaufsbenachrichtigung aufgeführten Aktien verkörpern, auszahlen. Nach Hinterlegung des Rückkaufspreises gemäß diesen Bedingungen können Personen, die an den in der Rückkaufsbenachrichtigung angegebenen Aktien interessiert sind, keine Ansprüche auf diese Aktien geltend machen oder rechtliche Schritte gegen die Gesellschaft unternehmen. Hiervon ausgenommen ist das Recht des sich als rechtmäßiger Besitzer der Aktien ausweisenden Aktionärs, den hinterlegten Rückkaufspreis gegen Rückgabe des oder der eventuell ausgegebenen Aktienzertifikate, wie zuvor erläutert, ausgezahlt zu bekommen.

iv. Unter der Bedingung, dass die Gesellschaft in gutem Glauben ist, kann sie die ihr in diesem Artikel zugestandenen Befugnisse auch dann ausüben, wenn nicht eindeutig nachweisbar ist, in wessen Besitz sich die Aktien befinden.

d.) bei Aktionärsversammlungen Personen, denen es nicht erlaubt ist, Aktien der Gesellschaft zu besitzen, das Stimmrecht aberkennen.

Art. 10. Ausgabe, Rückkauf und Umtausch von Aktien. Die Summe der von den Aktionären in den Zeichnungsvereinbarungen eingegangenen Verpflichtungen ergibt das maximale Zeichnungskapital der Gesellschaft, zu dem sich die Aktionäre verpflichtet haben. Der Verwaltungsrat der Gesellschaft ist ermächtigt, bis zu diesem verpflichteten Zeichnungskapital zu jeder Zeit neue Aktien der Gesellschaft an institutionelle Anleger im Sinne von Artikel 2 des Gesetzes von 2007 auszugeben. Zeichnungen werden am Sitz der Gesellschaft oder am Sitz der von der Gesellschaft benannten Institutionen entgegengenommen.

Zur Gültigkeit der Neuzeichnung der Aktien ist erforderlich, dass diese voll eingezahlt sind. Neu ausgegebene Aktien haben dieselben Rechte wie die Aktien, die am Tage der Aktienausgabe in Umlauf waren.

Die Zahlung des für die jeweils auszugebenden Aktien zu entrichtenden Betrages wird durch schriftliche Aufforderung des Verwaltungsrates innerhalb der im Aufforderungsschreiben genannten Frist zur Zahlung fällig.

Leistet ein Aktionär die Zahlung einer Aktientranche nicht bei Fälligkeit, kommt er ohne das Erfordernis einer Mahnung ab Fälligkeit in Verzug. Unbeschadet sonstiger gesetzlicher Rechtsfolgen schuldet der säumige Gesellschafter für die Dauer des Verzugs Verzugszinsen in Höhe von 8%-Punkten p.a. über dem Dreimonats-Euribor (Euro Interbank Offered Rate) am Fälligkeitstag (lt. Reuters.com).

Leistet ein Aktionär auf eine nach Eintritt des Verzuges abgesandte schriftliche Zahlungsaufforderung innerhalb einer Frist von vier Wochen nicht den rückständigen Betrag zuzüglich aufgelaufener Verzugszinsen, können die Aktien durch schriftliche Erklärung der Gesellschaft gemäß dem in Artikel 9 dieser Satzung beschriebenen Verfahren eingezogen werden. In diesem Fall schuldet die Gesellschaft dem Aktionär Abfindungszahlungen, deren Gesamthöhe sich wie folgt ermittelt: Der Aktionär erhält insgesamt 50% der von ihm geleisteten Kapitaleinzahlungen gemindert um bereits erfolgte Ausschüttungen, maximal jedoch 50% des Nettovermögenswerts seiner Aktien zum Zeitpunkt der Einziehung. Die Ansprüche des säumigen Aktionärs reduzieren sich außerdem um aufgelaufene Verzugszinsen und einen etwaigen Verzugschaden der Gesellschaft, z. B. aus Zwischenfinanzierungskosten oder Schäden aus dem Verzug der Gesellschaft gegenüber Beteiligungsgesellschaften. Der Abfindungsbetrag ist zahlbar in Raten. Die einzelnen Raten sind zur Zahlung fällig zu den Zeitpunkten, zu denen die Gesellschaft Ausschüttungen an die übrigen Aktionäre vornimmt. Jede einzelne Rate beläuft sich höchstens auf denjenigen Betrag, den der ausgeschiedene Aktionär erhalten hätte, wenn er nicht ausgeschieden wäre. Die einzelnen Raten sind unverzinslich. Ein Anspruch auf Sicherheitsleistung besteht nicht.

Der Verwaltungsrat behält sich das Recht vor, jeden Zeichnungsantrag ganz oder teilweise zurückzuweisen oder jederzeit ohne vorherige Mitteilung die Ausgabe von Aktien auszusetzen. Der Verwaltungsrat kann die Häufigkeit der Aktienausgabe limitieren. Nach der Erstemission im Rahmen der im Emissionsdokument beschriebenen Zeichnungsperioden erfolgt die Ausgabe von Aktien zum Nettovermögenswert gemäß Artikel 11 der vorliegenden Satzung.

Die Rücknahme aller oder eines Teils der Aktien eines Aktionärs auf einseitige Anfrage des Aktionärs ist nicht vorgesehen.

Der Verwaltungsrat der Gesellschaft kann jedoch beschließen, Aktien oder Aktienbruchteile der Gesellschaft zurückzukaufen, um auf die Weise den Erlös aus dem Verkauf von Vermögenswerten der Gesellschaft an die Aktionäre auszuzahlen. Die Entscheidung zum Rückkauf ist verbindlich für alle Aktionäre und gilt verhältnismäßig (pro rata) zu ihrem Anteil am Kapital der Gesellschaft. Der Verwaltungsrat wird den registrierten Aktionären die Entscheidung zum Rückkauf per Post mitteilen und die Aktionäre informieren über Anzahl der Aktien sowie die Berechnung des Rücknahmepreises. Der Rücknahmepreis entspricht dem Nettovermögenswert am Tag der Rücknahme. Die von der Gesellschaft zurückgekauften Aktien des Kapitals werden in den Büchern der Gesellschaft annulliert. Der Rücknahmepreis wird in Luxemburg spätestens zwanzig Bankarbeitstage nach dem letzten Tag der Berechnung des Rücknahmepreises ausbezahlt.

Art. 11. Nettovermögenswert. Der Nettovermögenswert der Aktien an der Gesellschaft wird zum letzten Tag eines jeden Kalendermonats berechnet.

Zusätzlich wird an jedem sonstigen Tag, an welchem eine Ausgabe von Aktien erfolgt, eine Bewertung des Gesellschaftsvermögens vorgenommen.

Jeder Tag, an dem der Nettovermögenswert der Aktien berechnet wird, wird in der vorliegenden Satzung als "Bewertungstag" bezeichnet.

Der Nettovermögenswert pro Aktie wird in Euro ausgedrückt und wird für jede Aktie der Gesellschaft dadurch bestimmt, dass das Nettovermögen, d.h. die Summe der Aktiva minus der Verbindlichkeiten, durch die Zahl der sich am Bewertungstag im Umlauf befindlichen Aktien geteilt wird. Der Nettovermögenswert der Aktie wird auf die zweite Dezimalzahl abgerundet.

Im Falle von Dividendenzahlungen, Aktienaussgaben und -rückkäufen wird das Nettovermögen jeder einzelnen Aktie wie folgt angepasst:

- falls eine Dividende je Aktie ausgezahlt wird, verringert sich der Nettovermögenswert der Aktie um den Betrag der Dividendenausschüttung;
- falls Aktien ausgegeben oder zurückgekauft werden, erhöht oder vermindert sich das Nettovermögen der Gesellschaft um den erhaltenen oder eingezahlten Betrag.

Die Aktiva der Gesellschaft beinhalten:

- alle flüssigen Mittel einschließlich hierauf angefallener Zinsen;
- alle ausstehenden Forderungen einschließlich Zinsforderungen auf Konten und Depots sowie Erträge aus verkauften, aber noch nicht gelieferten Vermögenswerten;
- alle Vermögenswerte, die von der Gesellschaft gehalten werden oder zu ihren Gunsten erworben wurden;
- sämtliche sonstigen Vermögenswerte einschließlich im Voraus bezahlter Ausgaben.

Die Aktiva der Gesellschaft werden nach folgenden Regeln bewertet:

- Anteile an Beteiligungsgesellschaften werden zum Fair Value auf Basis der nachfolgenden Modalitäten bewertet:
 - a) In den Anfangsjahren werden die Beteiligungen zu Anschaffungskosten bewertet, solange diese unter Fortführungsannahme werthaltig sind. Planmäßige anfängliche Aufwendungen, die vorübergehend zu Nettovermögenswerten unter den jeweiligen Anschaffungskosten führen können, sind hierbei unbeachtlich (J-Kurven-Phase). Zu den Anschaffungskosten zählen sämtliche Kapitaleinzahlungen an die Beteiligungsgesellschaften, Nebenkosten sowie nachträgliche Anschaffungskosten. Auf ausländische Währung lautende Anschaffungskosten sind mit dem Umrechnungskurs zum Zeitpunkt der Anschaffung in Euro umzurechnen.
 - b) Nach den Anfangsjahren und der Beendigung der J-Kurven-Phase werden die Beteiligungen mit dem anteiligen Nettovermögenswert der jeweiligen Beteiligungsgesellschaft bewertet. Hierzu werden zeitnah zum jeweiligen Bilanz-/Quartalsstichtag die neuesten verfügbaren Quartalsberichte/Kapitalkonten der Beteiligungsgesellschaften zugrunde gelegt. An Bewertungstichtagen zwischen Bilanz-/Quartalsstichtagen und für Zeiträume, für die noch kein Quartalsbericht/Kapitalkonto vorliegt, werden diese Werte um anschließende Kapitalabrufe, Ausschüttungen und Ergebnismittelungen der Beteiligungsgesellschaften angepasst.
 - c) Bei einer am Quartals-/Bilanzstichtag voraussichtlich dauerhaften Wertminderung einer Beteiligung ist auf den niedrigeren Wert abzuschreiben. Bei einer am Quartals-/Bilanzstichtag voraussichtlich dauerhaften Minderung eines Währungskurses, so dass dieser im Durchschnitt über zwei Jahre mehr als 25% unter den durchschnittlichen Kurs des Erwerbs der Beteiligung fällt, ist die betroffene Beteiligung auf diesen niedrigeren Kurs abzuschreiben. Bestehen die Gründe für eine Wertminderung nicht mehr, ist eine entsprechende Zuschreibung zu realisieren.

- Der Wert von Kassenbeständen oder Bankguthaben, Einlagenzertifikaten und ausstehenden Forderungen, vorausbezahlten Auslagen, Bardividenden und erklärten oder aufgelaufenen und noch nicht erhaltenen Zinsen entspricht dem jeweiligen vollen Betrag, es sei denn, dass dieser wahrscheinlich nicht voll bezahlt oder erhalten werden kann, in welchem Falle der Wert unter Einschluss eines angemessenen Abschlages ermittelt wird, um den tatsächlichen Wert zu erhalten.

- Der Wert von Anteilen an Geldmarktfonds entspricht dem letzten bekannten Rücknahmepreis.

Erweist sich auf Grund besonderer Umstände eine Bewertung nach Maßgabe der vorstehenden Regeln als undurchführbar oder ungenau, ist die Gesellschaft berechtigt, andere allgemein anerkannte und überprüfbare Bewertungskriterien anzuwenden, um eine angemessene Bewertung des Nettovermögens zu erzielen.

Mit Ausnahme von Beteiligungsgesellschaften (vgl. dazu oben unter a)) werden andere Vermögenswerte, welche nicht in Euro ausgedrückt sind, in Euro umgerechnet zum Wechselkurs am betreffenden Bewertungstag. Der Nettovermögenswert der Gesellschaft kann an jedem Bankarbeitstag am Sitz der Gesellschaft erhalten werden.

Die Verbindlichkeiten der Gesellschaft umfassen:

- sämtliche Kredite und Forderungen gegen die Gesellschaft;
- angefallene und zu zahlende Kosten (einschließlich Kosten für die zentrale Verwaltungsstelle, Beratungs- und Anlageraterkosten, Kosten für die Depotbank);
- sämtliche bekannten gegenwärtigen und zukünftigen Verbindlichkeiten, einschließlich Zahlungsverpflichtungen aus fälligen vertraglichen Verbindlichkeiten und festgelegte, aber noch nicht gezahlte Dividenden der Gesellschaft;

- vom Verwaltungsrat genehmigte und angenommene Rückstellungen der Gesellschaft;
- sämtliche sonstigen Verbindlichkeiten der Gesellschaft.

Falls Anlagen der Gesellschaft gemäß Artikel 19 dieser Satzung sowie gemäß den Bestimmungen des Emissionsdokuments über hundertprozentige Tochtergesellschaften erfolgen, wird in der Buchhaltung der Gesellschaft unmittelbar auf den Wert der von den Tochtergesellschaften gehaltenen Vermögenswerte, abzüglich der Kosten der Tochtergesellschaften abgestellt. Die Bewertung der von den Tochtergesellschaften gehaltenen Vermögenswerte erfolgt nach den vorstehend ausgeführten Regelungen.

Art. 12. Aussetzung der Berechnung des Nettovermögenswertes. Der Verwaltungsrat ist ermächtigt, die Berechnung des Nettovermögenswertes der Aktien in folgenden Fällen vorübergehend auszusetzen:

- wenn aufgrund von Ereignissen, die nicht in die Verantwortlichkeit oder den Einflussbereich der Gesellschaft fallen, eine normale Verfügung über das Nettovermögen unmöglich wird, ohne die Interessen aller Aktionäre schwerwiegend zu beeinträchtigen;
- wenn durch eine Unterbrechung der Nachrichtenverbindung oder aus irgendeinem Grund der Wert eines beträchtlichen Teils des Nettovermögens nicht bestimmt werden kann;
- wenn Einschränkungen des Devisen- oder Kapitalverkehrs die Abwicklung der Geschäfte für Rechnung der Gesellschaft verhindern;
- wenn eine Generalversammlung der Aktionäre einberufen wurde, um die Gesellschaft zu liquidieren.

Die Aussetzung der Berechnung der Nettovermögenswerte wird allen Aktionären per Post an die im Aktionärsregister eingetragenen Adressen mitgeteilt.

Art. 13. Verwaltungsrat. Die Gesellschaft wird von einem Verwaltungsrat verwaltet, der aus mindestens drei Mitgliedern besteht, welche nicht Aktionäre der Gesellschaft sein müssen. Die Verwaltungsratsmitglieder werden für eine Dauer von höchstens sechs Jahren gewählt. Der Verwaltungsrat wird von den Aktionären im Rahmen der Generalversammlung gewählt; die Generalversammlung beschließt außerdem die Zahl der Verwaltungsratsmitglieder, ihre Vergütung und die Dauer ihrer Amtszeit.

Die Verwaltungsratsmitglieder werden durch die Mehrheit der anwesenden und vertretenen Aktionäre gewählt.

Jedes Mitglied des Verwaltungsrates kann jederzeit und ohne Angabe von Gründen durch einen Beschluss der Generalversammlung abberufen oder ersetzt werden.

Bei Ausfall eines amtierenden Verwaltungsratsmitgliedes werden die verbleibenden Mitglieder des Verwaltungsrates die fehlende Stelle zeitweilig ausfüllen; die Aktionäre werden bei der nächsten Generalversammlung eine endgültige Entscheidung über die Ernennung treffen.

Art. 14. Befugnisse des Verwaltungsrates. Der Verwaltungsrat verfügt über die umfassende Befugnis, alle Verfügungs- und Verwaltungshandlungen im Rahmen des Gesellschaftszweckes und im Einklang mit der Anlagepolitik gemäß Artikel 19 dieser Satzung vorzunehmen.

Sämtliche Befugnisse, welche nicht ausdrücklich gesetzlich oder durch diese Satzung der Generalversammlung vorbehalten sind, können durch den Verwaltungsrat getroffen werden.

Art. 15. Übertragung von Befugnissen. Der Verwaltungsrat kann seine Befugnisse im Zusammenhang mit der täglichen Geschäftsführung der Gesellschaft (einschließlich der Berechtigung, als Zeichnungsberechtigter für die Gesellschaft zu handeln) und seine Befugnisse zur Ausführung von Handlungen im Rahmen der Geschäftspolitik und des Gesellschaftszweckes an eine oder mehrere natürliche oder juristische Personen übertragen, wobei diese Personen nicht Mitglieder des Verwaltungsrates sein müssen und die Befugnisse haben, welche vom Verwaltungsrat bestimmt werden und diese Befugnisse, vorbehaltlich der Genehmigung des Verwaltungsrates, weiter delegieren können.

Die Gesellschaft kann, wie im Einzelnen in den Verkaufsunterlagen zu den Aktien an der Gesellschaft beschrieben, einen Anlageberatungsvertrag mit einer oder mehreren Gesellschaft(en) ("Anlageberater") abschließen, welche im Hinblick auf die Anlagepolitik gemäß Artikel 19 dieser Satzung der Gesellschaft Empfehlungen geben und diese beraten soll(en).

Der Verwaltungsrat kann auch Einzelvollmachten durch notarielle oder privatschriftliche Urkunden übertragen.

Art. 16. Verwaltungsratssitzung. Der Verwaltungsrat wird aus seinen Mitgliedern einen Vorsitzenden bestimmen. Der erste Vorsitzende kann durch die Generalversammlung der Aktionäre bestimmt werden. Der Verwaltungsrat kann einen Sekretär bestimmen, der nicht Mitglied des Verwaltungsrates sein muss und der die Protokolle der Verwaltungsratssitzungen und Generalversammlungen erstellt und verwahrt. Der Verwaltungsrat tritt auf Einladung des Verwaltungsratsvorsitzenden oder zweier Verwaltungsratsmitglieder an dem in der Einladung angegebenen Ort zusammen.

Der Verwaltungsratsvorsitzende leitet die Verwaltungsratssitzungen und die Generalversammlungen. In seiner Abwesenheit können die Aktionäre oder die Mitglieder des Verwaltungsrates ein anderes Mitglied des Verwaltungsrates oder, im Falle der Generalversammlung, eine andere Person mit der Leitung beauftragen.

Die Mitglieder des Verwaltungsrates werden zu jeder Verwaltungsratssitzung wenigstens 14 Tage vor dem entsprechenden Datum schriftlich eingeladen, außer in Notfällen, in welchen Fällen die Art des Notfalls in der Einladung vermerkt wird. Auf diese Einladung kann übereinstimmend schriftlich, durch Telegramm, Telex, Telefax oder ähnliche Kommuni-

kationsmittel verzichtet werden. Eine Einladung ist nicht notwendig für Sitzungen, welche zu Zeitpunkten und an Orten abgehalten werden, die zuvor in einem Verwaltungsratsbeschluss bestimmt worden waren.

Jedes Mitglied des Verwaltungsrates kann sich auf jeder Verwaltungsratssitzung schriftlich, durch Telegramm, Telex, Telefax oder ähnliche Kommunikationsmittel durch ein anderes Verwaltungsratsmitglied oder eine andere Person vertreten lassen. Ein einziges Verwaltungsratsmitglied kann mehrere seiner Kollegen vertreten.

Jedes Mitglied des Verwaltungsrates kann an einer Verwaltungsratssitzung im Wege einer telefonischen Konferenzschaltung oder durch ähnliche Kommunikationsmittel, welche ermöglichen, dass sämtliche Teilnehmer an der Sitzung einander hören können, teilnehmen und diese Teilnahme steht einer persönlichen Teilnahme an dieser Sitzung gleich.

Der Verwaltungsrat kann nur auf ordnungsgemäß einberufenen Verwaltungsratssitzungen handeln. Die Verwaltungsratsmitglieder können die Gesellschaft nicht durch Einzelunterschriften verpflichten, außer im Falle einer ausdrücklichen entsprechenden Ermächtigung durch einen Verwaltungsratsbeschluss.

Der Verwaltungsrat kann nur dann gültige Beschlüsse fassen oder Handlungen vornehmen, wenn wenigstens die Mehrheit der Verwaltungsratsmitglieder oder ein anderes vom Verwaltungsrat festgelegtes Quorum anwesend oder vertreten sind.

Verwaltungsratsbeschlüsse werden protokolliert und die Protokolle werden vom Vorsitzenden der Verwaltungsratssitzung unterzeichnet. Auszüge aus diesen Protokollen, welche zu Beweis Zwecken in gerichtlichen oder sonstigen Verfahren erstellt werden, sind vom Vorsitzenden der Verwaltungsratssitzung oder zwei Verwaltungsratsmitgliedern rechtsgültig zu unterzeichnen.

Beschlüsse werden mit Mehrheit der anwesenden und vertretenen Verwaltungsratsmitglieder gefasst. Bei Stimmengleichheit fällt dem Vorsitzenden der Verwaltungsratssitzung das entscheidende Stimmrecht zu.

Schriftliche Beschlüsse im Umlaufverfahren, welche von allen Mitgliedern des Verwaltungsrates gebilligt und unterzeichnet sind, stehen Beschlüssen auf Verwaltungsratssitzungen gleich; jedes Mitglied des Verwaltungsrates kann solche Beschlüsse schriftlich, durch Telegramm, Telex, Telefax oder ähnliche Kommunikationsmittel billigen. Diese Billigung wird schriftlich zu bestätigen sein und die Gesamtheit der Unterlagen bildet das Protokoll zum Nachweis der Beschlussfassung.

Art. 17. Zeichnungsbefugnis. Gegenüber Dritten wird die Gesellschaft rechtsgültig durch die gemeinschaftliche Unterschrift zweier Mitglieder des Verwaltungsrates oder durch die gemeinschaftliche oder einzelne Unterschrift von Personen, welche hierzu vom Verwaltungsrat ermächtigt wurden, verpflichtet.

Art. 18. Vergütung des Verwaltungsrates. Die Vergütungen für Verwaltungsratsmitglieder werden von der Generalversammlung festgelegt. Sie umfassen auch Auslagen und sonstige Kosten, welche den Verwaltungsratsmitgliedern in Ausübung ihrer Tätigkeit entstehen, einschließlich eventueller Kosten für Rechtsverfolgungsmaßnahmen, es sei denn, solche seien veranlasst durch vorsätzliches oder grob fahrlässiges Verhalten des betreffenden Verwaltungsratsmitglieds.

Art. 19. Anlagepolitik. Die Vermögenswerte der Gesellschaft sind nach dem Grundsatz der Risikostreuung in Beteiligungen an Mezzanine und Private Debt-Beteiligungsgesellschaften und anderen zulässigen Vermögenswerten anzulegen, unter Berücksichtigung der Anlageziele und Anlagegrenzen der Gesellschaft, wie sie in dem von der Gesellschaft herausgegebenen Emissionsdokument und der vorliegenden Satzung beschrieben werden, sowie unter Einhaltung der Bestimmungen des Gesetzes von 2007. Die betreffenden Beteiligungen an Mezzanine und Private Debt-Beteiligungsgesellschaften können entweder direkt oder über Tochtergesellschaften gehalten werden.

Die Gesellschaft ist ermächtigt, überschüssige Liquidität bis zur endgültigen Verwendung kurzfristig in Sichteinlagen bei Kreditinstituten anzulegen, wobei nicht mehr als 30% des Nettovermögens der Gesellschaft bei einem einzigen Kreditinstitut oder einer gesellschaftsrechtlich verbundenen Gruppe von Kreditinstituten angelegt werden. Die Zwischenanlage überschüssiger Liquidität soll grundsätzlich die Dauer von 90 Kalendertagen nicht überschreiten.

Die Gesellschaft wird grundsätzlich nicht in Anteile von Beteiligungsgesellschaften investieren, die zum Investitionszeitpunkt an einer Börse oder einem geregelten Markt gehandelt werden. Allerdings können Anteile an Portfoliounternehmen der Beteiligungsgesellschaften, die zum Zwecke der Veräußerung an einer Börse eingeführt und in specie an die Gesellschaft ausgeschüttet werden, während der Veräußerungssperrfristen ("Lock-up-Periode") gehalten werden.

Die Gesellschaft ist berechtigt, längerfristige Kredite bis zu 25% ihres Nettovermögens aufzunehmen. Voraussetzung hierfür ist jedoch, dass die Sicherungsvermögensfähigkeit einer Beteiligung an der Gesellschaft hierdurch nicht beeinträchtigt wird.

Art. 20. Generalversammlung. Die Generalversammlung repräsentiert die Gesamtheit der Aktionäre der Gesellschaft. Ihre Beschlüsse binden alle Aktionäre. Sie hat die umfassende Befugnis, Handlungen im Zusammenhang mit der Geschäftstätigkeit der Gesellschaft anzuordnen, auszuführen oder zu genehmigen.

Die Generalversammlung tritt auf Einladung des Verwaltungsrates zusammen.

Sie kann auch auf Antrag von Aktionären, welche wenigstens ein Zehntel des Gesellschaftsvermögens repräsentieren, zusammentreten.

Die Einberufung zu den Generalversammlungen erfolgt per Einschreiben an sämtliche im Aktionärsregister eingetragenen Aktionäre.

Im Falle von Satzungsänderungen sind diese Änderungen beim Handels- und Gesellschaftsregister zu hinterlegen und im Mémorial zu veröffentlichen.

Die jährliche Generalversammlung findet in Munsbach am Sitz der Gesellschaft oder an einem anderen, im Einladungsschreiben angegebenen Ort am vierten Donnerstag des Monats April um 15.30 Uhr und zum ersten Mal am 22. April im Jahre 2010 statt. Ist dieser Tag ein Feiertag, findet die Generalversammlung am ersten Bankarbeitstag nach dem vierten Donnerstag des Monats April statt.

Andere Generalversammlungen können an solchen Orten und zu solchen Zeiten abgehalten werden, wie dies in der entsprechenden Einladung angegeben wird.

Die Aktionäre treten auf Einladung des Verwaltungsrates, welche die Tagesordnung enthält und wenigstens acht Tage vor der Generalversammlung an jeden Inhaber von Namensanteilen an dessen im Aktionärsregister eingetragene Adresse versandt werden muss, zusammen. Die Mitteilung an die Inhaber von Namensaktien muss auf der Versammlung nicht nachgewiesen werden. Die Tagesordnung wird vom Verwaltungsrat vorbereitet, außer in den Fällen, in welchen die Versammlung auf schriftlichen Antrag der Aktionäre zusammentritt, in welchem Falle der Verwaltungsrat eine zusätzliche Tagesordnung vorbereiten kann.

Da sämtliche Aktien als Namensaktien ausgegeben werden und keine Veröffentlichungen erfolgen, kann die Einladung an die Aktionäre ausschließlich per Einschreiben erfolgen.

Sofern sämtliche Aktionäre anwesend oder vertreten sind und sich selbst als ordnungsgemäß eingeladen und über die Tagesordnung in Kenntnis gesetzt erachten, kann die Generalversammlung ohne schriftliche Einladung stattfinden.

Der Verwaltungsrat kann sämtliche sonstigen Bedingungen festlegen, welche von den Aktionären zur Teilnahme an einer Generalversammlung erfüllt werden müssen.

Auf der Generalversammlung werden lediglich solche Vorgänge behandelt, welche in der Tagesordnung enthalten sind (die Tagesordnung wird sämtliche gesetzlich erforderlichen Vorgänge enthalten).

Jede Aktie repräsentiert eine Stimme. Ein Aktionär kann sich bei jeder Generalversammlung durch eine schriftliche Vollmacht an eine andere Person, welche kein Aktionär sein muss und Verwaltungsratsmitglied der Gesellschaft sein kann, vertreten lassen.

Vorbehaltlich anderweitiger Bestimmungen durch das Gesetz oder diese Satzung werden die Beschlüsse auf der Generalversammlung durch die einfache Mehrheit der anwesenden oder vertretenen Aktionäre gefasst.

Art. 21. Generalversammlungen der Aktionäre einer Aktienklasse. Die Aktionäre einer Aktienklasse können zu jeder Zeit Generalversammlungen im Hinblick auf alle Fragen abhalten, welche diese Aktienklasse betreffen. Die relevanten Bestimmungen in Artikel 20 sind auf solche Generalversammlungen analog anwendbar.

Jede Aktie berechtigt zu einer Stimme im Einklang mit den Bestimmungen des Luxemburger Rechts und dieser Satzung. Aktionäre können persönlich handeln oder sich aufgrund einer Vollmacht durch eine andere Person, welche kein Aktionär sein muss, aber ein Mitglied des Verwaltungsrates sein kann, vertreten lassen.

Vorbehaltlich anderweitiger Bestimmungen im Gesetz oder in dieser Satzung werden Beschlüsse der Generalversammlung einer Aktienklasse mit einfacher Mehrheit der anwesenden oder vertretenen Aktionäre gefasst.

Art. 22. Depotbank. In dem gesetzlich erforderlichen Umfang wird die Gesellschaft einen Depotbankvertrag mit einer Bank im Sinne des Gesetzes vom 5. April 1993 über den Finanzsektor ("Depotbank") abschließen.

Die Depotbank wird die Pflichten erfüllen und die Verantwortung übernehmen, wie dies gemäß den anwendbaren gesetzlichen Bestimmungen vorgesehen ist.

Sowohl die Depotbank als auch die Gesellschaft sind berechtigt, die Depotbankbestellung jederzeit im Einklang mit dem Depotbankvertrag zu kündigen. In diesem Fall wird der Verwaltungsrat alle Anstrengungen unternehmen, um innerhalb von zwei Monaten mit Genehmigung der zuständigen Aufsichtsbehörde und mit Zustimmung aller Aktionäre eine andere Bank zur Depotbank zu bestellen. Bis zur Bestellung einer neuen Depotbank wird die bisherige Depotbank zum Schutz der Interessen aller Aktionäre ihren Pflichten als Depotbank vollumfänglich nachkommen.

Art. 23. Wirtschaftsprüfer. Die Rechnungsdaten im Jahresbericht der Gesellschaft (welcher u.a. eine Bilanz oder eine Vermögensübersicht, eine nach Erträgen und Aufwendungen für das jeweilige Geschäftsjahr gegliederte Rechnungslegung sowie einen Bericht über die Geschäftstätigkeit im abgelaufenen Geschäftsjahr enthält) werden durch einen unabhängigen Wirtschaftsprüfer (réviseur d'entreprise agréé) geprüft, welcher von der Generalversammlung ernannt und von der Gesellschaft bezahlt wird.

Der Wirtschaftsprüfer erfüllt sämtliche Pflichten im Sinne der anwendbaren gesetzlichen Bestimmungen.

Art. 24. Geschäftsjahr. Das Rechnungsjahr der Gesellschaft beginnt am 1. Januar jeden Jahres und endet am 31. Dezember desselben Jahres. Das erste Geschäftsjahr endet am 31. Dezember 2009.

Der Jahresabschluss der Gesellschaft wird in der dem Gesellschaftskapital entsprechenden Währung, d.h. in Euro, aufgestellt.

Art. 25. Ausschüttungen. Die Verwendung des jährlichen Ertrages wird von der Generalversammlung auf Vorschlag des Verwaltungsrates festgelegt. Die Natur der Ausschüttung muss mitgeteilt werden. Jeder Beschluss der Generalver-

sammlung, der die Dividende betrifft, muss gemäß der in diesem Artikel sowie gemäß den in dem Emissionsdokument der Gesellschaft festgelegten Modalitäten gefasst werden.

Erlöse der Gesellschaft werden grundsätzlich nicht wieder angelegt. Von diesem Wiederanlageverbot ausgenommen sind Erlöse bis zu dem Betrag, zu dem aus den Kapitaleinzahlungen die von der Gesellschaft zu tragenden Kosten beglichen wurden.

Die Gesellschaft schüttet freie Liquidität grundsätzlich so bald als möglich nach deren Vereinnahmung aus. Bei der Bestimmung des auszuschüttenden Betrages ist auf eine angemessene Liquiditätsreserve zur Bestreitung der Kosten und Ausgaben der Gesellschaft zu achten.

Der Verwaltungsrat kann Zwischenausschüttungen im Einklang mit den gesetzlichen Bestimmungen beschließen. Der Beschluss über die Zwischenausschüttungen bedarf keiner Beschlussfassung der Generalversammlung.

Die Auszahlung von Ausschüttungen an die Inhaber von Namensaktien erfolgt an deren im Aktionärsregister vermerkte Adressen und an die dort ggf. hinterlegte Bankverbindung.

Ausschüttungen werden in Euro zu einem Zeitpunkt und an einem Ort ausgezahlt, wie dies der Verwaltungsrat zu gegebener Zeit bestimmt.

Der Verwaltungsrat kann in begründeten Ausnahmefällen unbare Ausschüttungen an der Stelle von Barausschüttungen innerhalb der Voraussetzungen und Bedingungen, wie sie vom Verwaltungsrat festgelegt werden, beschließen.

Art. 26. Auflösung der Gesellschaft. Die Gesellschaft kann zu jeder Zeit durch Beschluss der Generalversammlung und vorbehaltlich des Quorums und der Mehrheitserfordernisse, wie sie für Satzungsänderungen dieser Satzung gelten aufgelöst werden.

Sofern das Gesellschaftsvermögen unter zwei Drittel des Mindestgesellschaftsvermögens gemäß Artikel 5 dieser Satzung fällt, wird die Frage der Auflösung durch den Verwaltungsrat der Generalversammlung vorgetragen. Die Generalversammlung entscheidet ohne Anwesenheitsquorum mit der einfachen Mehrheit der bei dieser Versammlung vertretenen Aktionäre.

Die Frage der Auflösung der Gesellschaft wird der Generalversammlung durch den Verwaltungsrat auch dann unterbreitet, wenn das Gesellschaftsvermögen unter ein Viertel des Mindestgesellschaftsvermögens gemäß Artikel 5 dieser Satzung fällt. In diesem Falle wird die Generalversammlung ohne Anwesenheitsquorum beschließen, und die Auflösung kann durch die Aktionäre entschieden werden, welche ein Viertel der auf der Generalversammlung vertretenen stimmberechtigten Aktien halten.

Die Versammlung muss innerhalb einer Frist von vierzig Tagen nach Feststellung, dass das Mindestgesellschaftskapital unterhalb zwei Drittel bzw. ein Viertel des gesetzlichen Mindestkapitals gefallen ist, einberufen werden.

Art. 27. Liquidierung. Die Liquidierung wird durch einen oder mehrere Liquidatoren durchgeführt, die natürliche oder juristische Personen sein können und die ordnungsgemäß von der Aufsichtsbehörde genehmigt und von der Generalversammlung ernannt werden müssen. Letztere beschließt auch über die Befugnisse und eventuelle Vergütung der Liquidatoren.

Art. 28. Änderungen der Satzung. Die Satzung kann durch eine Generalversammlung, welche den Quorum- und Mehrheitserfordernissen gemäß dem Gesetz vom 10. August 1915 über Handelsgesellschaften einschließlich nachfolgender Änderungen und Ergänzungen unterliegt, geändert werden.

Art. 29. Interessenkonflikte. Verträge und sonstige Geschäfte zwischen der Gesellschaft und einer anderen Gesellschaft oder Unternehmung werden nicht dadurch beeinträchtigt oder deshalb ungültig, weil ein oder mehrere Verwaltungsratsmitglieder oder Angestellte der Gesellschaft an dieser anderen Gesellschaft oder Unternehmung ein persönliches Interesse haben oder dort Verwaltungsratsmitglied, Gesellschafter, leitender oder sonstiger Angestellter sind. Jedes Verwaltungsratsmitglied und jeder leitende Angestellte der Gesellschaft, welche als Verwaltungsratsmitglied, leitender Angestellter oder einfacher Angestellter in einer Gesellschaft oder Unternehmung, mit welcher die Gesellschaft Verträge abschließt oder sonstige Geschäftsbeziehungen eingeht, wird durch diese Verbindung mit dieser anderen Gesellschaft oder Unternehmung nicht daran gehindert, im Zusammenhang mit einem solchen Vertrag oder einer solchen Geschäftsbeziehung zu beraten, abzustimmen oder zu handeln.

Sofern ein Verwaltungsratsmitglied oder ein leitender Angestellter der Gesellschaft im Zusammenhang mit einem Geschäftsvorfall der Gesellschaft ein den Interessen der Gesellschaft entgegengesetztes persönliches Interesse hat, wird dieses Verwaltungsratsmitglied oder dieser leitende Angestellte dem Verwaltungsrat dieses entgegengesetzte persönliche Interesse mitteilen und im Zusammenhang mit diesem Geschäftsvorfall nicht an den Beratungen oder Abstimmungen teilnehmen und dieser Geschäftsvorfall wird ebenso wie das persönliche Interesse des Verwaltungsratsmitglieds oder leitenden Angestellten der nächstfolgenden Generalversammlung berichtet.

"Entgegengesetztes Interesse" entsprechend der vorstehenden Bestimmungen bedeutet nicht eine Verbindung mit einer Angelegenheit, Stellung oder einem Geschäftsvorfall, welcher eine bestimmte Person, Gesellschaft oder Unternehmung umfasst, welche gelegentlich vom Verwaltungsrat nach dessen Ermessen benannt werden.

Art. 30. Anwendbares Recht. Sämtliche in dieser Satzung nicht geregelten Fragen werden durch die Bestimmungen des Gesetzes vom 10. August 1915 über Handelsgesellschaften und das Gesetz von 2007 einschließlich nachfolgender Änderungen und Ergänzungen der jeweiligen Gesetze geregelt.

Zeichnung des Gründungskapitals

Das Gründungskapital wird wie folgt gezeichnet:

Sal. Oppenheim Private Equity Partners GmbH, vorgenannt, zeichnet vier (4) Aktien zum Gegenwert von vierzigtausend Euro (Euro 40.000,-).

Damit beträgt das Gründungskapital insgesamt vierzigtausend Euro (Euro 40.000,-). Die Einzahlung des gesamten Gründungskapitals wurde dem unterzeichneten Notar ordnungsgemäß nachgewiesen.

Erklärung

Der amtierende Notar erklärt, dass die in Artikel 26 des Gesetzes vom 10. August 1915 über die Handelsgesellschaften vorgesehenen Bedingungen erfüllt sind, und bescheinigt dies ausdrücklich.

Gründungskosten

Die von der Gesellschaft zu tragenden Gründungskosten werden auf EUR 4.000,- veranschlagt.

Gründungsversammlung der Gesellschaft

Oben angeführte Gründungsgesellschafter, welche das gesamte gezeichnete Gründungskapital vertreten, haben unverzüglich eine Generalversammlung, zu der sie sich als rechtens einberufen bekennen, abgehalten und folgende Beschlüsse gefasst:

I. Zu Mitgliedern des Verwaltungsrates werden ernannt:

- Ekkehart Kessel, Sal. Oppenheim PEP International S.à r.l., geboren am 22.01.1942 in Aachen, beruflich ansässig in 43, boulevard Prince Henri, L-1724 Luxemburg

- Markus Gierke, LRI Invest S.A., geboren am 13.07.1968 in Saarburg, beruflich ansässig in 1C, Parc d'activité Syrdall, L-5365 Munsbach

- François Pauly, Sal. Oppenheim jr. & Cie. S.C.A., geboren am 03.06.1964 in Luxemburg, beruflich ansässig in 4, rue Jean Monnet, L-2180 Luxemburg

Ekkehart Kessel wird zum Verwaltungsratsvorsitzenden ernannt.

Die Mandate der Verwaltungsratsmitglieder enden mit der ordentlichen Generalversammlung des Jahres 2014.

II. Sitz der Gesellschaft ist 1C, Parc d'activité Syrdall, L-5365 Munsbach.

III. Die erste ordentliche Generalversammlung wird am 22. April des Jahres 2010 stattfinden.

IV. Zum Wirtschaftsprüfer wird ernannt:

PricewaterhouseCoopers S.à r.l., 400, route d'Esch, L-1471 Luxemburg, RCS Luxembourg B 65.477.

Das Mandat des Wirtschaftsprüfers endet mit der ordentlichen Generalversammlung des Jahres 2010.

V. Die Generalversammlung beschließt, dass die Gesellschaft als Gründungsmitglied einer Aktiengesellschaft agieren wird, welche unter dem Namen "SOPEP Investment IV S.A." gegründet wird. Der Zweck dieser Gesellschaft ist der Erwerb von Beteiligungen unter irgendwelcher Form in anderen in- und ausländischen Gesellschaften sowie jede andere Art von Investierung, der Erwerb durch Kauf, Zeichnung oder jede andere Weise, die Übertragung durch Verkauf, Tausch oder jede andere Weise von Wertpapieren jeder Art, sowie die Verwaltung, Kontrolle und Verwertung dieser Beteiligungen. Die Gesellschaft kann sich an der Gründung und der Entwicklung von in- und ausländischen Handels-, Industrie- oder Finanzgesellschaften beteiligen und sie kann diesen Gesellschaften jede Art von Beistand leisten, sei es in der Form von Darlehen, Garantien oder auf jede andere Weise. Die Gesellschaft kann Anleihen in jedwelcher Form aufnehmen, Schuldverschreibungen ausgeben und Sicherheiten bestellen. Allgemein kann die Gesellschaft alle Handels-, Industrie- oder Finanzgeschäfte betreiben und alle sonstigen Tätigkeiten ausüben, die der Erreichung ihres Zweckes förderlich sind.

Die Generalversammlung bestimmt Herrn Marcel Bartnik, Rechtsanwalt, wohnhaft in Luxemburg, mit dem Recht Untervollmachten zu erteilen, um die Gesellschaft bei der Gründung der SOPEP Investment IV S.A. zu vertreten. Der Vollmachtnehmer ist ermächtigt, den Betrag des Gesellschaftskapitals dieser Gesellschaft festzulegen und zu beschließen, dass dieser Betrag einunddreißigtausend Euro (Euro 31.000,-) beträgt, eingeteilt in einunddreißig (31) Aktien mit einem Nennwert von je eintausend Euro (Euro 1.000,-) pro Aktie. Der Vollmachtnehmer ist ermächtigt, einunddreißig (31) Aktien im Namen und für die Rechnung der Gesellschaft zu zeichnen. Der Vollmachtnehmer ist ferner ermächtigt, zu allen vorerwähnten Zwecken alle Unterlagen und Protokolle auszufertigen und zu unterzeichnen, Untervollmacht zu erteilen und allgemein sämtliche Handlungen vorzunehmen, die zur Ausführung der vorliegenden Vollmacht notwendig oder nützlich sind, wobei der Vollmachtgeber zusagt, diese Handlungen gutzuheißen.

Worüber Urkunde aufgenommen wurde in Luxemburg, am Datum wie eingangs erwähnt.

Und nach Vorlesung und Erklärung alles Vorstehenden an die Erschienenen, welche dem unterzeichneten Notar nach Namen, Zivilstand und Wohnort bekannt sind, haben dieselben gegenwärtige Urkunde mit dem Notar unterschrieben.

Gezeichnet: M. BARTNIK und C. WERSANDT.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 17 juin 2009. Relation: LAC/2009/23582. Reçu soixante-quinze euros (75,- EUR).

Le Receveur (signé): F. SANDT.

FÜR GLEICHLAUTENDE KOPIE, zum Zwecke Veröffentlichung im Mémorial erteilt.

Luxemburg, den 25. Juni 2009.

Henri HELLINCKX.

Référence de publication: 2009077371/9127/543.

(090094268) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 juin 2009.

SOPEP Investment IV S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-5365 Munsbach, 1C, Parc d'activité Syrdall.

R.C.S. Luxembourg B 146.734.

— STATUTEN

Im Jahre zweitausendneun, am sechzehnten Juni.

Vor dem unterzeichneten Notar Carlo WERSANDT, mit Amtssitz in Luxemburg, handelnd in Vertretung seines verehrten Kollegen Notar Henri HELLINCKX, mit Amtssitz in Luxemburg, welcher Letzterem gegenwärtige Urkunde verleiht.

Ist erschienen:

Die Gesellschaft SOPEP Mezzanine SICAV-FIS IV, mit Sitz in 1C, Parc d'activité Syrdall, L-5365 Munsbach, hier vertreten durch Herrn Marcel Bartnik, Rechtsanwalt, wohnhaft in Luxemburg, gemäß Beschluss der Gesellschafterversammlung der SOPEP Mezzanine SICAV-FIS IV vom heutigen Tage, in Übereinstimmung mit der Gründungsurkunde dieser Gesellschaft, welche am heutigen Tage durch den unterzeichneten Notar aufgenommen wurde.

Die Erschienene ersucht den unterzeichneten Notar, die Satzung einer Aktiengesellschaft, die sie hiermit gründet, wie folgt zu beurkunden.

I. Name, Sitz, Zweck und Dauer

Art. 1. Die Gesellschaft ist eine Aktiengesellschaft nach luxemburgischem Recht und führt den Namen "SOPEP Investment IV S.A."

Art. 2. Der Sitz der Gesellschaft befindet sich in Munsbach, Großherzogtum Luxemburg. Durch einfachen Beschluss des Verwaltungsrates können jederzeit Filialen oder Geschäftsstellen sowohl im Großherzogtum Luxemburg als auch im Ausland gegründet werden.

Falls durch außergewöhnliche Ereignisse politischer, wirtschaftlicher oder sozialer Natur die Gesellschaft in ihrer Tätigkeit am Gesellschaftssitz oder der reibungslose Verkehr zwischen dem Sitz der Gesellschaft und dem Ausland behindert wird oder falls eine solche Behinderung vorauszusehen ist, kann der Sitz der Gesellschaft durch einfachen Beschluss des Verwaltungsrates vorübergehend bis zur völligen Normalisierung der Verhältnisse in ein anderes Land verlegt werden. Eine solche Maßnahme berührt die luxemburgische Nationalität der Gesellschaft nicht.

Art. 3. Zweck der Gesellschaft ist der Erwerb von Beteiligungen unter irgendwelcher Form in anderen in- und ausländischen Gesellschaften sowie jede andere Art von Investierung, der Erwerb durch Kauf, Zeichnung oder jede andere Weise, die Übertragung durch Verkauf, Tausch oder jede andere Weise von Wertpapieren jeder Art, sowie die Verwaltung, Kontrolle und Verwertung dieser Beteiligungen.

Die Gesellschaft kann sich an der Gründung und der Entwicklung von in- und ausländischen Handels-, Industrie- oder Finanzgesellschaften beteiligen und sie kann diesen Gesellschaften jede Art von Beistand leisten, sei es in der Form von Darlehen, Garantien oder auf jede andere Weise.

Die Gesellschaft kann Anleihen in jedwelcher Form aufnehmen, Schuldverschreibungen ausgeben und Sicherheiten bestellen.

Allgemein kann die Gesellschaft alle Handels-, Industrie- oder Finanzgeschäfte betreiben und alle sonstigen Tätigkeiten ausüben, die der Erreichung ihres Zweckes förderlich sind.

Art. 4. Die Gesellschaft ist auf unbeschränkte Zeit errichtet.

II. Aktienkapital

Art. 5. Das gezeichnete Aktienkapital beträgt einunddreißigtausend Euro (Euro 31.000,-). Es ist in einunddreißig (31) Aktien mit einem Nennwert von je eintausend Euro (Euro 1.000,-) eingeteilt und in voller Höhe einbezahlt.

Das gezeichnete Aktienkapital der Gesellschaft kann erhöht oder herabgesetzt werden, durch Beschluss der Generalversammlung, welcher in derselben Form wie für Satzungsänderungen zu fassen ist.

Die Gesellschaft kann im Rahmen des Gesetzes vom 10. August 1915 über Handelsgesellschaften einschließlich nachfolgender Änderungen und Ergänzungen ("Gesetz von 1915") und zu den darin festgelegten Bedingungen eigene Aktien erwerben.

Art. 6. Die Aktien werden ausschließlich in Form von Namensaktien ausgegeben.

Am Gesellschaftssitz wird ein Register der Namensaktien geführt, welches jedem Aktionär zur Einsicht offen steht. Dieses Register enthält alle Angaben, welche von Artikel 39 des Gesetzes von 1915 vorgesehen sind. Das Eigentum an Namensaktien wird durch die Eintragung in dieses Register festgestellt.

Es können Aktienzertifikate ausgestellt werden, welche die Eintragung im Register bestätigen und von zwei Verwaltungsratsmitgliedern unterzeichnet werden.

Die Gesellschaft erkennt nur einen Eigentümer pro Aktie an; sollte der Besitz einer Aktie geteilt oder streitig sein, müssen diejenigen die ein Recht über die Aktie geltend machen, einen einzigen Bevollmächtigten ernennen um die Aktie bei der Gesellschaft zu vertreten. Die Gesellschaft kann den Gebrauch aller Rechte bezüglich dieser Aktie einstellen, solange nicht eine einzige Person zum Besitzer der Aktie im Verhältnis zur Gesellschaft ernannt worden ist.

III. Verwaltungsrat

Art. 7. Der Verwaltungsrat der Gesellschaft besteht aus mindestens drei Mitgliedern, die nicht Aktionäre der Gesellschaft sein müssen. Die Zahl der Verwaltungsratsmitglieder wird durch die Generalversammlung der Aktionäre bestimmt.

Art. 8. Der Verwaltungsrat ist befugt, die Gesellschaft im weitesten Sinne zu leiten und alle Geschäfte vorzunehmen, welche nicht durch das Gesetz von 1915 oder durch diese Satzung ausdrücklich der Generalversammlung vorbehalten sind.

Der Verwaltungsrat vertritt die Gesellschaft gerichtlich und außergerichtlich. Durch die gemeinschaftliche Zeichnung je zweier Verwaltungsratsmitglieder wird die Gesellschaft Dritten gegenüber wirksam verpflichtet.

Art. 9. Die laufende Geschäftsführung der Gesellschaft sowie die diesbezügliche Vertretung Dritten gegenüber können an die in Artikel 60 des Gesetzes von 1915 aufgeführten Personen übertragen werden; deren Ernennung, Abberufung, Befugnisse und Zeichnungsberechtigung werden durch den Verwaltungsrat geregelt.

Ferner kann der Verwaltungsrat einzelne Aufgaben der Geschäftsführung an Ausschüsse, einzelne Verwaltungsratsmitglieder oder an dritte Personen oder Unternehmen übertragen und deren Zeichnungsberechtigung regeln. Er setzt die diesbezüglichen Vergütungen fest, welche von der Gesellschaft getragen werden.

Art. 10. Die Verwaltungsratsmitglieder werden durch die ordentliche Generalversammlung für die Dauer eines oder mehrerer Jahre bestellt.

Ihre Amtszeit darf sechs Jahre nicht überschreiten. Sie beginnt am Ende der Generalversammlung, welche die Verwaltungsräte bestellt und endet grundsätzlich mit der Bestellung der Nachfolger.

Wird die Stelle eines Verwaltungsratsmitgliedes frei, so können die verbleibenden Verwaltungsratsmitglieder das frei gewordene Amt vorläufig besetzen. Die nächste Generalversammlung nimmt die endgültige Wahl vor. Die Wiederwahl von Verwaltungsratsmitgliedern ist zulässig. Die Generalversammlung kann die Verwaltungsratsmitglieder jederzeit und ohne Angabe von Gründen abberufen.

Art. 11. Der Verwaltungsrat wird aus dem Kreise seiner Mitglieder einen Vorsitzenden und einen oder mehrere stellvertretende Vorsitzende bestellen. Der erste Vorsitzende kann durch die Generalversammlung der Aktionäre ernannt werden.

Der Verwaltungsrat wird durch den Vorsitzenden oder bei dessen Verhinderung durch einen stellvertretenden Vorsitzenden oder zwei Verwaltungsratsmitglieder einberufen. Die Einladung hat unter Mitteilung der Tagesordnung zumindest 14 Tage vor der Sitzung zu erfolgen, außer in Notfällen, in welchen Fällen die Art des Notfalls in der Einladung vermerkt wird. Auf diese Einladung kann übereinstimmend schriftlich, durch Telegramm, Telex, Telefax oder ähnliche Kommunikationsmittel verzichtet werden. Eine Einladung ist nicht notwendig für Sitzungen, welche zu Zeitpunkten und an Orten abgehalten werden, die zuvor in einem Verwaltungsratsbeschluss bestimmt worden waren.

Sitzungen des Verwaltungsrates finden am Sitz der Gesellschaft oder an einem anderen, in der Einladung zu bestimmenden Ort statt.

Jedes Verwaltungsratsmitglied kann sich in der Sitzung des Verwaltungsrates mittels einer Vollmacht durch ein anderes Mitglied vertreten und sein Stimmrecht in seinem Namen ausüben lassen. Die Vollmacht kann privatschriftlich durch Fernschreiben, Telefax oder Telegramm erteilt werden. Ein Verwaltungsratsmitglied kann mehrere andere Verwaltungsratsmitglieder gleichzeitig vertreten.

Jedes Mitglied des Verwaltungsrates kann an einer Verwaltungsratssitzung im Wege einer telefonischen Konferenzschaltung oder durch ähnliche Kommunikationsmittel, welche ermöglichen, dass sämtliche Teilnehmer an der Sitzung einander hören können, teilnehmen und diese Teilnahme steht einer persönlichen Teilnahme an dieser Sitzung gleich.

Der Verwaltungsrat ist beschlussfähig, wenn mindestens die Hälfte seiner Mitglieder anwesend oder vertreten ist.

Die Beschlussfassung des Verwaltungsrates erfolgt mit einfacher Stimmenmehrheit der anwesenden und vertretenen Mitglieder. Bei Stimmgleichheit entscheidet die Stimme des Verwaltungsratsvorsitzenden.

Über die Verhandlungen und Beschlüsse des Verwaltungsrates werden Protokolle geführt, welche vom Vorsitzenden oder zwei Verwaltungsratsmitgliedern unterzeichnet werden.

Auf Veranlassung eines jeden Verwaltungsratsmitglieds können Beschlüsse des Verwaltungsrates auch einstimmig durch Brief, Fernschreiben, Fernkopierer oder Telegramm gefasst werden. Schriftliche und von allen Verwaltungsratsmitgliedern

unterzeichnete Beschlüsse stehen Beschlüssen auf Verwaltungsratssitzungen gleich. Solche Beschlüsse können von jedem Verwaltungsratsmitglied schriftlich, durch Telex, Telefax oder ähnliche Kommunikationsmittel gebilligt werden. Eine solche Billigung wird jedenfalls schriftlich bestätigt und die Bestätigung wird dem Beschlussprotokoll beigefügt.

IV. Überwachung

Art. 12. Die Gesellschaft unterliegt der Überwachung durch einen oder mehrere Rechnungsprüfer, die nicht Aktionäre der Gesellschaft sein müssen. Die Generalversammlung bestimmt ihre Zahl und setzt ihre Vergütung fest.

Art. 13. Die Rechnungsprüfer haben ein unbeschränktes Aufsichts- und Prüfungsrecht über alle Geschäfte der Gesellschaft. Sie dürfen an Ort und Stelle Einsicht nehmen in die Bücher, den Schriftwechsel, die Protokolle und die sonstigen Geschäftsunterlagen der Gesellschaft.

Sie berichten der Generalversammlung über das Ergebnis ihrer Prüfung und unterbreiten nach ihrer Ansicht geeignete Vorschläge.

Art. 14. Die ordentliche Generalversammlung bestellt die Rechnungsprüfer für die Dauer eines oder mehrerer Jahre. Ihre Amtszeit darf sechs Jahre nicht überschreiten. Sie beginnt mit dem Ende der Generalversammlung, die sie bestellt, und endet grundsätzlich mit der Bestellung der Nachfolger.

Die Wiederwahl der Rechnungsprüfer ist zulässig. Sie können jederzeit durch die Generalversammlung ohne Angabe von Gründen abberufen werden.

V. Generalversammlung der Aktionäre

Art. 15. Die ordnungsmäßig gebildete Versammlung der Aktionäre vertritt alle Aktionäre der Gesellschaft. Sie hat jegliche Befugnis zur Anordnung, Ausführung oder Ratifizierung aller Handlungen im Hinblick auf die Geschäfte der Gesellschaft.

Die Generalversammlung wird durch den Verwaltungsrat einberufen. Sie kann auch auf Antrag von Aktionären, welche wenigstens ein Zehntel des Gesellschaftskapitals vertreten, einberufen werden.

Art. 16. Die ordentliche Generalversammlung findet am Sitz der Gesellschaft oder an einem anderen in der Einladung bestimmten Ort der Gemeinde des Gesellschaftssitzes jeweils um 15.00 Uhr am vierten Donnerstag des Monats April eines jeden Jahres oder, wenn dieser Tag auf einen Tag fällt, der in Luxemburg nicht Bankarbeitstag ist, am nächsten darauffolgenden Bankarbeitstag in Luxemburg statt.

Art. 17. Außerordentliche Generalversammlungen können jederzeit an einem beliebigen Ort innerhalb oder außerhalb des Großherzogtums Luxemburg einberufen werden.

Art. 18. Die Generalversammlung wird durch den Verwaltungsrat oder die Rechnungsprüfer einberufen. Sie muss binnen einer Frist von 15 Tagen einberufen werden, wenn Aktionäre, die ein Zehntel des Gesellschaftskapitals vertreten, den Verwaltungsrat oder die Rechnungsprüfer hierzu schriftlich unter Angabe der Tagesordnung auffordern.

Die Einberufung der Generalversammlung erfolgt durch eingeschriebenen Brief. Sind alle Aktionäre in einer Generalversammlung anwesend oder vertreten, so können sie auf die Einhaltung der förmlichen Einberufung verzichten.

Vorsitzender der Generalversammlung ist der Vorsitzende des Verwaltungsrates oder, bei seiner Verhinderung, ein stellvertretender Vorsitzender, ein sonstiges Mitglied des Verwaltungsrates oder eine sonst von der Generalversammlung bestimmte Person.

Art. 19. Jeder Aktionär ist berechtigt, an der Generalversammlung teilzunehmen. Er kann sich aufgrund privatschriftlicher Vollmacht durch einen anderen Aktionär oder durch einen Dritten vertreten lassen. Jede Aktie gewährt eine Stimme.

Beschlüsse der Generalversammlung werden mit einfacher Mehrheit der anwesenden und vertretenen Aktionäre gefasst, sofern die Vorschriften des Gesetzes von 1915 keine anderweitigen Bestimmungen treffen. Über die Verhandlungen und Beschlüsse der Generalversammlungen werden Protokolle geführt, die vom jeweiligen Vorsitzenden unterzeichnet werden.

VI. Rechnungslegung

Art. 20. Das Geschäftsjahr beginnt am 1. Januar eines jeden Jahres und endet am 31. Dezember desselben Jahres.

Art. 21. Der Verwaltungsrat stellt nach Ablauf eines jeden Jahres eine Bilanz sowie eine Gewinn- und Verlustrechnung auf. Es werden jährlich wenigstens fünf Prozent des Reingewinnes vorweg dem gesetzlichen Reservefonds so lange zugeführt, bis dieser zehn Prozent des Gesellschaftskapitals ausmacht.

Mindestens einen Monat vor der ordentlichen Generalversammlung legt der Verwaltungsrat die Bilanz sowie die Gewinn- und Verlustrechnung mit einem Bericht über die Geschäftstätigkeit der Gesellschaft den Rechnungsprüfern vor, die ihrerseits der Generalversammlung Bericht erstatten.

Die Generalversammlung befindet über die Bilanz sowie über die Gewinn- und Verlustrechnung und bestimmt über die Verwendung des Jahresergebnisses. Sie kann im Rahmen der Bestimmungen des Gesetzes von 1915 aus den verteilungsfähigen Gewinnen und Reserven die Ausschüttung einer Dividende beschließen.

Gemäß Artikel 72-2 des Gesetzes von 1915 ist der Verwaltungsrat ermächtigt, Zwischendividenden als Abschlag auf die zu erwartende Dividendenberechtigung am Ende des Geschäftsjahres auszuzahlen.

VII. Auflösung der Gesellschaft

Art. 22. Wird die Gesellschaft durch Beschluss der Generalversammlung aufgelöst, so wird die Liquidation durch einen oder mehrere Liquidatoren durchgeführt. Die Generalversammlung setzt deren Befugnisse und Vergütung fest.

VIII. Schlussbestimmungen

Art. 23. Für sämtliche Punkte, welche durch diese Satzung nicht geregelt sind, gelten die luxemburgischen gesetzlichen Bestimmungen, insbesondere das Gesetz von 1915.

Übergangsbestimmungen

- 1) Das erste Geschäftsjahr beginnt mit der Gründung der Gesellschaft und endet am 31. Dezember 2009.
- 2) Die erste jährliche Generalversammlung wird im Kalenderjahr 2010 stattfinden.

Zeichnung und Einzahlung der Aktien

Nach erfolgter Feststellung der Satzung erklärt die Erschienene, die einunddreißig (31) Aktien wie folgt zu zeichnen:

SOPEP Mezzanine SICAV-FIS IV, vorgeannt: einunddreißig (31) Aktien
Gesamtes Aktienkapital: einunddreißig (31) Aktien

Sämtliche Aktien wurden voll und bar eingezahlt; demgemäß verfügt die Gesellschaft ab sofort uneingeschränkt über einen Betrag von einunddreißigtausend Euro (Euro 31.000,-) wie dies dem unterzeichneten Notar nachgewiesen wurde.

Bescheinigung

Der unterzeichnete Notar bescheinigt, dass die Bedingungen von Artikel 26 des Gesetzes von 1915 erfüllt sind.

Schätzung der Gründungskosten

Die Gründerin schätzt die Kosten, Gebühren und Auslagen, welche der Gesellschaft aus Anlass gegenwärtiger Gründung erwachsen, auf ungefähr 1.900,- Euro.

Generalversammlung

Die vorbezeichnete Partei, welche die Gesamtheit des übernommenen Grundkapitals vertritt und sich als ordnungsgemäß einberufen betrachtet, hat unmittelbar folgende Beschlüsse gefasst:

- 1.) Die Zahl der Verwaltungsratsmitglieder wird auf drei festgelegt. Die Zahl der Rechnungsprüfer auf einen.
- 2.) Zu Verwaltungsratsmitgliedern werden ernannt:
 - Ekkehart Kessel, Sal. Oppenheim PEP International S.à r.l., geboren am 22.01.1942 in Aachen, beruflich ansässig in 43, boulevard Prince Henri, L-1724 Luxemburg
 - Markus Gierke, LRI Invest S.A., geboren am 13.07.1968 in Saarburg, beruflich ansässig in 1C, Parc d'activité Syrdall, L-5365 Munsbach
 - François Pauly, Sal. Oppenheim jr. & Cie. S.C.A., geboren am 03.06.1964 in Luxemburg, beruflich ansässig in 4, rue Jean Monnet, L-2180 Luxemburg
 Ekkehart Kessel wird zum Verwaltungsratsvorsitzenden ernannt.
- 3.) Zum Rechnungsprüfer wird ernannt:
PricewaterhouseCoopers S.à r.l., 400, route d'Esch, L-1471 Luxemburg, RCS Luxembourg B 65.477.
- 4.) Die Anschrift der Gesellschaft lautet: 1C, Parc d'Activité Syrdall, L-5365 Munsbach.
- 5.) Die Mandate der Verwaltungsratsmitglieder enden mit der Generalversammlung, die über das Geschäftsjahr 2014 befindet. Das Mandat des Rechnungsprüfers endet mit der Generalversammlung des Geschäftsjahres 2010.

Worüber Urkunde, aufgenommen zu Luxemburg, am Datum wie eingangs erwähnt.

Nach Vorlesung und Erklärung alles Vorstehenden an den Erschienenen, hat derselbe mit dem Notar gegenwärtige Urkunde unterschrieben.

Gezeichnet: M. BARTNIK und C. WERSANDT.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 17 juin 2009. Relation: LAC/2009/23583. Reçu soixante-quinze euros (75,- EUR).

Le Receveur (signé): F. SANDT.

FÜR GLEICHLAUTENDE KOPIE, zum Zwecke der Veröffentlichung im Mémorial erteilt.

Luxemburg, den 25. Juni 2009.

Henri HELLINCKX.

Référence de publication: 2009077369/242/208.

(090094282) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 juin 2009.

BGL, Société Anonyme.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 50, avenue J.F. Kennedy.
R.C.S. Luxembourg B 6.481.

Extrait du procès-verbal de la réunion du Conseil d'administration du 13 mai 2009

En application de l'article 21 des statuts de la banque, le Conseil d'administration nomme Monsieur Eric Martin au Comité de direction de la banque. Sous réserve de l'adaptation des statuts par l'Assemblée générale extraordinaire le comité de direction sera présidé par Messieurs Carlo Thill et Eric Martin, co-présidents.

L'adresse professionnelle de Monsieur Eric Martin est 50, avenue J.F. Kennedy L-2951 Luxembourg.

Luxembourg, le 25 juin 2009.

BGL

Jean-Louis Margue

Secrétaire Général

Référence de publication: 2009080855/16.

(090095845) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1^{er} juillet 2009.

Locam, Société Anonyme.

Capital social: EUR 31.000,00.

Siège social: L-1114 Luxembourg, 3, rue Nicolas Adames.
R.C.S. Luxembourg B 42.841.

Les comptes au 31 décembre 2008 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour Locam S.A.

Signature

Référence de publication: 2009080543/12.

(090096231) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1^{er} juillet 2009.

SORETE S.A., Société de Recherche Thérapeutique Endovasculaire S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-8070 Bertrange, 10B, rue des Mérovingiens.
R.C.S. Luxembourg B 81.970.

Extrait sincère et conforme du procès-verbal de l'assemblée générale statutaire tenue à Bertrange en date du 25 juin 2009

Il résulte dudit procès-verbal que la société MARBLEDEAL LTD a démissionné de sa fonction de commissaire aux comptes avec effet immédiat.

La société MARBLEDEAL LUXEMBOURG S.à.r.l., ayant son siège social au 10B, rue des Mérovingiens, L-8070 Bertrange, a été nommée comme nouveau commissaire aux comptes et terminera le mandat de son prédécesseur.

Mention rectificative de la nomination des représentants permanents

La nomination des représentants permanents (initialement déposée le 5 mars 2009, sous le n° L090035679.03, enregistrée à Luxembourg le 3 mars 2009 sous les références: LSO-DC00768) a été rectifiée comme suit:

«La société PROCEDIA S.à.r.l. dont le siège social est situé au 10B, rue des Mérovingiens, L-8070 Bertrange inscrite au R.C.S. de et à Luxembourg sous le numéro B 97.164, nommée Administrateur en date du 26 juin 2006, a désigné Madame Catherine DE WAELE, née à Charleroi (Belgique), le 25 avril 1966, employée privée, demeurant professionnellement au 10B, rue des Mérovingiens à L-8070 Bertrange, comme représentante permanente pour la durée de son mandat soit jusqu'en 2012.»

Bertrange, le 29 juin 2009.

SOCIETE DE RECHERCHE THERAPEUTIQUE ENDOVASCULAIRE S.A.

PROCEDIA S.à.r.l. / CRITERIA S.à.r.l.

Administrateur / Administrateur

Représentée par Madame Catherine DE WAELE / Représentée par Monsieur Gabriel JEAN

Représentante permanente / Représentant permanent

Référence de publication: 2009080673/26.

(090095802) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1^{er} juillet 2009.

Maison Peter S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-3858 Schifflange, 22, rue Denis Netgen.
R.C.S. Luxembourg B 13.623.

Les comptes annuels au 31 décembre 2007 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour Maison Peter S.à r.l.
FIDUCIAIRE DES PME SA
Signature

Référence de publication: 2009080361/12.

(090095864) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1^{er} juillet 2009.

Saint-Exupery Finance S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2535 Luxembourg, 16, boulevard Emmanuel Servais.
R.C.S. Luxembourg B 106.482.

Le bilan au 30 juin 2008 a été déposé au registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 29 juin 2009.

Signature.

Référence de publication: 2009080869/10.

(090095446) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1^{er} juillet 2009.

KL Industries S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-5440 Remerschen, 34, Waistrooss.
R.C.S. Luxembourg B 142.841.

Le bilan au 31/12/2008 a été déposé au registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2009080896/10.

(090095593) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1^{er} juillet 2009.

Movilliat Promotions S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-8399 Windhof (Koerich), 10, rue de l'Industrie.
R.C.S. Luxembourg B 56.545.

Les comptes annuels au 31.12.2008 ont été déposés au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Movilliat Jules
Administrateur

Référence de publication: 2009080870/11.

(090095854) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1^{er} juillet 2009.

DB Systemes S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-8399 Windhof (Koerich), 2-4, rue d'Arlon.
R.C.S. Luxembourg B 77.716.

Les comptes annuels au 31.12.2008 ont été déposés au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

LESQUOY Alain
Administrateur

Référence de publication: 2009080871/11.

(090095858) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1^{er} juillet 2009.
